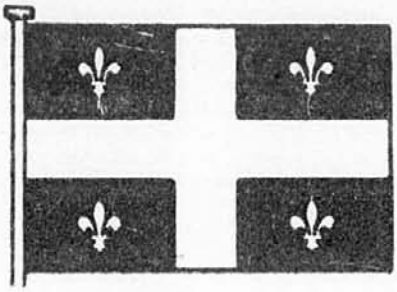

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 9 février 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, February 9th, 1952

AVIS AUX INTÉRESSSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.
Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volontes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.
Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.
Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1. per dozen.
Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.
Government House. Quebec, June 27th, 1940.
31753-1-52

Lettres patentes

A. Garber Fur Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept décembre 1951, constituant en corporation: Abie Garber, fourreur, Jack Clément, marchand et Fera Nachshen Garber, épouse séparée de biens dudit Abie Garber et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de fourrures de toutes sortes, pelleteries, peaux d'animaux, cuirs et peaux vertes; ainsi qu'articles vestimentaires, sous le nom de "A. Garber Fur Company", avec un capital de $50,000 divisé en 250 actions

Letters Patent

A. Garber Fur Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented, by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of December, 1951, incorporating: Abie Garber, furier, Jack Clement, merchant, and Fera Nachshen Garber, wife separate as to property of the said Abie Garber, and by him duly authorized, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and deal in all kinds of furs, fur pelts, animal skins and leather and hides; and in wearing apparel, under the name of "A. Garber Fur Company", with a capital stock of $50,000. divided into 250 common

ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1485, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Atlas Enterprises Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1951, des lettres patentes en date du sept décembre 1951, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, Jack Bobrove, étudiant en loi, tous deux de la cité de Montréal et Ruth D. Budyk, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Atlas Enterprises Corporation", avec un capital de $100,000 divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Carmen Fleuriste (Ltée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf décembre 1951, constituant en corporation: Joseph-Napoléon Bessette, commis, Carmen Mathieu, fleuriste, célibataire, et Maurice Bisaillon investigateur, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer la culture et le commerce des fleurs et plantes, sous le nom de "Carmen Fleuriste (Ltée)," avec un capital de $39,000 divisé en 390 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf décembre 1951.

L'Assistant-procuruer général,

31998-o L. DÉSILETS.

Ceebee Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept décembre 1951, constituant en corporation: Max Isidore Sigler, Moses Hyman Myerson, avocats et Ida Stein, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Ceebee Investments Ltd.", avec un capital de $150,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 1,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

shares of $100 each, and 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at 1485, Bleury Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Atlas Enterprises Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 176, R.S.Q., 1951, bearing date the seventh day of December, 1951, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, Jack Bobovre, law student, both of the City of Montreal, and Ruth D. Budyk, secretary, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Atlas Enterprises Corporation", with a capital stock of $100,000 divided into 250 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Carmen Fleuriste (Ltée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1951, incorporating: Joseph-Napoléon Bessette: clerk, Carmen Mathieu, Florist, spinster, and Maurice Bisaillon, investigator, alll of the city and judicial district of Montreal. for the following purposes:

To cultivate and deal in flowers and plants, under the name of "Carmen Fleuriste (Ltée)," with a capital stock of $39,000 divided into 390 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney-General, the nineteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Ceebee Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of December, 1951, incorporating: Max Isidore Sigler, Moses Hyman Myerson, lawyers, and Ida Stein, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Ceebee Investments Ltd.", with a capital stock of $150,000. divided into 100 common shares of $100 each and 1,400 preferred shares of a par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Cie Ideal Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix décembre 1951, constituant en corporation: Roland Geoffroy, Aimé Diotte, importateurs, et Lionel Laprade, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturier et commerçant d'objets et marchandises en nylon, plastique, acier, verre, bois, porcelaine, métal, sous le nom de "Cie Ideal Import Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siége social de la compagnie sera à 2200, rue Desjardins, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Corporation des Chemins d'Hiver d'Abitibi-Ouest

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compangies de Québec, il a été cacordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des letres patentes, en date du six dédembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Arsène Gagnon, contracteur, de Duparquet, Honoré Carrier, marchand de Macamic, et Emilien Bégin, gérant, de Palmarolle, tous du district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Le maintien de chemins à la circulation automobile durant l'hiver dans le comté d'Abitibi-Ouest, sou le nom de "Corporation des Chemins d'Hiver d'Abitibi-Ouest".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le six décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Davie Brothers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1951, constituant en corporation: William Morin, C.R., avocat, André Verge, avocat et Fleurette Dussault, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter et organiser des chantiers maritimes, sous le nom de "Davie Brothers Ltd.", avec un capital de $200,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1400 actions privilégiées classe "A" d'une valeur de $100 l'action et 500 actions privilégiées classe "B" d'une valeur de $100 l'action.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Cie Ideal Import Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1951, incorporating: Roland Geoffroy, Aimé Diotte, importers, and Lionel Laprade, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer of an dealer in articles and merchandises of nylon, plastic, steel, glass, wood, china, metal, under the name of "Cie Ideal Import Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2200 Desjardins Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Corporation des Chemins d'Hiver d'Abitibi-Ouest

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Arsène Gagnon, contractor, of Duparquet, Honoré Carrier, merchant, of Macamic, and Emilien Bégin, manager, of Palmorolle, all of the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

The upkeep of roads for motor traffic during the the winter, in the county of Abitibi-West, under the name of "Corporation des Chemins d'Hiver d'Abitibi-Ouest".

The amount to which the immoveable, property which the corporation may hold is to be limited is $10,000.

The head office of the corporation will be at Sarre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Davie Brothers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1951, incorporating: William Morin, K.C., advocate, André Verge, advocate, and Fleurette Dussault, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate and organize shipyards, under the name of "Davie Brothers Ltd.", with a capital stock of $200,000 divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 1400 Class "A" preferred shares of a value of $100 each and 500 Class "B" preferred shares of a value of $100 per share.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le onze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998-o L. DÉSILETS.

Eastern Canada Veneer Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq décembre 1951, constituant en corporation: L. E. Langis Galipeault, avocat et conseil en loi du Roi, J. Edouard Caron, avocat, et Antonio Leclerc, comptable public accrédité, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un manufacturier et marchand de bois de construction, bois de charpente, planches, bois contre-plaqué, bois plaqué et matériaux de construction, sous le nom de "Eastern Canada Veneer Corporation", avec un capital de $100,000 divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Henryville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

Eskimo Fur Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze décembre 1951, constituant en corporation: Harry Berger, Terry Berger Dubin, épouse séparée de biens de Milton Dubin, et dûment autorisée par lui et Milton Dubin, tous marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de fourrures, peaux de fourrures, manteaux de fourrure, garnitures de fourrure et articles vestimentaires, sous le nom de "Eskimo Fur Co. Limited.", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

Fédération des Amicales Maristes Canadiennes

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1951, constituant en corporation sans-capital-actions: Yvon Jasmin, Réal Marcoux, avocats, Lucienne Mérineau, Rita Dufresne, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, et J.-Roger Marceau, commis, de Ste-Thérèse de Blainville, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Grouper toutes personnes ayant étudié dans un collège ou dans une école possédés ou dirigés

The head office of the company will be at Levis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

Eastern Canada Veneer Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1951, incorporating: L. E. Langis Galipeault, advocate and King's Counsel, J.-Edouard Caron, advocate and Antonio Leclerc, accredited public accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a manufacturer of and dealer in lumber, timber, boards, plywood, veneer and building materials, under the name of "Eastern Canada Veneer Corporation", with a capital stock of $100,000 divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Henryville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Eskimo Fur Co., Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearng date the twelfth day of December, 1951, incorporating: Harry Berger, Terry Berger Dubin, wife separate as to property of Milton Dubin, and duly authorized by him, and Milton Dubin, all merchants, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers and dealers in furs, fur skins, fur coasts, fur trimmings and wearing apparel, under the name of "Eskimo Fur Co. Limited", with a capital stock of $20,000. divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Fédération des Amicales Maristes Canadiennes

Notive is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, lettrs patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Yvon Jasmin, Réal Marcoux, advocates, Lucienne Mérineau, Rita Dufresne, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, and J,-Roger Marceau, clerk, of Ste-Thérèse de Blainville, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To form a group of all those who have studied in a college or school owned or directed by the

par les Frères Maristes, sous le nom de "Fédération des Amicales Maristes Canadiennes".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers et les revenus en provenant que la corporation peut posséder est de $200,000.

Le siége social de la corporation sera au Collège Laval, Saint-Vincent de Paul, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

par les Frères Maristes, sous le nom de "Fédération des Amicales Maristes Canadiennes".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers et les revenus en provenant que la corporation peut posséder est de $200,000.

Le siége social de la corporation sera au Collège Laval, Saint-Vincent de Paul, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Goodcraft Clothing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1951, constituant en corporation: Peter Gotfrit, marchand, Bella Segal, commis et Clémence Warnicker, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de textiles et vêtements, sous le nom de "Goodcraft Clothing Company Limited", avec un capital de $30,000 divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Goodcraft Clothing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1951, incorporating: Peter Gotfrit, merchant, Bella Segal, clerk, and Clémence Warnicker, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles and clothing, under the name of "Goodcraft Clothing Company Limited", with a capital stock of $30,000 divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Hochelaga Auto Electric Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compapnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1951, constituant en corporation: Almanzor Laberge, comptable, Aline Normandeau, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, et Gontran Daoust, comptable, domicilié à St-Vincent-de-Paul, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de véhicules moteurs, d'accessoires de garagiste, sous le nom de "Hochelaga Auto Electric Ltée", avec un capital de $50,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Hochelaga Auto Electric Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of December, 1951, incorporating: Almanzor Laberge, accountant, Aline Normandeau, stenographer, both of the city of Montreal, and Gontran Daoust, accountant, domiciled at Saint-Vincent-de-Paul, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicules and accessories, and to act as garage-keeper, under the name of "Hochelaga Auto Electric Ltée", with a capital stock of $50,000 divided into 300 common shares of value at par of $100 each and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Ijay Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze décembre 1951, constituant en corporation: John J. Wasserman, Sydney Phillips, avocats, et Tessy Frankel, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, d'immeubles et de placements, sous le

Ijay Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1951, incorporating: John J. Wasserman, Sydney Phillips, advocates, and Tessy Frankel, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, real estate and investment company, under the name of

nom de "Ijay Investment Corporation", avec un capital de $70,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compapnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

"Ijay Investment Corporation", with a capital stock of $70,000 divided into 100 common shares of the par value of $100 each, and 600 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Investment Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze décembre 1951, constituant en corporation: Alec Phelps Grigg, de Westmount, Charles Ambrose Lane Hibbard, de la cité de Montréal, tous deux avocats et conseils en loi du Roi et Robert Haggerty Short, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme conseillers en finance et en placement, sous le nom de "Investment Services Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Investment Services Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1951, incorporating: Alec Phelps Grigg, of Westmount, Charles Ambrose Lane Hibbard, of the city of Montreal, both advocates and King's Counsel, and Robert Haggerty Short, accountant, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as financial and investment advisers, under the name of "Investment Services Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

J. E. Paré Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze décembre 1951, constituant en corporation Joseph-Edgar Paré, marchand, Dame Marie-Anne Paquet, épouse contractuellement séparée de biens de J.-E. Paré, et Fernand Paré, commis, tous de Lauzon, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de nouveautés, merceries, quincaillerie, épicerie, matériaux de construction, sous le nom de "J.-E. Paré Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lauzon, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quinze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

J. E. Paré Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of December, 1951, incorporating: Joseph-Edgar Paré, merchant, Dame Marie-Anne Paquet, wife separate as to property by marriage contract of J.-E. Paré, and Fernand Paré, clerk, all of Lauzon, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in novelties, dry-goods, hardware, groceries, building materials, under the name of "J.-E. Paré Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Lauzon, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

J. Novack Fur Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt décembre 1951, constituant en corporation: Joel Novack, fourreur, Max Novack, marchand et Helen Schoel Novack, épouse séparée de biens de Joel Novack, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et le négoce de pelleteries, peaux d'animaux cuir et peaux vertes; et articles

J. Novack Fur Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Alfred Morisset, in conformity with secton 2, chapter 276, R.S.Q., bearing date the twentieth day of December, 1951, incorporating: Joel Navack, furrier, Max Novack merchant, and Helen Schoel Novack, wife separate as to property of Joel Novack, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an deal in fur pelts, animal skins and leather and hides; and wearing

vestimentaires, sous le nom de "J. Novack Fur Company", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1485, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

apparel, under the name of "J. Novack Fur Company", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at 1485, Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Jones Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze décembre 1941, constituant en corporation: James Jones, industriel, David Lack, avocat et Pearl Auerbach, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le commerce d'ameublements de bureau et de maison, machinerie, outils, bois de charpente et bois de plaquage, sous le nom de "Jones Industries Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Jones Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of December, 1951, incorporating: James Jones, industrialist, David Lack, advocate, and Pearl Auerbach, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in office and household furniture, machinery, tools, timber, plywood, under the name of "Jones Industries Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 2000 common shares at par value of $10 each and 200 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Jos. Latulippe Ltée Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1951, constituant en corporation: Paul Latulippe, Roméo Latulippe, Joseph-Edmond Latulippe, Gérard Latulippe et Eugène Latulippe, commerçants, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, de matériaux de construction, meubles et accessoires, sous le nom de "Jos Latulippe Ltée Ltd", avec un capital de $175,000 divisé en 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze décembre, 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Jos. Latulippe Ltée Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1951, incorporating: Paul Latulippe, Roméo Latulippe, Joseph Edmond Latulippe, Gérard Latulippe, et Eugène Latulippe, traders, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, building materials, furniture and accessories, under the name of "Jos Latulippe Ltée Ltd", with a capital stock of $175,000 divided into 750 preferred shares of a par value of $100 each, and 1,000 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twefth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Kill-Odor Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-

Kill-Odor Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the seventeenth day of

sept décembre 1951, constituant en corporation: Nicholas Proctor, industriel, Neil Harold Mills, comptable et Claude Ducharme, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de germicides, désinfectants, antiseptiques, insecticides, vermicides et fongicides, sous le nom de "Kill-Odor Products Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

December, 1951, incorporating: Nicholas Proctor, industrial, Neil Harold Mills, accountant, and Claude Ducharme, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in germicides, desinfectants, antiseptics, insecticides, vermicides and fugicides, under the name of "Kill-Odor Products Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 10,000 shares of $1. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

La Compagnie Immobilière Ste-Cécile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1951, constituant en corporation: Omer Carbonneau, contremaître, William Farrier, gérant, Roméo Baril, faiseur de papier, Aimé Dion, Adrien de Montigny, entrepreneurs, Liguori Villeneuve, entrepreneur-plombier, et Gérard Bourget, marchand, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le métier d'agent d'immeubles, sous le nom de "La Compagnie Immobilière Ste-Cécile Ltée", avec un capital de $28,000 divisé en 280 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le quinze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998-o L. DÉSILETS.

La Compagnie Immobilière Ste-Cécile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1951, incorporating: Omer Carbonneau, foreman, William Farrier, manager, Roméo Baril, paper-maker, Aimé Dion, Adrien de Montigny, contractors, Liguori Villemure, plumbing-contractor, and Gérard Bourget, merchant, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agent, under the name of "La Compagnie Immobilière Ste-Cécile Ltée", with a capital stock of $28,000 divided into 280 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

La Compagnie Jude Tétreault Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du treize décembre 1951, constituant en corporation: Jude Téreault, marchand, Jean Lacroix, télégraphiste, et Elphège Beauchênes, journalier, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce des liqueurs douces de toutes sortes, sous le nom de "La Compagnie Jude Tétreault Limitée", avec un capital de $65,000 divisé en 650 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le treize décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998-o L. DÉSILETS.

La Compagnie Jude Tétreault Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1951, incorporating: Jude Tétreault, merchant, Jean Lacroix, telegraphist, and Elphège Beauchênes, laborer, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To deal in soft drinks of all kinds, under the name of "La Compagnie Jude Tétreault Limitée", with a capital stock of $65,000 divided into 650 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

L'Association des Propriétaires de Courville Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Georges-Henri Giroux, cultivateur, Jos. Thomassin, importateur, Albany Larouche, employé civil, Joseph Théberge, assistant-contremaître, Robert

L'Association des Propriétaires de Courville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1951, to incorporate as a corporation without share-capital: Georges-Henri Giroux, farmer, Jos. Thomassin, importer, Albany Larouche, civil employee, Joseph Théberge, assistant-foreman, Robert Couillard, foreman,

Couillard, contremaître, Armand Grenier, comptable, et Ulric Huot, gérant, tous de Courville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Protection et surveillance des intérêts communs des propriétaires de St-Louis de Courville, sous le nom de "L'Association des Propriétaires de Courville Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Louis de Courville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le douze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Le Marché Jules Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1951, constituant en corporation: Jacques René de Cotret, comptable agréé, Henri Sylvestre, notaire, Bernard Pinard, avocat, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de boucherie et d'épicerie, sous le nom de "Le Marché Jules Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 140, 12ème avenue, dans la municipalité de Saint-Jean-Baptiste, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Les Magasins Yollande Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1951, constituant en corporation: Jean-Charles Paradis, commerçant, Dame Elisianne Martel, commerçante, épouse séparée de biens de Jean-Charles Paradis, et Yolande Paradis, commerçante, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire commerce des marchandises sèches, nouveautés, soie, toile, lainage, cotonnade, sous le nom de "Les Magasins Yollande Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 239 est, rue Racine, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le dix décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Les Placements Baillar Ltée
Baillar Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276,

Armand Grenier, accountant, and Ulric Huot, manager, all of Courville, judicial district of Quebec, for the following purposes:

The protection and supervision of the common interests of the proprietors of St-Louis de Courville, under the name of "L'Association des Propriétaires de Courville Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at St-Louis de Courville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Le Marché Jules Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1951, incorporating: Jacques René de Cotret, chartered accountant, Henri Sylvestre, notary, Bernard Pinard, advocate, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business as butcher and grocer, under the name of "Le Marché Jules Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 140, 12th avenue, in the municipality of Saint-Jean-Baptiste, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Les Magasins Yollande Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1951, incorporating: Jean-Charles Paradis, trader, Dame Elisianne Martel, trader, wife separate as to property of Jean-Charles Paradis, and Yolande Paradis, trader, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, novelties, silk, linen, woolens, cottons, under the name of "Les Magasins Yollande Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 2,000 common shares of $10 each, and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 239 Racine street East, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Les Placements Baillar Ltée
Baillar Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter

S.R.Q., 1951 des lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1951, constituant en corporation: P.-Lucien Lefebvre, comptable, Gaston Péloquin, comptable, de la cité de Montréal, et Paul Hogue, commis, de Laval-des-Rapides, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Les Placements Baillar Ltée" — "Baillar Investments Ltd.", avec un capital de $75,000 divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998-o L. DÉSILETS.

Markirk Holdings, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi de la compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze décembre 1951, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, avocat, Galen Lee Prime, gérant et Margot Mary Quinn, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Markirk Holdings Ltd.", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

Mayfed Jewellers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix décembre 1951, constituant en corporation: Eli Michæl Berger, avocat, Pearl Auerbach et Rhoda Cohen, secrétaires, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme bijoutiers, orfèvres et faire le commerce d'outils, ameublement, appliqués, sous le nom de "Mayfed Jewellers Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 400 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

Mercerie Sherbrooke Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinze décembre 1951, constituant en corporation: Lucien Bédard, ingénieur forestier, Henri Brunelle, Paul Gervais, agronomes, J.-Adélard Doyon, Bruno Michel, comptables, et Albert

276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eight day of December, 1951, incorporating: P. Lucien Lefebvre, accountant, Gaston Peloquin, accountant, of the city of Montreal, and Paul Hogue, clerk of Laval-des-Rapides, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Placements Baillar Ltée" — "Baillar Investments Ltd.", with a capital stock of $75,000 divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

Markirk Holdings, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1951, incorporating: John Henry Ernest Colby, advocate, Galen Lee Prime, manager, and Margot Mary Quinn, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Markirk Holdings, Ltd.", with a capital stock of $10,000 divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Mayfed Jewellers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the tenth day of December, 1951, incorporating: Eli Michæl Berger, advocate, Pearl Auerbach and Rhoda Cohen, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, silversmiths, and deal in tools, furniture, fixtures, under the name of "Mayfed Jewellers Ltd.", with a capital stock of $20,000 divided into 400 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Mercerie Sherbrooke Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of December, 1951, incorporating: Lucien Bédard, forestry engineer, Henri Brunelle, Paul Gervais, agronomists, J. Adélard Doyon, Marcel Doyon, Bruno Michel, accountants, and Albert Dionne,

Dionne, barbier, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements et articles de toilette, de chaussures, fourrures, sous le nom de "Mercerie Sherbrooke Ltée", avec un capital de $50,000 divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le quinze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Monde Sportif Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit décembre 1951, constituant en corporation: Paul Desormiers, Ben Weider, éditeurs, et Jean Bradley, journaliste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Éditer, imprimer et vendre des publications et faire le commerce de l'imprimerie, sous le nom de "Monde Sportif Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 500 actions de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Morin & Frères Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1951, des lettres patentes, en date du dix-huit décembre 1951, constituant en corporation: Clément Morin, entrepreneur général, Alfred Morin, enrtepreneur général, Jean-Noël Morin, commis, et dame veuve Philias Morin, ménagère, tous du Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le commerce de quincaillerie, ferronnerie, matériaux de construction, sous le nom de "Morin & Frères Incorporée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 3,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 2,000 actions privilégiées de $20. chacune; et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $20,000.

Le siège social de la compagnie sera 65, Boulevard Ste-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Parkway Electric, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276,

barber, all of the city of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To engage in the business of and deal in clothing and toilet requisites, footwear and furs, under the name of "Mercerie Sherbrooke Ltée", with a capital stock of $50,000 divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Monde Sportif Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of December, 1951, incorporating: Paul Desormiers, Ben Weider, editors, and Jean Bradley, journalist, all of the city and judicial district of Montreal, fot the following purposes:

To edit print and sell publications and carry on the printing business, under the name of "Monde Sportif Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 500 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $25.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Morin & Frères Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of December, 1951, incorporating: Clément Morin, general contractor, Alfred Morin, general contractor, Jean Noël Morin, clerk, and Dame Widow Philias Morin, housewife, all of Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To deal in hardware, ironware, building materials, under the name of "Morin & Frères Incorporée".

The capital stock of the company will be divided into 3,000 shares without par or nominal value, and 2,000 preferred shares of $20 each; and the amount with which the company will begin its operations will be $20,000.

The head office of the company will be at 65, Boulevard Ste-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Parkway Electric, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276,

S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six décembre 1951, constituant en corporation: Harry Olishansky, marchand, Emmanuel Cooke, avocat et Lucy V. Clarke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'accessoires électriques et appareils de maison, sous le nom de "Parkway Electric Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 701 ouest Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of December, 1951, incorporating: Harry Olishansky, merchant, Emmanuel Cooke, advocate, and Lucy V. Clarke, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical and household appliances, under the name of "Parkway Electric, Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 701 Jean Talon West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Raoul Chênevert Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1951, constituant en corporation: Raoul Chênevert, courtier en douane, Dame Marie-Ange Gagnon, épouse séparée de biens dudit Raoul Chênevert, et Pierre Chênevert, technicien en chimie, tous des cité et district des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Servir d'intermédiaire ou d'agent pour fin de dédouanement, importation et exportation, sous le nom de "Raoul Chênevert Limitée", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le treize décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998-o L. DÉSILETS.

Raoul Chênevert Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1951, incorporating: Raoul Chênevert, customs broker, Dame Marie-Ange Gagnon, wife separate as to property of said Raoul Chênevert, and Pierre Chênevert, technician in chemistry, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To act as intermediary or agent for the purpose of customs clearance, importing and exporting, under the name of "Raoul Chênevert Limitée", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

Ridgewood Court Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze décembre 1951, constituant en corporation: Albert Laurent Bissonnette, avocat, Margot Mary Quinn et Marjorie Warkins, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une corporation de placements, sous le nom de "Ridgewood Court Inc.", avec un apital de $100,0000 divisé en 2,000 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1311, Boulevard Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatroze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DESILETS.

Ridgewood Court Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the fourteenth day of December, 1951, incorporating: Albert-Laurent Bissonnette, advocate, Margot Mary Quinn and Majorie Watkins, secretaries, all of the city and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment corporation under the name of "Ridgewood Court Inc.", with a capital stock of $100,000. divided into 2,000 shares of $50. each.

The head office of the Company will be at 1311 Mount Royal Boulevard, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of December, 1951.

L. DESILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze décembre 1951, constituant en corporation: Médéric Belec, courtier d'assurances, Harold Joseph Evans, vendeur et Margaret Jean Kinhead, sténographe, tous de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1951, incorprating: Médéric Belec, insurance broker, Harold Joseph Evans, salesman, and Margaret Jean Kinhead, stenographer, all of the City of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

Exercer le commerce de courtiers d'assurance et agir comme agents d'assurance, sous le nom de "Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc.", avec un capital de $1,000 divisé en 100 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DESILETS.

To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, under the name of "Service d'Assurance Belec Insurance Service Inc.", with a capital stock of $1,000. divided into 100 shares of $10 each.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of December, 1951.

L. DESILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Service Social de l'Abord-à-Plouffe Inc.
L'Abord-à-Plouffe Social Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1951, consituant en corporation sans capital-actions: Yvon Jasmin, Réal Marcoux, Jean Drapeau, avocats, Rita Dufresne et Lucienne Mérineau, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir toutes sortes d'organisations dont le but principal sera la charité, sous le nom de "Service Social de l'Abord-à-Plouffe Inc."— "L'Abord-à Plouffe Social Service Inc:"

Le montant auquel sont limités les biens immo biliers que la corporation peut posséder est de $200,000:

Le siège social de la corporation sera dans la ville de l'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DESILETS.

Service Social de l'Abord-à-Plouffe Inc.
L'Abord-à-Plouffe Social Service Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Yvon Jasmin, Réal Marcoux, Jean Drapeau, advocates, Rita Dufresne and Lucienne Mérineau, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote all kinds of organizations whose main object will be charity, under the name of "Service Social de l'Abord-à-Plouffe Inc." — "L'Abord-à-Plouffe Social Service Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be in the Town of l'Abord-à-Plouffe, judicial distict of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1951.

L. DESILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Spectator Sportswear Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date treize décembre 1951, constituant en corporation: Saul Tarnofsky, manufacturier, Dame Evelyn Enid Gross, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Saul Tarnofsky, Dame Rebecca Kushlin, ménagère, veuve de feu Sam Tarnofsky et Dame Celia Tarnofsky, ménagère épouse contractuellement séparée de biens de Issie Edgar et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants: Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, vêtements et habits, sous le nom de "Spectator Sportswear Co. Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DESILETS.

Spectator Sportswear Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1951, incorporating: Saul Tarnosfsky, manufacturer, -Dame Evelyn Enid Gross, housewife, wife contractually separate as to property of Saul -Tarnofsky, -Dame Rebecca Kushlin, housewife, widow of the late Sam-Tarnofsky, and Dame Celia Tarnofsky, housewife, wife contractually separate as to property of Issie Edgar, and duly authorized by him, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, clothing and garments under the name of "Spectator Sportswear Co. Inc.", with a capital stock of $10,000. divide into 55 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of December, 1951.

L. DESILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Spécialités Royal Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1951, constituant en corporation: Charles-Édouard Dubois, commerçant, Alphonse Dubois, assistant-gérant, et Albert Deguire,

Spécialités Royal Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1951, incorporating: Charles Édouard Dubois, trader, Alphonse Dubois, assistant manager, and Albert Deguire, manager, all

gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, vestimentaires, de toilette et de parfumerie, d'ameublements, de librairie, quincaillerie, bijouterie, sous le nom de "Spécialités Royal Specialties Inc.", avec un capital de $39,900 divisé en 399 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compapnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Star Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1951, constituant en corporation: Armand Morissette, marchand, de Villemontel, Mariette Morissette, commis, Charles-Eugène Hudon, commis, et Dame Aline Morissette Hudon, ménagère, épouse séparée de biens de Charles-Eugène Hudon, tous trois d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et matériaux électriques, magnétiques, galvaniques, ferronnerie, articles de sport et meubles, sous le nom de "Star Electric Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Trinity Bay Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1951, constituant en corporation: Sarto Goulet, industriel, Paul-André Gagné, clerc, et Dame Hélène Pedneault-Goulet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Sarto Goulet, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation et le commerce des coquillages pour fins avicoles et tout produit marin, sou le nom de "Trinity Bay Products Limited", avec un capital de $100,000 divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Two Mountains Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1951, constituant en corporation: Charles Forest, entrepreneur, de Ville Mont-Royal, Maurice Riel, avocat, de Laprairie,

of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, clothing, toilet articles, perfumes, furniture, stationery, hardware, jewellery, under the name of "Spécialités Royal Specialties Inc.", with a capital stock of $39,900, divided into 399 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Star Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1951, incorporating: Armand Morissette, merchant, of Villemontel, Mariette Morissette, clerk, Charles-Eugène Hudon, clerk, and Dame Aline Morissette Hudon, housewife separate as to property of Charles-Eugène Hudon, all three of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To manufacture, sell and deal in all kinds of apparatus and materials, whether électrical, magnetic, electro-plated and in ironware, sporting-goods and furniture, under the name of "Star Electric Inc.", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Trinity Bay Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1951, incorporating: Sarto Goulet, industrialist, Paul André Gagné, clerk, and Dame Hélène Pednault-Goulet, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Sarto Goulet, all of the city and Judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in and with shells, for avicultural purposes and, in any other marine product, under the name of "Trinity Bay Products Limited", with a capital stock of $100,000 divided into shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Two Mountains Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of December, 1951, incorporating: Charles Forest, contractor of the Town of Mount Royal, Maurice Riel, advocate, of Laprairie, and Roland A. Diamond

et Roland A. Diamond, notaire, de la cité de Montréal tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

De faire la vente de machinerie, équipement, quincaillerie et de ferblanterie, sous le nom de "Two Mountains Equipment Co. Ltd.", avec un capital de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998-o L. DÉSILETS.

United Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six décembre 1951, constituant en corporation: Malcolm Stuart, agent d'assurances, Jean Mcfarlane, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal et Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme courtiers d'assurances et agir comme agents d'assurances, sous le nom de "United Agency Inc.".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 950 actions privilégiées de $100 chacune; et le montant avec lequel la compapnie commencera ses opérations sera de $14,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

Westwood Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze décembre 1951, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, avocats et Robert John Forster, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'immeubles, de développement et d'assurances, sous le nom de "Westwood Realties Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 363 Boulevard Décarie, Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

---

notary, of the City of Montreal, all of the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To sell machinery, equipment, hardware and tin-ware, under the name of "Two Mountains Equipment Co. Ltd"., with a capital stock of $100,000 divided into 500 common shares of $100 each and in 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

United Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of December, 1951, incorporating: Malcolm Stuart, insurance agent, Jean Mcfarlane, secretary, both of the City of Montreal, and Benjamin Robinson, advocate and king's Counsel, of the City of Westmount, all in the judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, under the name of "United Agency Inc.".

The capital stock of the company is divided into 1000 common shares having no nominal or par value, and into 950 preferred shares of $100. each; and the amount with which the company will commence its operations will be $14,500.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Westwood Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of December, 1951, incorporating: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, advocates, and Robert John Forster, accountant, all of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate, development and insurance business, under the name of "Westwood Realties Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 500 common shares of $10. each, and 35,000 preferred shares of the par value of $1. each.

The head office of the Company will be at 363 Decarie Boulevard, Town of St. Laurent, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Cadillac Restaurant Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 10 décembre 1951, à la compagnie "Cadillac Restaurant Limited", ratifiant son règlement No 21, augmentant son capital-actions de $15,000 à $115,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune. comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Canadian Corporations, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 décembre 1951, à la compagnie "Canadien Corporations, Limited", ratifiant son règlement spécial "C", augmentant son capital autorisé par la création de 4,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux droits et restrictions énoncés dans le règlement et déclarant que le montant du capital avec lequel la compagnie exercera dorénavant son commerce ne sera pas moins que $24,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Chibougamau Explorers Ltd. (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 19 décembre 1951, à la compagnie "Chibougamau Explorers Ltd." (Libre de responsabilité personnelle—, ratifiant: 1° son règlement soixante et un, augmentant son capital de $3,000,000 à $4,000,000 par la création de 1,000,000 d'actions ordinaires additionnelles de $1 chacune; 2° son règlement soixante-deux, augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à sept.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Citadel Brick Ltd. Brique Citadelle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18 décembre 1951, à la compagnie "Citadel Brick Ltd. — Brique Citadelle Ltée", ratifiant son règlement "C" 1°) subdivisant et convertissant les 14,000 actions

Supplementary Letters Patent

Cadillac Restaurant Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Cadillac Restaurant Limited", ratifying its By-Law No. 21 increasing its capital stock from $15,000 to $115,000, by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Canadian Corporations, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Canadian Corporations, Limited", ratifying its Special By-Law "C" increasing its authorized capital stock by the creation of 4,000 preferred shares of $10 each, subject to the rights and restrictions set forth in the by-law, and declaring that the amount of capital with which the company shall henceforth carry on business shall be not less than $24,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Chibougamau Explorers Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the latter Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Chibougamau Explorers Ltd." (No Personal Liability), ratifying: 1° its By-Law Sixty-One increasing its capital stock from $3,000,000 to $4,000,000, by the creation of 1,000,000 additional common shares of $1 each; 2. By-Law Sixty-Two increasing the number of directors of the company from five to seven.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Citadel Brick Ltd. Brique Citadelle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighteenth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, to the company "Citadel Brick Ltd. — Brique Citadelle Ltée", ratifying its By-law "C" 1.) subdividing and converting the 14,000 common shares without

ordinaires sans valeur au pair composant son capital-actions autorisé en 14,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 196,000 actions privilégiées de $5 chacune; 2°) augmentant tel capital-actions autorisé par la création de 60,000 actions privilégiées additionnelles de $5 chacune; 3°) énumérant les droits, restrictions et privilèges attachés aux actions privilégiées et fixant à $198,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 18 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

par value and into 196,000 preferred shares of $5 each; 2.) increasing said authorized capital stock by the creation of 60,000 additional preferred shares of $5 each; 3.) enumerating the rights, restrictions and privileges attaching to the preferred shares and fixing at $198,000 the amount with which the company will continue its future operations.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

City Sponging Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 10 décembre 1951, à la compagnie "City Sponging Incorporated", ratifiant son règlement N° 23: 1°) diminuant son capital-actions de $20,000 à $5,000 par l'annulation de 150 actions ordinaires de $100 chacune 2°) augmentant ledit capital de $5,000 à $60,000 par la création de 150 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés au règlement susdit.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

City Sponging Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "City Sponging Incorporated", ratifying its By-Law No. 23 1.) reducing its capital stock from $20,000 to $5,000, by the cancellation of 150 common shares of $100 each; 2.) increasing said capital stock from $5,000 to $60,000, by the creation of 150 additional, common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General the 10th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Club Lac Bouchette de Roberval, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 décembre 1951, à la compagnie "Club du Lac Bouchette Club, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes du 5 juillet 1950, changeant son nom en celui de "Club Lac Bouchette de Roberval, Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 15 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Club Lac Bouchette de Roberval, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Club du Lac Bouchette Club, Inc.", incorporated by letters patent bearing date July fifth, 1950, changing its name to that of "Club Lac Bouchette de Roberval, Inc."

Dated the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Georges Painchaud Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 décembre 1951, à la compagnie "Georges Painchaud Limitée", ratifiant son règlement numéro 13-a: 1° modifiant les dispositions des lettres patentes concernant les actions privilégiées en changeant les droits et restrictions attachés à telles actions privilégiées; 2° portant le capital-actions de la compagnie de $49,000 à $130,000 par la création de 8,100 actions privilégiées additionnelles de $100 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Georges Painchaud Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Georges Painchaud Limitée", ratifying its By-law No. 13-a: 1. modifying the provisions of the letters patent concerning the preferred shares by changing the rights and restrictions attaching to such preferred shares; 2. increasing the capital stock of the company from $49,000 to $130,000 by the creation of 8,100 additional preferred shares of $100 each, subject to the rights and restrictions set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1951:

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Henderson, Barwick Co., Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, R.S.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 décembre 1951, à la compagnie "Henderson, Barwick Co., Limited", ratifiant son règlement "M" augmentant son capital de $99,000 à $799,000 par la création de 700,000 actions privilégiées deuxième catégorie de $1 chacune, sujettes aux droits et restrictions énoncés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Henderson, Barwick Co., Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Henderson, Barwick Co., Limited", ratifying its By-Law "M" increasing its capital stock from $99,000 to $799,000, by the creation of 700,000 second preferred shares of $1 each, subject to the rights and restrictions set forth in sush by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Independant Refrigeration Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 décembre 1951, à la compagnie "Indépendant Electrical Refrigeration Service Limited", constituée en corporation par lettres patentes du 23 novembre 1932, changeant son nom en celui de "Independant Refrigeration Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 20 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Independant Refrigeration Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Independant Electrical Refrigeration Service Limited", incorporated by letters patent dated the 23rd of November, 1932, changing its name to that of "Independant Refrigeration Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

John Millen Quebec Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 décembre 1951, à la compagnie "John Millen Quebec Limitée", ratifiant son règlement spécial "D" portant de 4,000 à 8,000 les actions ordinaires sans valeur au pair de ladite compagnie et fixant à la somme de $40,000 le montant avec lequel celle-ci continuera ses opérations à l'avenir.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

John Millen Quebec Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twentieth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "John Millen Quebec Limitée", ratifying its special by-law "D" increasing from 4,000 to 8,000 the common shares of no par value of the said company and fixing to the sum of $40,000 the amount with which the said company shall continue its operations in future.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

La Cie Gagnon, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 décembre 1951, à "La Cie Gagnon, Limitée", ratifiant un règlement augmentant son capital-actions autorisé de $49,000 à $149,000, par la création de 10,000 actions privilégiées de $10 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

La Cie Gagnon, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the sixth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the "La Cie Gagnon, Limitée", ratifying a By-law increasing its authorised capital stock from $49,000 to $149,000, by the creation of 10,000 preferred shares of $10 each, comprising the rights, restrictions and privileges as set forth in the said By-law.

Dated at the office of the Deputy Attorney General, December 6, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Lebœuf & Grenier, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7 décembre 1951, à la compagnie "Lebœuf & Grenier, Limitée", ratifiant son règlement numéro 4 augmentant son capital autorisé de $46,100 à $246,100, par la création de 200,000 actions privilégiées (2e catégorie) d'une valeur au pair de $1 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 7 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998-o L. DÉSILETS.

Lebœuf & Grenier, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplemantary letters patent, bearing date the seventh day of December 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Lebœuf & Grenier, Limitée", ratifying its By-law number 4, increasing its authorized capital from $46,100 to $246,100, by the creation of 200,000 preferred shares (class 2) of a par value of $1 each, comprising the rights, restrictions and privileges as set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Deputy Attorney General, December 7th, 1951.

L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

Leduc Electrical Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 13 décembre 1951, à la compagnie "Leduc Electrical Limited", ratifiant son règlement No XIX, augmentant son capital-actions de $20,000 à $70,000 par la création de 50,000 actions privilégiées de $1 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS,

Leduc Electrical Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Leduc Electrical Limited", ratifying its By-Law No. XIX increasing its capital stock from $20,000 to $70,000, by the creation of 50,000 preferred shares of $1 each, subject to the rights and restrictions mentioned in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 13th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Maçonnerie du Saint-Laurent Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 décembre 1951, à la compagnie "Jules Taillon Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 décembre 1949, ratifiant: 1° son règlement numéro 7 changeant son nom en celui de "Maçonnerie du St-Laurent Ltée"; 2° son règlement numéro 8 créant et émettant 200 actions communes de $100 chacune de son capital autorisé sous forme de 200 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998-o L. DÉSILETS,

Maçonnerie du Saint-Laurent Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Jules Taillon Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 30th day of December, 1949, ratifying: 1. its By-law No. 7 changing its name into that of "Maçonnerie du St-Laurent Ltée"; 2. its By-law No. 8 creating and issuing 200 common shares of $100 each of its authorized capital as 200 preferred shares of $100 each,subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

Modern Appliances Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 13 décembre 1951, à la compagnie "The Modern Household Appliances Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juin 1933 et par lettres patentes supplémentaires en date du 17 février 1941, ratifiant 1° son règlement N° 12, changeant son nom en celui de "Modern Appliances Limited"; 2° son règlement N° 13, augmentant son capital-actions de $20,000 à $195,000, par la création de 175,000 actions privilégiées, catégorie A, d'une valeur au pair de $1 chacune, sujettes aux dits droits et restrictions tels que mentionnés au susdit règlement.

Modern Appliances Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Modern Household Appliances Limited", incorporated by letters patent dated June 10, 1933 and supplementary letters patent dated February 17, 1941, ratifying: 1. its By-law No. 12 changing its name to that of "Modern Appliances Limited"; 2. By-Law No. 13 increasing its capital stock from $20,000 to $195,000, by the creation of $175,000 preferred shares, Class A, of a par value of $1 each, subject to such rights and restrictions as mentioned in the aforesaid by-law.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Nu-Way Food Products Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 5 décembre 1951, à la compagnie "Nu-Way Food Products Incorporated", ratifiant son règlement N° A, augmentant son capital de $40,000 à $140,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Peter Pan Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 13 décembre 1951, à la compapnie "Peter Pan Dress Inc.", ratifiant son règlement N° 31, augmentant son capital autorisé de $49,000 à $129,000 par la création de 4,000 actions privilégiées de $20 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Pharmacies Modernes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la premirèe partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 décembre 1951, à la compagnie "Pharmacies Modernes Inc.", ratifiant son règlement numéro 14-*a* augmentant son capital-actions de $168,000. à $300,000 par la création de 5,280 actions ordinaires additionnelles de $25 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 -o L. DÉSILETS.

Ross-Smith Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 11 décembre 1951, à la compagnie "Ross-Smith Company Limited", ratifiant son règlement No 23, augmentant son capital-actions de $20,000 à $220,000 par la création de 20,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General the 13th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Nu-Way Food Products Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the, Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Nu-Way Food Products Incorporated", ratifying its By-law No. A, increasing its capital stock from $40,000 to $140,000 by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each subject to the rights and restrictions mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 5th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Peter Pan Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent , bearing date the 13th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Peter Pan Dress Inc.", ratifying its By-law No. 31 increasing its authorized capital stock from $49,000 to $129,000 by the creation of 4,000 preferred shares of $20 each, comprising the rights, restrictions and privileges mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 13th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Pharmacies Modernes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Pharmacies Modernes Inc.", ratifying its By-law number 14-*a*, increasing its capital stock from $168,000 to $300,000 by the creation of 5,280 additional shares of $25 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney-General.

Ross-Smith Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Ross-Smith Company Limited", ratifiying its By-Law No. 23 increasing its capital stock from $20,000 to $220,000, by the creation of 20,000 preferred shares of $10 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 11th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Rudolf Van Der Walde (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 décembre 1951, à la compagnie "Rudolf Van Der Walde (Canada) Limited", ratifiant son règlement N° 11:a)réduisant son capital autorisé de $100,000 à $20,000 par l'annulation de 800 actions privilégiées de $100 chacune formant partie dudit capital autorisé; *b*) augmentant ledit capital autorisé de $20,000 à $500,000, par la création de 4800 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

Rudolf Van Der Walde (Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Rudolf Van Der Walde (Canada) Limited", ratifying its By-law No. 11: *a*) decreasing its authorized capital from $100,000 to $20,000, by the cancellation of 800 preferred shares of $100 each forming part of the said authorized capital; *b*) increasing such authorized capital from $20,000 to $500,000, by the creation of 4800 preferred shares of $100 each, comprising the rights, restrictions and privileges mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 12th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Ruwaca Pulp & Paper Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 21 décembre 1951 à la compagnie "Ruwaca Pulp & Paper Limited", ratifiant son règlement No "A", augmentant son capital autorisé de $20,000 à $200,000 par la création de 1,800 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

Ruwaca Pulp & Paper Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Ruwaca Pulp & Paper Limited", ratifying its By-Law No. "A" increasing its authorized capital from $20,000 to $200,000, by the creation of 1,800 preferred shares of $100 each, comprising the rigths, restrictions and privileges set forth in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31988-o Deputy Attorney General.

Service Ouellet Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 décembre 1951, à la compagnie "Ouellet Automobiles Inc.", constituée en corporation par lettres patentes du 26 mai 1948, et par lettres patentes supplémentaires du 28 avril 1951, changeant son nom en celui de "Service Ouellet Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le 17 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998-o L. DÉSILETS.

Service Ouellet Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of December 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Ouellet Automobiles Inc." incorporated by letters patent dated May 26th, 1948, and by supplementary letters patent dated April 28th 1951, changing its name to that of "Service Ouellet Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

Silbro Textile Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 10 décembre 1951, changeant le nom de "Silbro's Limited", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 juin 1942, en celui de "Silbro Textile Co. Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 10 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

Silbro Textile Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of "Silbro's Limited", a company incorporated by letters patent dated June 27, 1942, to that of "Silbro Textile Co. Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 10th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

Silbro Textile Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 13 décembre 1951, à la compagnie "Silbro Textile Co. Limited", ratifiant son règlement N° 51 augmentant son capital de $20,000 à $120,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Silbro Textile Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Silbro Textile Co. Limited", ratifying its By-law N°. 51 increasing its capital stock from $20,000 to $120,000 by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 13th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

Spino Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 décembre 1951, à la compagnie "Spino Construction Limited", ratifiant son règlement numéro A-2 portant son capital-actions de $100,000 à $300,000, par la création de 15,000 actions ordinaires additionnelles de $10 chacune et de 500 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998-o L. DÉSILETS.

Spino Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twelfth day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Spino Construction Limited" ratifying its By-law number A-2 increasing its capital stock from $100,000 to $300,000, by the creation of 15,000 additional common shares of $10 each,and 500 preferred shares of $100 each, subject to the rights and restrictions set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998 Deputy Attorney General.

Sutherland Construction Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 décembre 1951, à la compagnie "Sutherland Construction Company" ratifiant son règlement "D", augmentant son capital par la création de 500 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ce règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

Sutherland Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Sutherland Construction Company", ratifying its By-Law "D" increasing its capital stock by the creation of 500 preferred shares of $100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 20th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

The Mackay Realty Incorp'd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 décembre 1951, à la compagnie "The Mackay Realty Incorp'd", ratifiant son règlement N° 27; *a*) diminuant son capital-actions de $99,000 à $30,000 par l'annulation de 690 actions ordinaires de $100 chacune; *b*) augmentant ce capital-actions de $30,000 à $99,000 par la création de 190 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31998 L. DÉSILETS.

The Mackay Realty Incorp'd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "The Mackay Realty Incorp'd", ratifying its By-law No. 27: *a*) reducing its capital stock from $99,000 to $30,000, by the cancellation of 690 common shares of $100 each: *b*) increasing such capital stock from $30,000 to $99,000, by the craetion of 190 additional common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,

31998-o Deputy Attorney General.

The Morris Finance & Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des comapgnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformeant à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 décembre 1951 1951 à la compagnie "The Morris Finance & Mortgage Corporation", ratifiant son règlement numéro quatre (4), modifiant certaines dispositions des lettres patentes supplémentaires concernant les actions privilégiées de cette compagnie

Daté du bureau du Procureur général, le 15 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

The Morris Finance & Mortgage Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "The Morris Finance & Mortgage Corporation", ratifying its By-Law Number Four(4) modifying certain provision of the supplementary letters patent relating to the preference shares of this company.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of December, 1951.

L. DÉSILETS,
31998-o Deputy Attorney General.

W. J. Keating & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q.1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 décembre 1951, à la compagnie "W. J. Keating & Sons Ltd.", ratifiant 1°) son règlement N° 27, étendant ses pouvoirs 2°) son règlement N° 28, augmentant le capital autorisé de la compagnie de $20,000 à $150,000 par la création de 1300 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions énoncés audit réglement.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 décembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31998 L. DÉSILETS.

W. J. Keating & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "W. J. Keating & Sons Ltd.", ratifying: 1.) its By-Law No. 27 extending its powers; 2.) its By-Law No. 28 increasing the authorized capital of the company from $20,000 to $150,000, by the creation of 1300 preferred shares of $100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of December,

L. DÉSILETS.
31998-o Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Beauce, dans la Cour Supérieure, N° 22,080. Dame Marie-Anne Giguère, épouse commune en biens de Euclide Roy, camionneur de St-Joseph, Cité de Beauce, dûment autorisée aux fins des présentes, demsnderesse, vs Ledit Euclide Roy, camionneur de St-Joseph Comté de Beauce, défendeur.

La demanderesse a institué une action en séparation de biens en cette cause le 21 janvier 1952. .

St-Joseph de Beauce, ce 25 janvier 1952.

Les Procureurs de la demanderesse,
32007-o DROUIN, DROUIN & LEBEL.

Actions for separation as to property

Canada Province of Quebec, District of Beauce, in the Superior Court, No. 22,080. Dame Marie-Anne Giguère, wife common as to property of Euclide Roy, trucker of St. Joseph de Beauce, duly authorized to institute proceedings, plaintiff, vs Euclide Roy, trucker of St. Joseph de Beauce, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on January 21st, 1952.

St. Joseph de Beauce, January 25th 1952.

DROUIN, DROUIN & LEBEL,
32007-o Attorneys for the plaintiff.

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 311170. Dame Anita Turgel, épouse commune en biens de Moses David Selbst, résidante et domiciliée en les cité et district de Montréal, demanderesse, vs Moses David Selbst, marchand, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 31e jour de janvier 1952.

Montreal, 31 janvier 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
32025 LAWRENCE MARKS.

ACTION FOR SEPARATION AS TO TPOPERTY

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 311170. Dame Anita Turgel, wife common as to property of Moses David Selbst, residing and domiciled in the City and District of Montreal, plaintiff, vs Moses David Selbst, merchant, of the city and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 31st, day of January, 1952.

Montreal, January 31, 1952.

LAWRENCE MARKS,
32025-o Attorney for the plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieur, N° 21299. Dame Marie Louise Pauline Proulx, épouse de Henri Lefebvre, entrepreneur domicilié à Ste-Thérèse, comté de Terrebonne, district de Terrebonne, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Saint-Jérôme, ce 31 janvier 1952.

Les Procureurs de la demanderesse,

32009-o Signé: de MARTIGNY & MARCHESSAULT

AVIS

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. Dame Mary (nommée Masha) Musicant, épouse commune en biens de Louis Ginsberg, boucher, de la cité de Montréal, demanderesse, vs Louis Gingberg, boucher, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens sera intentée dans cette cause après les délais légaux.

Montréal, 2 février 1952.

Le Procureur de la demanderesse,

32024 LOUIS DINER, C.R.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, N° 64-474. Dame Janet MacDonald Balsellie, demanderesse; vs Bernard Lahaise, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Québec, ce 7 février 1952.

Le Procureur de la demanderesse,

32041-o YVON CHAMBERLAND.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Superiror Court, No. 21299. Dame Marie Louise Pauline Proulx, wife of Henri Lefebvre, contractor, domiciled at Ste-Thérèse, county of Terrebonne, district of Terrebonne, has entered an action against her husband for separation as to property.

Saint-Jérôme, January 31, 1952.

(Signed) de MARTIGNY & MARCHESSAULT,

32009 Attorneys for the plaintiff.

NOTICE

Province of Quebec District of Montreal, Superior Court. Dame Mary (Called Masha) Musicant, wife common as to property of Louis Ginsberg, butcher of the City of Montreal, plaintiff vs Louis Ginsberg, butcher, of the same place, defendant.

An action in separation as to property will be instituted in this case after legal delays.

Montreal, February 2nd, 1952.

LOUIS DINER, K.C.,

32024-o Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec Superior Court, No. 64-474. Janet MacDonald Balsellie, plaintiff; vs Bernard Lahaise, defendant,

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Quebec, February 7th, 1952.

YVON CHAMBERLAND,

32041-o Attorney for Plaintiff.

Avis divers

J. B. DESCHAMPS, INCORPORÉE

Règlement No 22

Augmentant le nombre des directeurs de trois à cinq

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq directeurs dont trois formeront quorum."

Beauport, le 21 janvier 1952

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,

32003-o LOUIS DESCHAMPS,

J. B. HARPER (Limitée)
J. B. HARPER (Limited)

Règlement numéro 6-A

(Amendement au règlement numéro 6)

Qu'il soit décrété comme règlement numéro 6-A de la compagnie "J.-B. Harper (Limitée) — J.-B. Harper (Limited)", comme suit:

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par la présente augmenté de trois (3) à sept (7), et que le quorum aux assemblées des directeurs soit d'au moins quatre (4), conformément à l'article 84 de la Loi des Compagnies de Québec."

Le Président,
ALBERT ROY.
Le Secrétaire,

32004 DONAT VIEN.

Miscellaneous Notices

J. B. DESCHAMPS, INCORPORÉE

By-law No. 22

Increasing the number of directors from three to five

"The affairs of the company will be managed by a board of directors composed of five members, three of whom will form a quorum."

Beauport, January 21, 1952.

Certified true copy

LOUIS DESCHAMPS,

32003 Secretary.

J. B. HARPER (Limitée)
J. B. HARPER (Limited)

By-law Number 6-A

(Amending By-law Number 6)

Be it enacted as By-law Number 6-A of the company "J.-B. Harper (Limitée) — J. B. Harper (Limited) as follows:

"That the number of the directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to seven (7), and that the quorum at the directors' meetings be at least four (4), in conformity with section 84 of the Quebec Companies Act."

ALBERT ROY,
President.
DONAT VIEN,

32004 Secretary,

THE MEGANTIC PEOPLE'S TELEPHONE COMPANY

Sommaire des règlements spéciaux

Les règlements spéciaux passés par les administrateurs de "The Megantic People's Telephone Company", pourvoie à la distribution des biens de la Compagnie au *pro rata* entre ses actionnaires et, après telle distribution, à la dissolution de la Compagnie et à l'abandon de sa charte.

Vraie copie certifiée le 30ième jour de janvier 1952.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
32005-o A. J. SMYTH.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Club Automobile St-Pierre & Ste-Anne", en date du 20 novembre 1951, dont le siège social est situé à Saint-Grorges, comté de Beauce, et que, ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétariat de la Province, le 31 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32010-o JEAN BRUCHÉSI,

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Employés de Sorel Clothing et Master Craft Uniform Co. Ltd", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 31 janvier 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sorel, comté de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32011-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 22 janvier 1952, les trois amendements apportés aux règlements de "La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal", tels qu'adoptés à l'assemblée annuelle tenue les 7 et 17 mai 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 23 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32012-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 4 février 1942, les règlements comprenant les articles 1 à 47 inclusivement de "Le Centre Médico-Social pour Enfants Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée général spéciale tenue le 14 janvier 1952, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4 février 1952.

Le Sous-secrétaire de la province,
32023-o JEAN BRUCHÉSI.

THE MEGANTIC PEOPLE'S TELEPHONE COMPANY

Summary of Special By-laws

Special by-law enacted by the Directors of "The Megantic People's Telephone Company", provided for the distribution of all assets of this Company *pro rata* amongst its shareholders and, upon such distribution being made, for the dissolution of the Company and the surrender of its charter.

A certified true summary, this 30th day of January, 1952.

(Seal) A. J. SMYTH.
32005-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the decleration of foundation of the cooperative syndicate "Club Automobile St-Pierre & Ste-Anne", under the 20th day of November, 1951 whereof the head office is at Saint-Georges, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32010 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicate's Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Sorel Clothing et Master Craft Uniform Co. Ltd", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on January 31, 1952.

The principal place of business of the said professional syncicate is at Sorel, county of Richelieu.

JEAN BRUCHÉSI,
32011 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the three amendments made to the By-laws of "La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal", as adopted at the annual meeting held on the 7th and 17th of May, 1951 were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on January 22nd, 1952, pursuant to the provision of section 225a of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32012 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws comprising articles 1 to 47 inclusively of "Le Centre Medico-Social pour Enfants Inc.", as adopted as the special general meeting held on January 14, 1952, was approuved by the Honourable the Provincial Secretary on February 4, 1952, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of February, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32023 Under Secretary of the Province.

COMPAGNIE VANIER LIMITÉE

Règlement N° 28

Soit un règlement concernant la distribution des biens de "Compagnie Vanier Limitée"

1° Considérant que "Compagnie Vanier Limitée" a cessé de faire affaires, excepté pour les fins de liquider ses affaires;

2° Considérant que "Compagnie Vanier Limitée" n'a aucune dette ni aucune obligation qui ne sont pas complètement protégées.

Qu'il soit statué comme le règlement de "Compagnie Vanier Limitée" portant le N° 28:

1° Que "Compagnie Vanier Limitée" est autorisée à disposer de ses biens, de distribuer tout son actif au "pro rata" parmi ses actionnaires et subséquemment, de procéder à la dissolution de "Compagnie Vanier Limitée", en suivant les formalités de l'abandon de la charte requises sous la Section 26 de la Loi des Compagnies de la Province de Québec.

2° Que les directeurs et officiers sont autorisés et requis de signer tous actes et documents et de faire et exécuter toutes choses nécessaires ou désirables pour le plein accomplissement des prémisses. Unanimement adopté.

Statué ce 1er février, 1952.

La Présidente.
(Signé) MARIE EVA TRUDEAU.
Le Secrétaire
(Signé) G. BRAULT.

Je, soussigné, Georges Brault, secrétaire, déclare que les présentes sont une vraie copie de l'original.

Montréal, 1er février, 1952.

(Sceau) Le Secrétaire,
32015-o G. BRAULT.

COMPAGNIE VANIER LIMITÉE

By-law No. 28

Being a By-Law for distributing the assets of "Compagnie Vanier Limitée".

1st. Considering that "Compagnie Vanier Limitée", has ceased to carry on business except for the purposes of winding-up its affairs;

2nd. Considering that "Compagnie Vanier Limitée", has no debts or obligations that have not been fully protected.

That it be enacted as a By-Law of "Compagnie Vanier Limitée", bearing N° 28:

1st. That "Compagnie Vanier Limitée" is authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently, to proceed to the dissolution of "Compagnie Vanier Limitée" in following the formalities required by way of surrender of the Charter under Section 26 of Quebec Companies Act.

2nd. That the Directors and Officiers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing. Unanimously adopted.

Enacted this 1st February, 1952.

(Signed) MARIE EVA TRUDEAU,
President.
(Signed) G. BRAULT,
Secretary.

I, the undersigned, Georges Brault, Secretary, declare the above to be a true copy of the original.

Montreal, February 1st, 1952.

(Seal) G. BRAULT,
32015-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Sault-au-Mouton", en date du 8 avril 1951, dont le siège social est situé à Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 2 février 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32016-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the decleration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Sault-au-Mouton", under date the 8th day of April, 1951, whereof the head office is at Sault-au-Mouton, county of Saguenay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32016 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 21 janvier 1952, le changement de nom du "Centre des Industriels Chrétiens", dont le siège social est situé en la ville de Québec, district judiciaire de Québec, en celui de "Centre des Patrons Chrétiens", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 22 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la province,
32022-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates. Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, as of the 21st of January, 1952, the change of name of the "Centre des Industriels Chrétiens", whereof the principal place of business is in the City of Quebec, judicial district of Quebec, into that of "Centre des Patrons Chrétiens", and such, pursuant to the provisions of section 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q., 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32022 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Gaspé Aréna Coopérative — La Coopérative de l'Aréna de Gaspé", en date du 28 décembre 1951, dont le siège social est situé à Gaspé, comté de Gaspé-Sud, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32026-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Gaspé Aréna Coopérative — "La Coopérative de L'Aréna de Gaspé". under date the twenty-eight day of December, 1951, whereof the head office is at Gaspé, county of Gaspé-South, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32026 Under Secretary of the Province.

PERMA-KNIT LIMITED

Un règlement pour decroissance le nombre de directeur de la compagnie ci-dessus de quatre à trois.

Règlements N° 12

"12. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de trois directeurs."

(Sceau) Le Secrétaire,
32033-o J. KASHE.

PERMA-KNIT LIMITED

By-law decreasing the number of Directors of the above company from four to three.

By-law No 12

"12. The affairs of the company shall be managed by a Board of Three Directors."

(Seal) J. KASHE,
32033-o Secretary.

LAURENTIAN INVESTMENT COMPANY

Sommaire des règlements spéciaux

Les règlements spéciaux passés par les administrateurs de "Laurentian Investment Company" pourvoient à la distribution des biens de la Compagnie au pro rata entre ses actionnaires et, après telle distribution, à la dissolution de la Compagnie et à l'abandon de sa charte.

Vraie copie certifiée le sixième jour de février 1952.

Le Secrétaire,
32034-o C. TAYLOR.

LAURENTIAN INVESTMENT COMPANY

Summary of Special By-laws

Special by-laws enacted by the Directors of "Laurentian Investment Company" provide for the distribution of all assets of this Company pro rata amongst its shareholders and, upon such distribution being made, for the dissolution of the Company and the surrender of its charter.

A certified true summary, this sixth day of February, 1952.

C. TAYLOR,
32034-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Services Médicaux et Hospitaliers de Montréal", en date du 30 janvier 1952, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 février 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32037-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Services médicaux et Hospitaliers de Montréal", dated January 30, 1952, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary February 4, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32037 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Services Médicaux et Hospitaliers des Comtés de St-Maurice et de Laviolette", en date du 23 janvier 1952, dont le siège social est situé à Shawinigan-Falls, comté de St-Maurice, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 6 février 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32038-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Services Médicaux et Hospitaliers des comtés de St-Maurice et de Laviolette", dated January 23, 1952, whereof the head office is at Shawinigan-Falls, county of St-Maurice, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 6, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32038 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Les Services Médicaux et Hospitaliers des Trois-Rivières", en date du 22 janvier 1952, dont le siège social est situé aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 4 février 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32039-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Les Services Médicaux et Hospitaliers des Trois-Rivières" dated January 22, 1952, whereof the head office is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 4, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
31039 Under Secretary of the Province.

ATLAS HOIST & BODY INC.

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie "Atlas Hoist & Body Inc." tenue au breau de Mtres Greenblatt & Godinsky, avocats, Montréal, le 23e jour de novembre 1951.

Il a été proposé, secondé et résolu à l'unanimité que le suivant soit adopté comme le règlement N° 24 de la compagnie:

"Règlement N° 24"

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie "Atlas Hoist & Body Inc." ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à six de manière à ce que le bureau de direction soit composé dorénavant de six directeurs.

Le Président,
B. RICHLER.
Le Secrétaire,
32045-o F. RICHLER.

ATLAS HOIST & BODY INC.

Extract of minutes of meeting of the Board of directors of "Atlas Hoist & Body Inc." held at the office of Mtres Greenblatt & Godinsky, advocates, Montreal, on the 23rd day of November, 1951.

It was moved, second and unanimously resolved that the following be adopted as By-law No. 24 of the Company:

"By-Law No. 24"

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Atlas Hoist & Body Inc." as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from five to six so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of six Directors.

B. RICHLER,
President.
F. RICHLER,
32045-o Secretary.

ATLAS PRESS LIMITED

Règlement spécial "H"

Un règlement pour diminuer le nombre des directeurs et amender le règlement II en conséquence.

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, diminué de cinq à trois et le premier paragraphe du règlement II de la compagnie, tel qu'amendé, est, par les présentes, amendé de nouveau en y rayant le mot "cinq" et en y substituant le mot "trois".

Je, le soussigné, secrétaire de la compagnie Atlas Press Limited, certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement spécial "H" de ladite compagnie.

Montréal, P.Q., 5 février 1952.

(Sceau) Le Secrétaire,
32050 GEO. NICOL.

ATLAS PRESS LIMITED

Special By-Law "H"

A By-law to reduce the number of Directors and to amend By-Law II accordingly.

The number of Directors of this Company is hereby reduced from five to three and the first paragraph of By-Law II of the Company, as amended, is hereby further amended by deleting therefrom the word "five" and by substituting therefor the word "three".

I, the undersigned, Secretary of Atlas Press Limited, do hereby certifiy that the foregoing is a true and correct copy of Special By-law "H" of the said Company.

Montreal, P. Q., 5th February, 1952.

(Seal) GEO. NICOL,
32050-o Secretary.

Chartes — Abandon de

CHRISTIE MINING SYNDICATE INC.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Christie Mining Syndicate Inc.", a l'intention de demander au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 6 février 1952.

Le Secrétaire,
32040 JOHN KERVIN.

Charters — Surrender of

CHRISTIE MINING SYNDICATE INC.

Notice is hereby given under the Quebec Companies Act, that "Christie Mining Syndicate Inc.", to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Montreal, February 6th, 1952.

JOHN KERVIN,
32040-o Secretary.

THE MEGANTIC PEOPLE'S TELEPHONE COMPANY

Avis est par les présentes donné que "The Megantic People's Telephone Company", dont le bureau-chef est à Inverness, Province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 30 janvier 1952.

Les Procureurs de
The Megantic People's
Telephone Company,
32006-o MUNNOCH & VENNE.

THE MEGANTIC PEOPLE'S TELEPHONE COMPANY

Notice is hereby given that "The Megantic People's Telephone Company", with head office at Inverness, Province of Quebec, will apply to the Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Montreal, January 30, 1952.

MUNNOCH & VENNE,
Attorneys for
The Megantic People's
32006-o Telephone Company.

AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie U.S.-Canadian & Cuba Co. Ltd. donne, par les pré, sentes, avis public qu'elle demandera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce la permission d'abandonner sa charte et être déclarée dissoute.

Daté à Montréal, ce 22e jour de janvier 1952.

Par ordre du bureau de direction.

Le Procureur de la compagnie,
32017 HAROLD S. FREEMAN.

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Under the provisions of the Quebec Companies Act, U.S., Canadian & Cuba Co. Ltd., hereby gives public notice that it will make application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter and to be declared dissolved.

Dated at Montreal, this 22nd day of January, 1952.

By order of the Board of Directors.

HAROLD S. FREEMAN,
32017-o Attorney for the Company.

SOUTH AMERICAN AGENCIES LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "South American Agencies Limited" a l'intention de demander au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de l'article 29 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté en la cité de Montréal, P. Q. le 31 janvier 1952.

Le Secrétaire,
32021 LAURETTE SANGUINET.

SOUTH AMERICAN AGENCIES LIMITED

Notice is hereby given that South American Agencies Limited intends to make application to The Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter pursuant to the provisions of Section 29 of The Companies Act.

Dated at the City of Montreal, P.Q., this 31st day of January, 1952.

LAURETTE SANGUINET,
32021-o Secretary.

LAURENTIAN INVESTMENT COMPANY

Avis est par les présentes donné que "Laurentian Investment Company", dont le siège social est à Montréal, Province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour demander la permission d'abanconner sa charte.

Montréal, le 6 janvier 1952.

Les Procureurs de
Laurentian Investment Company,
32035-o MUNNOCH & VENNE.

LAURENTIAN INVESTMENT COMPANY

Notice is hereby given that "Laurentian Investment Company", with head office at Montreal, Province of Quebec, will apply to the Attorney General for the Province of Quebec for leave to surrender its Charter.

Montreal, January 6, 1952.

MUNNOCH & VENNE,
Attorneys for
32035-o Laurentian Investment Company.

Compagnies dissoutes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Immeubles Vendôme Limitée — Vendôme Realties Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 novembre 1943.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32018-o L. DÉSILETS.

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Immeubles Vendôme Limitée — Vendôme Realties Limited", incorporated by letters patent dated November 12, 1943.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32018 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 avril 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1952, ladite corporation a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32018-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lanthier & Sons Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 octobre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32018 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la respunsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Leduc & Prieur, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 juin 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 2 février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32018-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donEé qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Teen-O-Miss Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 avril 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32018 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compapnie "Whalen Cartage Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 février 1937.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc.", incorporated by letters patent dated April 20, 1950.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1952, the said corporation has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32018 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lanthier & Sons Limited", incorporated by letters patent dated the 19th day of October, 1948,

Notice is also given that from and after the first day of February, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32018-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941 and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Leduc & Prieur, Limitée", incorporated by letters patent dated the 16th day of June, 1931.

Notice is also hereby given that from and after the 1st day of February, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, February 2, 1952.

L. DÉSILETS,
32018 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Teen-O-Miss Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of April, 1947.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32018-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Whalen Cartage Co.", incorporated by letters patent dated the 18th day of February, 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier février 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 2 février 1952.

L'Assistant-procureur général,
32018 L. DÉSILETS.

Notice is also given that from and after the first day of February, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of February, 1952.

L. DÉSILETS,
32018-o Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipales

ANNEXION À LA CITÉ DE THETFORD-MINES

A qui les présentes peuvent concerner:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil N° 61, du 31 janvier 1952, il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 403 du conseil de la cité de Thetford-Mines, et de décréter que le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de Rivière-Blanche et annexé à la cité de Thetford-Mines.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire situé dans le canton d'Ireland, comprenant en référence au cadastre officiel pour ledit canton, tous les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que tous les chemins, rues, ruelles cours d'eau, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant au point d'intersection de la ligne séparative des cantons d'Ireand et de Thetford avec la ligne sud-est du lot 560; de là, passant par les lignes suivantes en continuité les unes des autres: ladite ligne sud-est du lot 560; la ligne nord-est des lots de subdivisions 560-1, 560-2 et 560-3; la ligne nord-ouest du lot de subdivision 560-3; une ligne droite joignant le coin ouest du lot de subdivision 560-3 au coin nord du lot de subdivision 557-62; la ligne nord-ouest des lots de subdivision 557-62, 557-60, 557-59 et 557-58; la ligne sud-ouest des lots de subdivision 557-58, 557-57 et 557-56; la ligne sud-est des lots de subdivisions 557-53, 557-87 et 557-86; la ligne sud-est du lot 557, la ligne séparative des rangs VIII et IX sur la largeur des lots 557 et 556; la ligne nord-ouest des lots 556 et 561 et enfin la ligne séparative des cantons d'Ireland et de Thetford jusqu'au point de départ.

Québec, le 31 janvier 1952.

Le Ministre des Affaires Municipales,
32019-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

ANNEXATION TO THE CITY OF TETFORD-MINES

To whom it may concern:

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 61 of the 31st of January, 1952, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve By-law No. 403 of the Council of the City of Thetford-Mines, and to enact that the territory mentioned in the said by-law and described below, is detach from the municipality of Rivière-Blanche and annexed to the city of Thetford-Mines.

The said territory being the following;

A territory situate in the Township of Ireland, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, all the lots and their present and future subdivisions, and also all the roads, street, lanes, watercourses or parts of same, enclosed within the following boundaries, to wit: Starting from the point of intersection of the division line of the townships Ireland and Thetford with the southeast line of lot 560; thence passing by the following lines successively: the said southeast line of lot 560; the northeast line of subdivision lots 560-1, 560-2 and 560-3; the northwest line of subdivision lot 560-3; a straight line joining the west corner of subdivision lot 560-3 to the north corner of subdivision lot 557-62; the northwest line of subdivision lots 557-62, 557-60, 557-59 and 557-58; the southest line of subdivision lots 557-58 557-57 and 557-56; the southeast line of subdivision lots 557-53, 557-87 and 557-86; the southeast line of lot 557, the division line of ranges VIII and IX on the width of lots 557 and 556; the northwest line of lots 556 and 561 and finally the division line of the townships Ireland and Thetford up to the starting point.

Quebec, January 31, 1952.

BONA DUSSAULT,
32019 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse St-Didace, comté de Maskinongé, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 4 février 1952.

Le Sous-ministre de L'Agriculture,
32032-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité de la partie ouest du canton Farnham, comté de Missisquoi, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture le

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of St-Didace, county of Maskinongé, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 4, 1952.

R. TRÉPANIER,
32032 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the Municipality of the west part of the township of Farnham, county of Missisquoi, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act R.S-Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares

déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 4 février 1942.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

32032-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité du village d'Asbestos et le cercle agricole de la paroisse St-Praxède de Brompton, tous deux dans le comté de Richmond, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R. Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'Article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 4 février 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

32032-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse Notre-Dame du Sacré-Cœur, le cercle agricole de la mission de St-Isidore du Lac des Aigles, le cercle agricole de la paroisse Ste-Luce de Lessard et le cercle agricole de la paroisse St-Valérien, tous quatre dans le comté de Rimouski, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 4 février 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

32032-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Normandin, le cercle agricole de la paroisse St-Félicien, le cercle agricole de la paroisse de Ste-Hedwidge et le cercle agricole de la paroisse de St-Stanislas, tous quatre dans le comté de Roberval, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 4 février 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

32032-2 R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité St-François-Xavier de Shefford et le cercle agricole de la paroisse de St-Théophile d'Ely, tous deux dans le comté de Shefford, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'Article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 4 février 1952.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,

32032-o R. TRÉPANIER.

it dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

R. TRÉPANIER,

32032 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the village of Asbestos and the Farmers' Club of the Parish of St-Praxède of Brompton, both in the county of Richmond, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 4, 1952.

R. TRÉPANIER,

32032 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Notre-Dame du Sacré-Cœur, the Farmers' Club of the mission of St-Isidore du Lac des Aigles, the Farmers' Club of the parish of Ste-Luce de Lessard and the Farmers' Club of the parish of St-Valérien, all four in the county of Rimouski, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act. (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 4, 1952.

R. TRÉPANIER,

32032 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Normandin, the Farmers' Club of the parish of St-Félicien, the Farmers' Club of the parish of Ste-Hedwidge and the Farmers' Club of the parish of St-Stanislas, all four in the county of Roberval, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 4, 1952.

Ç. TRÉPANIER,

32032 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of St-François-Xavier de Shefford and the Farmers' Club of the parish of St-Théophile d'Ely, both in the county of Shefford, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act, (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 4, 1952.

R. TRÉPANIER,

32032 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 71-52.

Québec, le 29 janvier 1952.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Petite-Rivière, dans le comté de Gaspé-Sud, en celui de Sainte-Thérèse-de-Gaspé, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

32027-6-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No 71-52.

Quebec, January 29, 1952.

Application is made to change the name of the school municipality of Petite-Rivière, in the County of Gaspé-South into that of Sainte-Thérèse-de-Gaspé, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,

32027-6-2 Superintendent of Education.

N° 1319-51.

Québec, le 29 janvier 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Elisabeth, dans le comté de Stanstead, le lot N° 870, soit le lot 13 du rang V (5) du canton de Hatley et de l'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Catherine-de-Hatley, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

32028-6-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1359-51.

Québec, le 5 février 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 31 janvier 1952, de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Romuald, dans le comté de Lévis, en celui de "New Liverpool". Ce dit changement prendra effet huit mois après la publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

32029-o O. J. DESAULNIERS.

N° 471-51.

Québec, le 5 février 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 31 janvier 1952, de former en une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Hauterive", dans le comté de Saguenay, le territoire ci-dessous décrit, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire:

Ce territoire serait borné à l'est par une ligne partant de l'estuaire de la rivière Manicouagan et passant par le centre de la rivière Amédée jusqu'à la route nationale et de là par une ligne passant par le centre de la route nationale, laquelle a une orientation générale nord-sud pour une partie, et ensuite est-ouest pour une autre partie, et se rendant ainsi jusqu'à la limite ouest du bloc "X" et de là par la limite ouest du bloc "X" et la limite est du bloc "6", jusqu'au coin nord-ouest du bloc "K" et de là par une ligne se rendant jusqu'à la limite nord du canton Laflèche, avec orientation nord astronomique;

Ce territoire serait borné au nord par la limite du canton de Laflèche; à l'ouest et au sud par une ligne passant par le centre de la rivière Manicouagan. Ce territoire comprendra aussi le bloc "B" du canton Eudes, les blocs "D" et "M" du canton Manicouagan ainsi que les lots 33-B à 38-B inclusivement du rang VI (6) du même canton.

Cet arrêté ministériel prendra effet 15 jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

32029-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1249-50.

Québec, 5 février 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 31 janvier 1952 de détacher de la municipalité scolaire du village d'Inverness, dans le comté de Mégantic, le lot 457 du cadastre officiel d'Inverness et de l'annexer à la municipalité scolaire d'Inverness, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

32029-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1319-51.

Quebec, January 29, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Elisabeth, in the county of Stanstead, lot No. 870, namely lot 13 of range V (5) of the township of Hatley and to annex it to the school municipality of Sainte-Catherine-de-Hatley, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,

32028-6-2 Superintendent of Education.

No. 1359-51.

Quebec, February 5, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in Council dated January 31, 1952, to change the name of the school municipality of St-Romuald, in the county of Lévis, into that of "New Liverpool". The said change of name to become effective eight days after publication in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,

32029 Superintendent of Education.

No. 471-51.

Quebec, February 5, 1952.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated January 31, 1952 to erect into a separate school municipality, under the name of "Hauterive", in the county of Saguenay, the territory described below, which has not yet been organized as regards schools.

This territory shall be bound on the east by a line starting from the estuary of the Manicouagan River and passing through the center of the Amédée River as far as the national highway and thence, by a line passing through the center of the national highway, the general direction of which is north-south for one part, and then east-west for another part, and thus reaching the western limit of bloc "X" and thence, by the west limit of bloc "X" and the east limit of bloc "6", as far as the north-west corner of bloc "K" and thence by a line which reaches the north limit of the township of Laflèche, with a northern astronomic bearing.

This territory shall be bounded on the north by the limits of the township of Laflèche, toward the west and on the south by a line passing through the center of the Manicouagan River. This territory will also comprise bloc "B" of the township of Eudes, blocs "D" and "M" of the township of Manicouagan, as well as lots 33B to 38B inclusively of range VI (6) of the same township.

The said order in council to become effective 15 days after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,

32029 Superintendent of Education.

No. 1249-50.

Quebec, February 5, 1952.

His Honour, the Lieutenant-Governor, has been pleased, by Order in Council dated January 31, 1952, to detach from the school municipality of the Village of Inverness, in the county of Megantic, lot 457 of the official cadastre for Inverness, in the same county.

The said Order in Council to become effective on the First of July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,

32029 Superintendent of Education.

N° 1146-51.

Québec, le 5 février 1952.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 31 janvier 1952, de détacher de la municipalité scolaire de St-Narcisse-de-Beaurivage, dans le comté de Lotbinière, la partie du lot N° 131 du cadastre officiel de St-Narcisse-de-Beaurivage, appartenant à monsieur J.-Alexandre Goulet et de l'annexer à la municipalité scolaire de St-Bernard, dans le comté de Dorchester.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1952.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
32029-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1146-51.

Quebec, February 5, 1952.

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated January 31, 1952, to detach from the school municipality of St-Narcisse-de-Beaurivage, in the County of Lotbinière, part of lot No. 131 of the official cadastre of St-Narcisse-de-Beaurivage, belonging to Mr. J. Alexandre Goulet and to annex it to the school municipality of St-Bernard, in the county of Dorchester.

The said order in council to become effective on the First July, 1952.

O. J. DESAULNIERS,
32029 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil (maintenant partie de la Ville de Jacques-Cartier) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les 29-309 à 29-1205 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 janvier 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
32030-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du Village de Napierville division d'enregistrement de Napierville.

Avis est par la présente donné que les lots 1, 2, une partie du lot 3 sont annulés et le lot 411 est ajouté, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er février 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
32030-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la Paroisse de Ste-Agathe-des Monts rang, IV, canton de Beresford division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 17-27 (rue), 17-30 et 17-31 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 janvier 1952.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
32030-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil (maintenant partie de la ville de Jacques-Cartier) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par les présente donné que les lots Nos 95-2 à 95-29, 95-31 à 95-56, 95-58 à 93-83, 95-85

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Antoine-de-Longueuil (now part of the town of Jacques Cartier) Registration Divisions of Chambly.

Notice is hereby given that lots 29-309 to 29-1205 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 25th, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32030-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the Village of Napierville Registration division of Napierville.

Notice is hereby given that lots 1, 2, part of lot 3 are cancelled and lot 411 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 1st, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32030-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Ste. Agathe des Monts range IV, Township of Beresford, Registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that part of lots 17-27 (street), 17-30 and 17-31 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 21st, 1952.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BEDARD,
32030-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Antoine-de-Longueuil (now part of the town of Jacques-Cartier) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots Nos. 95-2 to 95-29, 95-31 to 95-56, 95-58 to 95-83, 95-85 to

à 95-112, 95-116 à 95-130, 95-132 à 95-157, 95-159 à 95-184, 95-186 à 95-225, 96-2 à 96-30, 96-32 à 96-92, 96-95 à 96-120, 96-122 à 96 173, 96-176 à 96-201, 96-203 à 96-254, 96-257 à 96-285, 96-287 à 96-345 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 janvier 1952.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
32030-o Sous-Ministre.

95-112, 95-116 to 95-130, 95-132 to 95-157, 95-159 to 95-184, 95-186 to 95-225, 96-2 to 96-30, 96-32 to 96-92, 96-95 to 96-120, 96-122 to 96-173, 96-176 to 96-201, 96-203 to 96-254, 96-257 to 96-285, 96-287 to 96-345 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 21st, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32030-o Deputy-Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil (maintenant partie de la ville de Jacques-Cartier) division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots Nos 29-318-1 à 29-318-5, 29-349-1 à 29-349-5, 29-381-1 à 29-381-5, 29-409-1 à 29-409-5, 29-436-1 à 29-436-5, 29-464-1 à 29-464-5, 29-492-1, 29-492-2, 29-501-1 à 29-501-3, 29-524-1 à 29-524-3, 29-535-1, 29-535-2, 29-552-1 à 29-552-5, 29-581-1 à 29-581-5, 29-615-1 à 29-615-5, 29-643-1 à 29-643-6, 29-673-1 à 29-673-6, 29-700-1 à 29-700-6, 29-734-1 à 29-734-6, 29-764-1 à 29-764-4, 29-792-1 à 29-792-4, 29-822-1 à 29-822-4, 29-848-1 à 29-848-4, 29-882-1 à 29-882-4, 29-1013-1 à 29-1013-3, 29-1033-1 à 29-1033-3, 29-1054-1 à 29-1054-3, 29-1072-1 à 29-1072-3, 29-1092-1 à 29-1092-3, 29-1112-1 à 29-1112-3, 29-1132-1 à 29-1132-3, 29-1152-1 à 29-1152-3, 29-1175-1 à 29-1175-4 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 janvier 1952.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
32030-o Sous-Ministre.

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Antoine de Longueuil (Now part of the town of Jacques-Cartier) registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots Nos 29-318-1 to 29-318-5, 29-349-1 to 29-349-5, 29-381-1 to 29-381-5, 29-409-1 to 29-409-5, 29-436-1 to 29-436-5, 29-464-1 to 29-464-5, 29-492-1, 29-492-2, 29-501-1 to 29-501-3, 29-524-1 to 29-524-3, 29-535-1, 29-535-2, 29-552-1 to 29-552-5, 29-581-1 to 29-581-5, 29-615-1 to 29-615-5, 29-643-1 to 29-643-6, 29-673-1 to 29-673-6, 39-700-1 to 29-700-6, 29-734-1 to 29-734-6, 29-764-1 to 29-764-4, 29-792-1 to 29-792-4, 29-822-1 to 29-822-4, 29-848-1 to 29-848-4, 29-882-1 to 29-882-4, 29-1013-1 to 29-1013-3, 29-1033-1 to 29-1033-3, 29-1054-1 to 29-1054-3, 29-1072-1 to 29-1072-3, 20-1092-1 to 20-1092-3, 29-1112-1 to 29 1112-3, 29-1132-1 to 29-1132-3, 29-1152-1 to 29-1152-3, 29-1175-1 to 29-1175-4 are annuled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 25th, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
32030-o Deputy-Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueuil (Maintenant partie de la cité de Longueuil), Division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par les présentes donné que les lots Nos 69-1 à 69-28, 69-30, 69-32, à 69-66, 69-68 à 69-105, 69-107 à 69-206, 69-211 à 69-237, 69-241, à 69-267, 69-269 à 69-328, 69-330 à 69-359, 69-361 à 69-420, 69-422 à 69-481, 69-483 à 69-512, 69-514 à 69-573, 69-575 à 69-634, 69-636 à 69-665, 69-667 à 69-726, 69-728 à 69-766, 69-768 à 69-775, 69-780 à 69-788, 69-790 à 69-817, 69-819 à 69-858, 69-860 à 69-901, 69-904, 69-912 à 69-928, 69-938 à 69-946, 69-946A, 69-947 à 69-960, 69-966, 69-968 à 69-980, 69-982 à 69-990, 69-997 à 69-1020, 70-1 à 70-13, 70-16 à 70-70, 70-72 à 70-79, 70-81 à 70-139, 70-141 à 70-197, 70-199 à 70-261, 70-263 à 70-322, 70-324 à 70-383, 70-385 à 70-444, 70-446 à 70-505, 70-507 à 70-566, 70-538A à 70-546A, 70-548A à 70-566A, 70-567 à 70-616, 70-614A, 70-615A, 70-619 à 70-656, 70-658 à 70-690 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 janvier 1952.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
32030-o AVILA BEDARD.

NOTICE

Officiel cadastre of the parish of St. Antoine-de-Longueuil (Now Part of the city of Longueil), Registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 69-1 to 69-28, 69-30, 69-32 to 69-66, 69-68 to 69-105, 69-107 to 69-206, 69-211 to 69-237, 69-241 to 69-267, 69-269 to 69-328, 69-330 to 69-359, 69-361 to 69-420, 69-422 to 69-481, 69-483 to 69-512, 69-514 to 69-573, 69-575 to 69-634, 69-636 to 69-665, 69-667 to 69-726, 69-728 to 69-766, 69-768 to 69-775, 69-780 to 69-788, 69-790 to 69-817, 69-819 to 69-858, 69-860 to 69-901, 69-904, 69-912 to 69-928, 69-938 to 69-946, 69-946A, 69-947 to 69-960, 69-966, 69-968 to 69-980, 69-982 to 69-990, 69-997 to 69-1020, 70-1 to 70-13, 70-16 to 70-70, 70-72 to 70-79, 70-81 to 70-139, 70-141 to 70-197, 70-199 to 70-261, 70-263 to 70-322, 70-324 to 70-383, 70-385 to 70-444, 70-446 to 70-505, 70-507 to 70-566, 70-538A to 70-546A, 70-548A to 70-566A, 70-567 to 70-616, 70-614A, 70-615A, 70-619 to 70-656, 70-658 to 70-690 are annuled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 14th, 1952.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BEDARD,
32030-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de-Longueil (Maintenant partie de la ville de Jacques-Cartier), Division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots Nos 123-3 à 123-9, 123-11 à 123-27, 123-29 à 123-45, 123-47 à 123-53, 123-55 à 123-58, 123-63 à à 123-79, 123-84 à 123-97, 123-99 à 123-105, 123-107 à 123-109, 123-111 à 123-127, 123-130 à 123-132, 123-135 à 123-141, 123-143 à 123-162, 123-164 à 123-183, 123-185 à 123-191, 123-193 à 123-199, 123-201 à 123-220, 123-222 à 123-241, 123-243 à 123-249, 123-251 à 123-253, 123-255 à 123-274, 123-277 à 123-279, 123-282 à 123-288, 123-290 à 123-311, 123-313 à 123-334, 123-336 à 123-342, 123-344 à 123-350, 123-352 à 123-373, 123-375 à 123-396, 123-398 à 123-404, 123-406 à 123-408, 123-410, à 123-431, 123-434 à 123-437, 123-441 à 123-447, 123-449 à 123-470, 123-472 à 123-493, 123-495, à 123-501, 123-503 à 123-509, 123-511 à 123-532, 123-534 à 123-555, 123-557 à 123-563, 123-565 à 123-568, 123-570 à 123-591, 123-594 à 123-597, 123-608 à 123-618, 123-620, 123-621, 123-623 à 123-634, 123-638 à 123-641, 123-658, 123-659, 123-661 à 123-663, 123-665 à 123-687, 123-690, 123-693 à 123-699, 123-701 à 123-712, 123-716 à 123-727, 123-731 à 123-740, 123-743, 123-744, 123-747 à 123-750, 123-752 à 123-764, 124-2, 124-4 à 124-9, 124-12 à 124-17, 124-19 à 124-51, 124-53, 125-2 à 125-4, 125-6 à 125-24, 124-27 à 125-29, 124-31 à 125-37, 125-39 à 125-57, 125-59 à 125-77, 125-79 à 125-95, 125-97 à 125-99, 125-101 à 125-107, 125-110 à 125-112, 125-114 à 125-133, 125-136 à 125-138, 125-140 à 125-146, 125-148 à 125-167, 125-169 à 125-188, 125-190 à 125-196, 125-198 à 125-204, 125-206 à 125-225, 125-227 à 125-246, 125-248 à 125-254, 125-257 à 125-259, 125-261 à 125-282, 125-285 à 125-287, 125-289 à 125-295, 125-297 à 125-318, 125-324 à 125-341, 125-343 à 125-349, 125-351 à 125-357, 124-359 à 125-380, 125-382 à 125-403, 125-405 à 125-411, 125-415 à 125-417, 125-419 à 125-440, 125-443 à 125-445, 125-447 à 125-453, 125-455 à 125-476, 125-478 à 125-499, 125-501 à 125-507, 125-509 à 125-515, 125-517 à 125-538, 125-540 à 125-561, 125-563 à 125-569, 125-572 à 125-574, 125-576 à 125-589, 125-591 à 125-601, 125-604, 125-605, 125-608 à 125-614, 125-616 à 125-629, 125-631 à 125-644, 125-646 à 125-658, 125-662, 125-664 à 125-678, 125-680 à 125-682, 125-685 à 125-691, 125-693 à 125-706, 125-708 à 125-721, 125-723 à 125-740, 125-746 à 125-765, 125-767 à 125-770, 125-774, 125-776 à 125-784, 125-786 à 125-791, 125-794 à 125-811, 125-813 à 125-829, 125-833 à 125-849, 125-852 à 125-867, 125-871 à 125-885 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 janvier 1952.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.
32030-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Antoine-de-Longueuil (Now part of the Town of Jacques-Cartier), Registration division to Chambly.

Notice is hereby given that lots Nos 123-3 to 123-9, 123-11 to 123-27, 123-29 to 123-45, 123-47 to 123-53, 123-55 to 123-58, 123-63 to 123-79, 123-84 to 123-97, 123-99 to 123-105, 123-107 to 123-109, 123-111 to 123-127, 123-130 to 123-132 123-135 to 123-141, 123-143 to 123-162, 123-164 to 123-183, 123-185 to 123-191, 123-193 to 123-199 123-201 to 123-220, 123-222 to 123-241, 123-243 to 123-249, 123-251 to 123-253, 123-255 to 123-274 123-277 to 123-279, 123-282 to 123-288, 123-290 to 123-311, 123-313 to 123-334, 123-336 to 123-342, 123-344 to 123-350, 123-352 to 123-373, 123-375 to 123-396, 123-398 to 123-404, 123-406 to 123-408, 123-410 to 123-431, 123-434 to 123-437 123-441 to 123-447, 123-449 to 123-470, 123-472 to 123-493, 123-495 to 123-501, 123-503 to 123-509, 123-511 to 123-532, 123-534 to 123-555 123-557 to 123-563, 123-565 to 123-568, 123-570 to 123-591, 123-594 to 123-597, 123-608 to 123-618, 123-620, 123-621, 123-623 to 123-634, 123-638 to 123-641,123-658, 123-659, 123-661 to 123-663, 123-665 to 123-687, 123-690, 123-693, to 123-699, 123-701 to 123-712, 123-716 to 123-727, 123-731 to 123-740, 123-743, 123-744, 123-747 to 123-750, 123-752 to 123-764, 124-2, 124-4 to 124-9, 124-12 to 124-17, 124-19 to 124-51, 124-53, 125-2 to 125-4, 125-6 to 124-24, 125-27 to 125-29, 125-31 to 125-37, 125-39 to 125-57, 125-59 to 125-77, 125-79 to 125-95, 125-97 to 125-99, 125-101 to 125-107, 125-110 to 125-112, 125-114 to 125-133, 125-136 to 125-138, 125-140 to 125-146 125-148 to 125-167 ,125-169 to 125-188, 125-190 to 125-196, 125-198 to 125-204, 125-206 to 125-225, 125-227 to 125-246, 125-248 to 125-254, 125-257 to 125-259, 125-261 to 125-282, 125-285 to 125-287 125-289 to 125-295, 125-297 to 125-318, 125-324 to 125-341, 125-343 to 125-349, 125-351 to 125-357, 125-359 to 125-380, 125-382 to 125-403, 125-405 to 125-411, 125-415 to 125-417, 125-419 to 125-440 125-443 to 125-445, 125-447 to 125-453, 125-455 to 125-476, 125-478 to 125-499, 125-501 to 125-507, 125-509 to 125-515, 125-517 to 125-538, 125-540 to 125-561, 125-563 to 125-569, 125-572 to 125 574, 125-576 to 125-589, 125-591- to 125-601, 125-604, 125-605, 125-608 to 125-614, 125-616 to 125-629, 125-631 to 125-644, 125-646 to 125-658, 125-662, 125-664, to 125-678, 125-680 to 125-682, 125-685 to 125-691, 125-693 to 125-706, 125-708 to 125-721 125-723 to 125-740, 125-746 to 125-765, 125-767 to 125-770, 125-774, 125-776 to 125-784, 125-786 to 125-791, 125-794 to 125-811, 125-813 to 125-829, 125-833 to 125-849, 125-852 to 125-867, 125-871 to 125-885, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January, the 21st, 1952
Department of Lands and Forests,
Cadastral Service,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.
32030-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amende-

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments),

ments), que le Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 878, du 2 août 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 71 du 31 janvier 1952, section "E", a prélever des cotisations des employers professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, de la façon ci-après décrite:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 3 février 1952 au 3 février 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 878 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 878 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré suivant leur emploi.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 878 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport d'étaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit pésenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, pour la période comprise entre le 3 février 1952 et le 3 février 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE
District de Québec

—

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 3 février 1952 et le 3 février 1953.

the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, formed under decree number 878 of August 2, 1950, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 71, of January 31, 1952, part "E" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, in the following manner:

1. *Levy*

The period of levy extends from February 3, 1952, to February 3, 1953; such levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 878, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 878, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages fixed for employees, according to their occupation.

c) The employees governed by the said decree, number 878, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

Every month, the professional employer shall submit to the Parity Committee, on forms furnished for that purposes by the said Committee, a complete report giving the hours of work and the wages earned by every one of the employees governed by the decree and the sums sent to the Parity Committee.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the levies payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees; all such sums shall be paid with money that is current in the province of Quebec.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allowances due to his employees, the sums owed to the Parity Committee in levies.

The levies shall be paid to the Parity Committee between the 1st and 10th day of each month.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

By the terms of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June, 30 September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, for the period between February 3, 1952, and February 3, 1953.

THE PARITY COMMITTEE OF THE GLASS INDUSTRY
District of Quebec

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 3, 1952, and February 3, 1953.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 600.00
Salariés	600.00
Divers	1.00
	$1,201.00
Déboursés:	
Secrétariat	240.00
Dépenses de bureau	240.00
Inspection	480.00
Jetons de présence	120.00
Loyer	120.00
Divers	1.00
	$1,201.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952. 32031-o

Receipts:	
Levies (½ of 1%):	
Professional employers	$ 600.00
Employees	600.00
Miscellaneous	1.00
	$1,201.00
Disbursements:	
Secretary's office	$ 240.00
Office expenses	240.00
Inspection	480.00
Meeting expenses	120.00
Rent	120.00
Miscellaneous	1.00
	$1,201.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9, 1952. 32031-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie des Gants de travail, établi en exécution du décret numéro 247, du 26 février 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 68 du 31 janvier 1952, section "B" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1952 au 1er janvier 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 247 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 247 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $25.00 par semaine, ou du salaire moyen fixé par le Comité.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 247 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Working Glove Industry, formed under decree No. 247 of February 26, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 68 of January 31, 1952, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from January 1, 1952, to January 1, 1953; such levy is laid as follows;

a) The professional employers governed by the said decree, number 247, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 247, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. $25.00 per week (or of the average wage set by the Committee).

c) The employees governed by the said decree number 247, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee the assessments imposed on the employers by means of a deduction on the latters' wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is

rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner le renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie des Gants de Travail, pour la période comprise entre le 1er janvier 1952 et le 1er janvier 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES GANTS DE TRAVAIL
1231 Demontigny Est, Montréal, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1952 et le 1er janvier 1953.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$2,500.00
Salariés et artisans	2,500.00
	$5,000.00
Déboursés:	
Frais d'administration	650.00
Salaire: Inspecteur	760.00
Frais de déplacements:	
Membres du Comité	200.00
Inspecteur	1,080.00
Loyer bureau	450.00
Frais légaux et professionnels	465.00
Papeterie et impressions	400.00
Poste, téléphone et télégrammes	210.00
Assurance caution	5.00
Jetons de présence	600.00
Bureau des examinateurs	50.00
Souscriptions, abonnements, divers	130.00
	$5,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952. 32031-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1089, du 7 mars 1940, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 68 du 31 janvier 1952, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, cha-

requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the power to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to them to fulfill their obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Working Glove Industry, for the period between January 1, 1952 and January 1, 1953.

THE JOINT COMMITTEE OF THE WORKING GLOVE INDUSTRY
1231 Demontigny East, Montreal, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1952 and January 1, 1953.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$2,500.00
Employees and artisans	2,500.00
	$5,000.00
Disbursements:	
Administration	$ 650.00
Inspector's salary	760.00
Travelling expenses:	
Inspector	1,080.00
Committee members	200.00
Office-rent	450.00
Legal and professional fees	465.00
Stationary and printing	400.00
Postage, telephone, telegrams	210.00
Fidelity bond	5.00
Meeting expenses	600.00
Board of Examiners	50.00
Subscriptions, Miscellaneous	130.00
	$5,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9, 1952. 32031-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, that the Joint Committee of the Men's and Boy's Hat and Cap Industry, formed under decree number 1089, of March 7, 1940, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 68 of January 31, 1952, part "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and

pitre 163, amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1952 au 31 décembre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le dit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail ,le montant perçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que les rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaires de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ledit Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport lorsqu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration dudit rapport.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er janvier 1952 et le 31 décembre 1952.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES CHAPEAUX EN TOILE ET DES CASQUETTES POUR HOMMES, GARCONS ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1952 et le 31 décembre 1952.

Recettes:	
(Cotisation: ½ de 1%)	
Employeurs professionnels	$ 900.00
Salariés	900.00
	$1,800.00
Déboursés:	
Salaire au bureau	$ 312.00

the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from January 1st, 1952 to December 31st, 1952; the said levy is to be exercised as hereinbelow mentioned:

a) The professional employers within the scope of the said decree shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent (½ of 1%) of the fixed salaries and percentage paid to their employees.

b) The employees within the scope of the said decree shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent (½ of 1%) of their fixed salaries.

2. *Mode of Collection*

In order to facilitate the collection of those assessments, the Parity Committee will place at the disposal of the professional employers return forms indicating the hours of work, the amount of money collected during the week, and the sums forwarded to the Parity Committee.

The professional employers are obliged to see that these forms are completed and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employers are obliged to collect at the end of each week from the salaries of their employees the sums to be remitted to the Parity Committee.

The report of the professional employer must be signed before being addressed to the Parity Committee. The said Parity Committee has the right to have said report sworn to each time it judge it necessary.

The report accompanied by the assessments must be addressed to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the said report.

3. *Financial Report*

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an account of the estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of Men's Boy's and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec for the period comprised between January 1st 1952 and December 21st 1952.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S, BOY'S AND CHILDREN'S CLOTH HAT, CAP AND HEADWEAR INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between January 1st, 1952 and December 31st, 1952.

Receipts:	
(Levies ½ of 1%):	
Professional employers	$ 900.00
Employees	900.00
	$1,800.00
Expenses:	
Office Salary	$ 312.00

Dépenses des inspecteurs.....	676.00
Dépenses de l'administrateur.....	420.00
Dépenses de bureau, frais légaux, frais de banque, frais de déplacement.....	392.00
	$1,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 février 1952. 32031

Inspectors' Expenses.....	676.00
Administrator's Expenses.....	420.00
Bank charges, Office, legal and travelling Expenses.....	392.00
	$1,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9, 1952. 32031-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Camionnage de Québec, établi en exécution du décret numéro 1553 du 18 novembre 1948 et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 70 du 31 janvier 1952, section "A" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation d'étend de la date de publication de ladite requête dans la *Gazette officielle de Québec* de Québec au 31 décembre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1553 et ses amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1553 et ses amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour l'employé le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1553 et ses amendements doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et la salarié, sans mise en demeure au préalable.¶

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Comité paritaire du Camionnage de Québec, formed under decree No. 1533 of November 18, 1948, and amendments by Order in Council No 70 of January 31, 1952, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of the said request in the *Quebec Official Gazette* to December, 31, 1952; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1553, as amended, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1553, as amended, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the highest wages established in the decree for employees.

c) The employers governed by the said decree, number 1553, as amended, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given.

The professionel employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, on behalf of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his montly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employees, without notice.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Camionnage de Québec, pour la période comprise enter le 1er janvier 1952 et le 31 décembre 1952.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DE QUÉBEC

Etat des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1952 et le 31 décembre 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,000.00
Artisans	750.00
Salariés	3,000.00
	$6,750.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire-inspecteur	2,080.00
Sténographe	936.00
Loyer du bureau	520.00
Inspecteur	1,500.00
Frais de déplacement	200.00
Papeterie, impression, timbres	200.00
Ameublement et access.	200.00
Vérification des livres	100.00
Assurances	100.00
Jetons de présence	360.00
Frais légaux	230.00
Divers	324.00
	$6,750.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952. 32031-o

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, a five days notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following date: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire du Camionnage de Québec, for the period between January 1st, 1952, and December 31, 1952.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DE QUÉBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1st, 1952, and December 31, 1952.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$3,000.00
Artisans	750.00
Employees	3,000.00
	$6,750.00
Disbursements:	
Salary of the secretary-inspector	2,080.00
Stenographer	936.00
Office rent	520.00
Inspector	1,500.00
Travelling expenses	200.00
Stationery, printing, postage	200.00
Furniture and office equipment	200.00
Audition	100.00
Insurance	100.00
Meeting expenses	360.00
Legal fees	230.00
Miscellaneous	324.00
	$6,750.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9, 1952. 32031-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie des Gants fins, établi en exécution du décret numéro 246, du 26 février 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 68 du 31 janvier 1952, section "A", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1952 au 1er janvier 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 246 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Fine Glove Industrie, formed under decree N° 246 of February 26, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council N° 68 of January 31, 1952, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans, and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from January 1, 1952 to January 1, 1953; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 246, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1%

liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 246 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ du 1% de salaire établi dans le décret pour le compagnun le moins rémunéré, soit $25.00 par semaine, (ou du salaire moyen fixé par le Comité).

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 246 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés, le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie des Gants Fins, pour la période comprise entre le 1er janvier 1952 et le 1er janvier 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES GANTS FINS

—

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1952 et le 1er janvier 1953.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$3,612.50
Salariés et artisans	3,612.50
	$7,225.00
Déboursés:	
Frais d'administration	650.00
Salaire de l'inspecteur	2,600.00
Frais de déplacement:	
Membres du Comité	560.00

b) The artisans governed by the said decree, number 246, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1 of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. $25.00 per week (or of the average wage set by the Committee).

c) The employees governed by the said decree, number 246, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments imposed on his employees by means of a deduction on the latters' wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the power to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to them to fulfill their obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Fire Glove Industry, for the period between January 1, 1952 and January 1, 1953.

THE JOINT COMMITTEE OF THE FINE GLOVE INDUSTRY

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1952, and January 1, 1953.

—

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$3,612.50
Employees and artisans	3,612.50
	$7,225.00
Disbursements:	
Administration	$ 650.00
Inspector's salary	2,600.00
Travelling expenses:	
Committee members	560.00

Dépenses inspections	760.00
Loyer bureau	450.00
Frais légaux et professionnels	465.00
Papeterie et impressions	750.00
Poste, téléphone, télégrammes	210.00
Assurance caution	5.00
Jetons de présence	600.00
Bureau des examinateurs	50.00
Souscriptions, abonnements, divers	125.00
	$7,225.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952. 32031-o

Inspection expenses	760.00
Office rent	450.00
Legal and professional fees	465.00
Stationery and printing	750.00
Postage, telephone, telegrams	210.00
Insurance	5.00
Meeting expenses	600.00
Board of Examinators	50.00
Subscriptions, Miscellaneous	125.00
	$7,225.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9, 1952. 32031-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure établi en exécution du décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 68, du 31 janvier 1952, section "D" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 162 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er février 1952, au 31 août 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Chaussure, assujettis au décret numéro 3003 et amendements, doivent payer au Comité paritaire de ladite industrie, une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paie pour tous les salariés des deux sexes régis par ledit décret, exception faite des contremaître et employés de bureau couverts par les articles 18 et 19 du décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, (exception faite des contremaîtres et employés de bureau couverts par les articles 18 et 19 du décret), sont sujets à une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

c) Tous les artisans des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, sont sujets à une cotisation de 1/3 de 1% de leur salaire. Pour les fins de cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan qui travaille individuellement ou en société est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

2. *Mode de perception*

Le ou avant le quinze (15) de chaque mois, les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire, sur des formules fournies par ledit Comité à cette fin, un rapport mentionnant tous les salaires, gages et autres rémunérations payés pendant le mois précédant à toutes les personnes des deux sexes, à leur emploi, assujettis audit décret. Ce rapport doit être fait sur une formule telle qu'exigée par ledit Comité.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Show Industry, established under decree number 3003, of July 31, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 68 of January 31, 1952, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate thereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 1, 1952, to August 31, 1952; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the shoe industry, governed by decree number 3003 and amendments, shall pay to the Parity Committee of the said industry, a sum equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for all male and female persons subject to the said decree with the exception of foremen and office employees covered by sections 18 and 19 of the decree).

b) All male and female employees of the shoe industry, governed by the decree number 3003, and amendments, (with the exception of foremen and office employees covered by sections 18 and 19 of the decree) shall pay an assessments equivalent to 1/3 of 1% of their wages, earnings or other remuneration.

c) All male and female artisans in the shoe industry, governed by decree number 3003, and amendments, working individually or in partnership are subject to an assessment of 1/3 of 1% of their wages. For the purposes of the levy and of this by-law, the wages of each artisan working individually or in partnership are considered as being fixed to an amount equal to the wages paid to the journeyman employee with the lowest rate of pay.

2. *Mode of collection*

On or before the fifteenth (15) of each month, all professionnal employers shall submit to the Parity Committee (on forms furnished for this purpose by the said committee) a report indicating all wages, earnings and other remunerations paid during the preceding month to all male and female persons, in their employ, governed by the said decree. Such report shall be made on a form as required by the said committee.

Tous les employeurs professionnels, en faisant ce rapport doivent remettre au Comité paritaire le montant de leur cotisation calculé de la manière susdite et la cotisation de leurs salariés perçue de la manière ci-après indiqué.

La cotisation des salariés doit être perçue par les employeurs professionnels à même les salaires que ces derniers sont tenus de payer auxdits salariés et être transmise au Comité paritaire de la manière susdite.

Chaque artisan travaillant individuellement ou en société est sous les mêmes obligations que l'employeur professionnel quant au paiement de sa propre cotisation.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Chaussure pour la période comprise entre le 1er septembre 1951, et le 31 août 1952.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés du 1er septembre 1951 au 31 août 1952.

Recettes:	
Cotisations (1/3 de 1%):	
Employeurs professionnels	$45,000.00
Salariés	45,000.00
	$90,000.00
Déboursés :	
Frais généraux	$ 1,000.00
Frais professionnels et judiciaires	3,000.00
Frais de déplacements des délégués y compris les sous-comités	9,000.00
Impression, papeterie et accessoires de bureau	4,000.00
Frais de déplacement des inspecteurs	8,000.00
Agios, intérêt et échange	200.00
Loyer, éclairage	2,200.00
Taxe d'affaires et d'eau	50.00
Mauvaises créances	100.00
Assurance et frais de cautionnement	500.00
Poste, téléphone et télégraphe	2,000.00
Salaires	41,950.00
Institut de la chaussure, Formation professionnelle, Service de renseignements	15,000.00
Comité de négociations	3,000.00
	$90,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952 32031-o

All professional employers, in making such report, shall remit to the Parity Committee the amount of their assessments calculated as above and the assessments of their employees collected as follows.

The employees' assessments shall be collected by the professional employers from the wages which they pay to the said employees and shall be sent to the Parity Committee as above mentioned.

Every artisan working individually or in partnership is under the same obligations as the professional employer for the payment of his own assessment.

3. *Financial report*

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Shoe Industry, for the period between the 1st day of September 1951, and the 31st day of August 1952.

JOINT COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements from September 1st, 1951 to August 31, 1952.

Receipts:	
Assessments (1/3 of 1%):	
Professional employers	$45,000.00
Employees	45,000.00
	$90,000.00
Disbursements :	
General expenses	$ 1,000.00
Professional and judicial fees	3,000.00
Travelling expenses of delegates, sub-committees included	9,000.00
Stationery, printing and office accessories	4,000.00
Travelling expenses—inspectors	8,000.00
Agios, interest and exchange	200.00
Rent, electricity	2,200.00
Business and water taxes	50.00
Bad credits	100.00
Insurance and security bonds	500.00
Postage, telephone and telegraph	2,000.00
Salaries	41,950.00
Institut de la Chaussure; Occupational training; Information Service	15,000.00
Negociation Committee	3,000.00
	$90,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,

Department of Labour,
Quebec, February 9, 1952. 32031-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Sacoche de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1197 du 25 octobre

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec, formed under decree number 1197 of October 25, 1951, has

1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 71-F du 31 janvier 1952, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette Officielle de Québec* au 1er septembre 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1197 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret, qu'ils soient payés à l'heure à la semaine, à la pièce ou selon tout autre mode permis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 1197 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération, qu'ils soient payés à la pièce, à l'heure, à la semaine ou selon tout autre mode permis par ledit décret.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au bureau du Comité paritaire dont l'adresse est indiquée sur la formule à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration du mois précédent pour lequel il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1952.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Sacoche de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er janvier 1952 et le 1er septembre 1952.

been authorized by a by-law approved by Order in Council number 71-F of January 31, 1952, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the mode and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to September 1, 1952; it shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1197, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree, whether paid on an hourly, weekly, piece-work or other basis permitted under the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 1197, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration, whether paid on an hourly, weekly, piece-work or other basis permitted under the said decree.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall place at the disposal of the professional employers report forms upon which they shall give all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the office of the Parity Committee at its office as indicated on the said report form, each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessment of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall transmit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the preceding month for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Parity Committee is empowered to exact that reports be sworn to when deemed advisable.

The levy imposed by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal of the professional employer or of an artisan to pay the levy or to give the necessary information, a notice with five days delay shall be given to him to fulfill his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall transmit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates, to wit: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1952.

Hereto annexed is a statement of the receipts and disbursements estimated by the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec for the period between January 1, 1952 and September 1, 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA SACOCHE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Chambre 1075, 1435 rue St-Alexandre, Montréal

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1952 et le 1er septembre 1952.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$2,700.00
Salariés	2,700.00
Recettes diverses	100.00
	$5,500.00
Déboursés:	
Salaires:	
Inspecteur en chef	2,800.00
Employé de bureau (1)	1,000.00
Inspecteur (temps partiel)	330.00
Loyer du bureau	660.00
Frais légaux, vérification, jetons de présence, papeterie, impressions, etc.	710.00
	$5,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952. 32031-o

THE PARITY COMMITTEE OF THE HANDBAG INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Room 1075, 1435 St. Alexander S. Montréal, Que.

Statement of estimated receipts and disbursements for the period January 1st, 1952 to September 1st, 1952.

Receipts:	
Levy (½ of 1%):	
Professional Employers	$2,700.00
Employees	2,700.00
Sundry Receipts	100.00
	$5,500.00
Disbursements:	
Salaires:	
Chief Inspector	$2,800.00
Office Employee (1)	1,000.00
Inspector (part time)	330.00
Rent of office	660.00
Legal Expenses, Audit, stationery, Printing and Sundry	710.00
	$5,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9, 1952. 32031-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté numéro 71-D du 31 janvier 1952, certains règlements spéciaux du Comité paritaire de l'industrie de la sacoche de la province de Québec ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité paritaire, déjà approuvés par l'arrêté numéro 1431-C du 20 décembre 1951.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

A. *Registre:* Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire de l'industrie de la sacoche de la province de Québec rend obligatoire pour tout employeur professionnel assujetti au décret numéro 1197 du 25e octobre 1951, la tenue d'un registre indiquant les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure exacte à laquelle le travail a été commencé, interrompu, repris ou achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de la période de paye ainsi que tout autre renseignement jugé nécessaire pour la mise à exécution du décret.

B. *Rapport mensuel:* Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire de l'industrie de la sacoche de la province de Québec exige que tout employeur professionnel assujetti au décret 1197 du 25 octobre 1951, lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne autorisée à son emploi indiquant les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 71-D of January 31, 1952, special by-laws of the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council 1431-C of December 20, 1951.

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"A. *Payroll Register:* Pursuant to subsection "*g*" of Section 20 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec renders obligatory for every professional employer governed by the Decree No. 1197 of October 25th, 1951, the keeping of a payroll register where shall be indicated the surname, Christian name and the address of each employee in their employ, his or her qualification or classification, the precise hour at which work is commenced, interrupted, resumed or completed each day, the nature of such work and the wages or salary paid with mention of the mode and period of payment as well as any other information deemed necessary for the application and due enforcement of the said Decree.

B. *Monthley report:* In conformity with subsection "*h*" of Section 20 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec requires every professional employer governed by the Decree N° 1197 of October 25th, 1951, to transmit to it a monthley report in writing signed by himself or by a duly authorized officer or other person in his employ, on which report shall be indicated the

son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de tel travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au Comité paritaire le ou avant le 15ième jour de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952. 32031-o

surname, Christian name and address of each employee in his employ, his or her qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the salary of wages paid. The said report shall be transmitted to the Parity Committee on or before the fifteenth day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain the necessary forms for the preparation of the said report from the Parity Committee."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9, 1952. 32031-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1254 du 10 novembre 1940, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Hull, de la façon suivante:

Le taux horaire de salaire du peintre-décorateur pour la zone I sera porté à $1.35.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952. 32031-o

NOTICE OF AMENDMENT

Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull has submitted to him a request to amend the decree number 1254 of November 10, 1940, as amended, relating to the construction industry and trades in the district of Hull, as follows:

The hourly wage rate of the painter, decorator for zone I will be increased to $1.35.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February, 9, 1952. 32031-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2162 du 20 août 1941, et amendments, à été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 70 du 31 janvier 1952, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employers professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er février 1952 au 31 janvier 1953, cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, commissions et allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 2162 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen de $25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret numéro 2162 et amendements doivent verser au Comité

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal, formed under decree No. 2162, of August 20, 1941, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 70 of January 31, 1952, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from February 1, 1952 to January 31, 1953; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 2162, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, commissions and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans subject to decree No. 2162 and amendments, shall also pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the average wage of $25.00 per week.

c) The employees governed by decree No. 2162 and amendments, shall pay to the Parity

paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, commissions et allocations reçues.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception des cotisations la Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresses de chaque salarié à leur emploi, leur qualification, les heures de travail ainsi que les salaires payés, y compris la proportion des commissions gagnées et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit Comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financière au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recette et des déboursés prévus par le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Montréal, pour la période comprise entre le 1er février 1952 et le 31 janvier 1953.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE MONTRÉAL

Estimé budgétaire pour la période comprise entre le 1er février 1952 et le 31 janvier 1953.

Recettes:		
Cotisation (½ de 1%):		
Employeurs professionnels	$7,000.00	
Salariés	7,000.00	
Artisans	5,000.00	
		$19,000.00
Divers:		
Examens	400.00	
Penalités	100.00	
		$19,500.00
Déboursés:		
Salaires	7,500.00	
Frais de déplacement des inspecteurs chargés d'assurer l'observance du décret	4,250.00	
Frais de déplacement des membres pour assemblées régulières et spéciales	1,900.00	
Loyer	700.00	
Taxes et assurances	175.00	
Frais de poste et de banque	400.00	
Vérification et rapports trimestriels	240.00	
Papeterie et impression	500.00	

Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, commissions and allowances received.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name and the address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the wages paid (including the proportion of the commissions earned) and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be completed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same himself to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wesnesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Men's Hairdressers of Montreal for the period between February 1, 1952, and January 31, 1953.

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS OF MONTREAL

Estimated budget for the period between February 1, 1952 and January 31 1953.

Receipts:		
Assessments: (½ of 1%)		
Professional employers	$7,000.00	
Employees	7,000.00	
Artisans	5,000.00	
		$19,000.00
Miscellaneous:		
Examinations	400.00	
Penalties	100.00	
		$19,500.00
Disbursements:		
Salaries	7,500.00	
Inspectors' travelling expenses re: Committee's work	4,250.00	
Members' transportation expenses to attend Committee's meeting	1,900.00	
Rent and lighting	700.00	
Taxes and insurance	175.00	
Postage and bank charges	400.00	
Audition and quarterly reports	240.00	
Stationery and printing	300.00	

Entretien du bureau et divers.	260.00
Frais d'examen.	1,000.00
Publicité.	175.00
Frais judiciaire et extra judic.	700.00
Imprévus.	200.00
Subventions à la Commission d'apprentissage.	700.00
	$19,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952. 32031-o

Office upkeep and miscellaneous	250.00
Examination expenses.	1,000.00
Publicity.	175.00
Judicial and extra-judicial fees.	700.00
Unforeseen expenses.	200.00
Subvention to the Apprenticeship Commission.	700.00
	$19,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 9, 1952 32031-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 2991 du 10 novembre 1937, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° Le sous-paragraphe "i-5" du paragraphe "*b*" de l'article I (Juridiction industrielle), sera remplacé par le suivat:

"*i*-5) salopettes-combinaisons et uniformes de coton faits de toile à voile (duck), mêche (drill) ou moleskin."

2° L'alinéa suivant sera ajouté à la fin du sous-paragraphe "*i*" du paragraphe "*b*" de l'article I (Juridiction industrielle):

"*Note:* Au cas où des vêtements compris dans les exceptions mentionnées aux numéros 5, 8 et 9 seraient manufacturés pour le compte du Gouvernement Fédéral ou de ses agents pour les Forces Armées du Canada ou de tous autre pays, lesdits vêtements seront alors assujettis à ce décret et les taux minima de salaires devront être égaux aux taux minima de salaires stipulés dans la Cédule 1, Vêtements d'Hommes, moins dix pour cent (10%), et le boni de vie chère applicable à ce travail sera égal au boni de vie chère payé par les manufacturiers de pantalons non-assortis, lequel est présentement de $0.22½ l'heure."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 février 1952. 32031-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the men's and boys' clothing industry in the province, rendered obligatory by the decree number 2991 of November 10, 1937, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

1° Paragraph "i-5" of subsection "*b*" of section I (Industrial Jurisdiction), is replaced by the following:

"i-5) combination overalls and cotton uniforms made of duck drill or moleskin."

2° The following clause will be added at the end of paragraph "i" of subsection "*b*" of section I (Industrial jurisdiction):

"*Note:* In the event that any garments covered by the exceptions provided in numbers 5, 8 and 9 are produced by virtue of a contract made with the Federal Government or its agents for the production of garments for the Armed Services of Canada or any other country, then all such garments shall be subject to the jurisdiction of this Decree and the minimum rates of wages shall be equal to ten percent (10%) less than the minimum rates of wages provided in Schedule 1, Men's Clothing, of the said Decree, and the cost of living bonus presently provided by the said Decree shall be a sum equal to the cost of living bonus paid by odd pants manufacturers and presntly fixed at 22½ cents per hour."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February, 9, 1952. 32031-o

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est par les présentes donné que la "Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo a adopté à une assemblée générale spéciale de ses membres, tenue le 27 janvier 1952, une résolution décrétant sa mise en liquidation volontaire en conformité des dispositions de l'article 276

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that "Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo" has adopted at a special general meeting of its members held on the 27th of January, 1952, a resolution providing for its voluntary liquidation, pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec In-

de la Loi des assurances de Québec (Chapitre 299, S.R. 1941), et qu'en conséquence, le permis et le certificat d'enregistrement de ladite société sont annulés.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 janvier 1952.

Pour le Ministre des finances,
GEORGES LAFRANCE,
31988-5-2-o Surintendant des assurances.

surance Act (Chapter 299, R.S. 1941), and that consequently the license certificate of registry of the said society are cancelled.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, this 30th day of January, 1952.

For the Minister of Finance,
GEORGES LAFRANCE,
31988-5-2-o Superintendent of Insurance.

Lettres patentes

Commission Diocésaine d'Aide aux Paroisses d'Amos

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques Catholiques romains, (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze janvier 1952, constituant en corporation la "Commission Diocésaine d'Aide aux Paroisses d'Amos".

Le siège social de ladite corporation est situé en la ville d'Amos.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 30 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32002-o JEAN BRUCHÉSI.

Letters Patent

Commission Diocésaine d'Aide aux Paroisses d'Amos

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act, (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of January, 1952, incorporating the "Commission Diocésaine d'Aide aux Paroisses d'Amos".

The corporate seat of the said corporation is in the Town of Amos.

Given at the office of the Provincial Secretary this 30th day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32002 Under Secretary of the Province.

Lettres patentes annulées

Avis est donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 32, en date 31 janvier 1952, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 25*a* de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), tel qu'ajouté par la loi 10 George VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes de la compagnie ci-après mentionnée a été décrétée, savoir:

Nom de la Compagnie: *Name of the company:*	*Constituée le:* *Incorporated on:*	*Siège social:* *Head Office:*
St. Eustache Boating Club, Limited.	11 avril 1922.....	St-Eustache, district de Terrebonne.

LE PROCUREUR GÉNÉRAL
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC,
par L. DÉSILETS,
31998-o Assistant-procureur général.

Letters Patent Annuled

Notice is hereby given that in virtue of the order in council number 32, bearing date the 31st of January, 1952, adopted under the authority of the provisions of section 25*a* of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as added by the Act 10 George VI chapter 40, the annulment of the letters patent of the company hereinafter mentioned was enacted, to wit:

Constituée le: *Incorporated on:*	*Siège social:* *Head Office:*
11 avril 1922.....	St-Eustache, district de Terrebonne.

THE ATTORNEY GENERAL
OF THE PROVINCE OF QUEBEC,
per L. DÉSILETS,
31998 Deputy Attorney General.

Liquidations, avis de

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des sociétaires de "La Caisse Populaire Desjardins de Deslandes", tenue en la paroisse du Sacré-Cœur de Deslandes (Gaspé-Nord), le 9 décembre 1951, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositionsde la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que, à ces fins, MM. Joseph Lévesque et Oscar Dion ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 22 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32013-o JEAN BRUCHÉSI.

Windings up Notices

Notice is hereby given that at a general meeting, of the associates of "La Caisse Populaire Desjardins de Deslandes", held in the parish of Sacré-Cœur de Deslandes (Gaspé-North), on December 9th, 1951, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound-up and that it be dissolved, in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act and the Winding-up Act and that, for these purposes, Messrs. Joseph Lévesque and Oscar Dion were appointed liquidators.

Given at the office of the Provinsial Secretary, this 22nd day of January, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
32013 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif "La Pourvoyeuse de Victoriaville", tenue à Victoriaville, le 16 janvier 1952, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soir dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social et que, à ces fins, MM. Sam Boulanger, Eugène Serré et P.-A. Gagnon ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30 janvier 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
32014-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "La Pourvoyeuse de Victoriaville", held at Victoriaville on the 16th of January, 1952, a resolution was duly adopted, to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act and the Winding-Up Act, and that for such purposes, Messrs. Sam Boulanger, Eugène Serré and P.-A. Gagnon were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, January 30, 1952.

JEAN BRUCHESI,
32014 Under Secretary of the Province.

AVIS DE LIQUIDATION

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu à l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, que la Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo, a décidé de liquider ses affaires à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue le 27 janvier 1952, et que de nouveaux membres ne pourront être acceptés à compter du 16 mars 1952.

Monsieur L. G. Godbout, notaire, de Waterloo, a été proposé comme liquidateur à cette même assemblée et sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale subséquente des membres de l'association qui sera tenue le 16 mars 1952.

Donné à Waterloo, le 28ième jour de janvier 1952.

Le Secrétaire,
31972-5-2-o JACQUES CHAGNON.

NOTICE OF LIQUIDATION

Notice is hereby given, under the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act, that "Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo" decided to wind up its affairs, at a special general meeting of its members, held on the 27th day of January 1952, and that new members shall not be accepted as from the 16th day of March 1952.

Mr. L. C. Godbout, Notary, of Waterloo, was proposed as liquidator at this same meeting and will be officially appointed at a subsequent general meeting of the members of the Association to be held on the 16th of March 1952.

Given at Waterloo, this 28th day of January 1952.

JACQUES CHAGNON,
31972-5-2-o Secretary.

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Investment Services Inc", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12ième jour de décembre 1951, et ayant son bureau au numéro 759, Carré Victoria, Montréal.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 17ième jour de décembre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
32001-o A. P. GRIGG.

Head Offices

Notice is hereby given that "Investment Services Inc.", incorporated by letters patent on the 12th day of December 1951, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 759, Victoria Square, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 17th day of December 1951.

A. P. GRIGG,
32001-o Secretary-Tresaurer.

J. L. Guay & Frère Limitée

Règlement N° 3

Règlement relatif au changement d'adresse du bureau-chef de la Compagnie "J. L. Guay & Frère Limitée".

Il est décrété comme règlement de la Compagnie J. L. Guay & Frère Limitée que le bureau-chef de la Compagnie soit et est par les présentes changé de 60 de Salaberry, en la cité de Québec, à 6900 Chemin Côte des Neiges, dans les cité et district de Montréal.

Certifié vraie copie.

Le Président,
J. L. GUAY.
La Secrétaire,
32046-o B. G. GUAY.

J. L. Guay & Frère Limitée

By-Law No. 3

By-law with regard to the change of address of the Head Office of the company J. L. Guay & Frère Limitée.

It is enacted as a by-law of the company J. L. Guay & Frère Limitée that the Head Office of the company be and the same is hereby changed from 60 de Salaberry, in the City of Quebec, to 6900 Côte des Neiges Road, in the City and District of Montreal.

Certified true copy.

J. L. GUAY,
President.
B. G. GUAY,
32036 Secretary.

PAUL-EMILE LACHANCE LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Paul-Emile Lachance Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 décembre 1951, en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son bureau principal à Québec, P.Q., a établi son bureau au numéro 14, Place d'Aiguillon dans la ville de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme le bureau principal de la Compagnie.

Daté à Québec, ce 14ième jour de janvier 1952.

(Sceau) Le Secrétaire,
32008-o LAURÉAT LACHANCE.

PAUL-EMILE LACHANCE LTÉE

Notice is given that the company "Paul-Emile Lachance Ltée", incorporated by letters patent bearing date December 20, 1951, under the Quebec Companies Act, and having its head office in Quebec, P.Q., has established its office at 14, Place D'Aiguillon, in the town of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office will be considered as being the head office of the Company.

Given at Quebec, this 14th, day of January, 1952.

(Seal) LAURÉAT LACHANCE,
32008-o Secretary.

Canada, Province de Québec, District of Rimouski

MATANE CONSTRUCTION LIMITED

Avis est, par les présentes donné que la Compagnie "Matane Construction Limited" constituée en corporation par Lettres Patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-et-un, ayant son siège social et sa place d'affaires à Matane, a établi son bureau au N° 147 de l'Avenue St-Jérôme à Matane

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau d'affaires.

Donné à Matane, ce vingt-cinquième jour de janvier mil neuf cent cinquante-deux.

(Sceau)
MATANE CONSTRUCTION LIMITED,
Par le Secrétaire,
32036-o ROBERT BÉLANGER.

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski

MATANE CONSTRUCTION LIMITED

Notice is hereby given that the company "Matane Construction Limited", incorporated by Letters Patent under date the twenty-third day of October nineteen hundred and fifty-one, having its Head office and place of business at Matane, has established its office at No. 147 St-Jérôme Avenue, Matane.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the Company as being its Head Office.

Dated at Matane, this twenty-fifth day of January, nineteen hundred and fifty-two.

(Seal)
MATANE CONSTRUCTION LIMITED,
per ROBERT BÉLANGER,
32036 Secretary.

Soumissions

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE DE LA CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lindor Tétreault, N.P., secrétaire-trésorier, 203, rue Principale Granby (Shefford) jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 25 février 1952, pour l'achat de $400,000.00 d'obligations de la commission scolaire catholique de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er décembre 1951 et remboursables par séries du 1er décembre 1952 au 1er décembre 1971 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$400,000.00—20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1952.	x$22,500.00
1er décembre 1953.	x 23,000.00
1er décembre 1954.	x 24,000.00
1er décembre 1955.	x 25,000.00
1er décembre 1956.	x 26,000.00
1er décembre 1957.	x 27,000.00

Tenders

Province of Quebec

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF THE CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lindor Tétrault, N.P., 203, Main Street, Granby, county of Shefford, until 8 o'clock Monday, February 25th, 1952, for the purchase of an issue of $400,000.00 of bonds of the Catholic School Commission of the City of Granby, (Shefford), dated December 1st, 1951 and redeemable serially from December 1st, 1952 to December 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—$400,000.00—20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1952.	x$22,500.00
December 1st, 1953.	x 23,000.00
December 1st, 1954.	x 24,000.00
December 1st, 1955.	x 25,000.00
December 1st, 1956.	x 26,000.00
December 1st, 1957.	x 27,000.00

1er décembre 1958.	x 28,000.00
1er décembre 1959.	x 29,500.00
1er décembre 1960.	x 30,500.00
1er décembre 1961.	x 31,500.00
1er décembre 1962.	11,000.00
1er décembre 1963.	11,500.00
1er décembre 1964.	12,000.00
1er décembre 1965.	12,500.00
1er décembre 1966.	13,000.00
1er décembre 1967.	13,500.00
1er décembre 1968.	14,000.00
1er décembre 1969.	14,500.00
1er décembre 1970.	15,000.00
1er décembre 1971.	16,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $219,960, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements annuels de $21,996.00 chacun, de 1952 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Granby.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 25 février 1952, à 8 heures p.m., à la salle de l'école Christ-Roi, lieu ordinaire des séances.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 25 janvier 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
LINDOR TÉTREAULT, N.P.

203, rue Principale,
Granby, (Shefford), Qué. 31999-o

December 1st, 1958.	x 28,000.00
December 1st, 1959.	x 29,500.00
December 1st, 1960.	x 30,500.00
December 1st, 1961.	x 31,500.00
December 1st, 1962.	11,000.00
December 1st, 1963.	11,500.00
December 1st, 1964.	12,000.00
December 1st, 1965.	12,500.00
December 1st, 1966.	13,000.00
December 1st, 1967.	13,500.00
December 1st, 1968.	14,000.00
December 1st, 1969.	14,500.00
December 1st, 1970.	15,000.00
December 1st, 1971.	16,000.00

The letter "x" indicates the years during which annual payments of a total amount of $219,960.00 granted by the Provincial Secretary and payable in ten annual instalments of $21,996.00 each, from 1952 to 1961 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Quebec, Montréal or Granby.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on the 25th day of the month of February, 1952, at 8 o'clock p.m., at Christ-Roi School Hall, ordinary place of meetings.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), this 25th of January, 1952.

LINDOR TÉTREAULT, N.P.
Secretary-Treasurer.

203, Main Street,
Granby, (Shefford), P.Q. 31999-o

Province de Québec

VILLE LASALLE
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert Gravel, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 13, avenue Strathyre, Ville LaSalle, jusqu'à 8 heures p.m., vendredi, le 29 février 1952, pour l'achat de $123,500 d'obligations de Ville LaSalle, comté de Jacques-Cartier, datée du 1er novembre 1951 et remboursables par séries du 1er novembre 1952 au 1er novembre 1971 inclusivement avec intérêt à un taux de 4% pour les dix premières années et de 4½% pour les dix années suivantes, par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$123,500.00—20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1952.	$4,500.00
1er novembre 1953.	4,500.00
1er novembre 1954.	5,000.00

Province of Quebec

TOWN OF LASALLE
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert Gravel, Secretary-Treasurer, Town Hall, 13, Strathyre Avenue, Town of LaSalle, until 8 o'clock p.m., Friday, February 29th, 1952 for the pruchase of an issue of $123,500 of bonds of the Town of LaSalle, County of Jacques-Cartier, dated November 1st, 1951 and redeemable serially from November 1st, 1952 to November 1st 1971 inclusively, with interest at a rate of 4% for the first ten years and 4½% for the next ten years, per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—$123,500—20 years

Year	*Capital*
November 1st, 1952.	$4,500.00
November 1st, 1953.	4,500.00
November 1st, 1954.	5,000.00

1er novembre 1955.....	5,000.00
1er novembre 1956.....	5,500.00
1er novembre 1957.....	5,500.00
1er novembre 1958.....	5,500.00
1er novembre 1959.....	5,000.00
1er novembre 1960.....	5,000.00
1er novembre 1961.....	6,000.00
1er novembre 1962.....	6,500.00
1er novembre 1963.....	7,500.00
1er novembre 1964.....	7,500.00
1er novembre 1965.....	7,000.00
1er novembre 1966.....	7,000.00
1er novembre 1967.....	7,500.00
1er novembre 1968.....	7,500.00
1er novembre 1969.....	8,000.00
1er novembre 1970.....	8,000.00
1er novembre 1971.....	5,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Ville LaSalle ou à tout autre endroit qui pourrait être déterminé par résolution du conseil.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue vendredi, le 29 février 1952, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 13, avenue Strathyre, Ville LaSalle.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville LaSalle (Comté de Jacques-Cartier), ce 25 janvier 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT GRAVEL.

Hôtel de Ville, 13 avenue Strathyre,
Ville LaSalle (Jacques-Cartier), Qué.

32000-o

Province de Québec

—

VILLAGE DE ST-JOVITE
(COMTÉ DE TERREBONNE)

—

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" sreont reçues par le soussigné, Henri Gauthier, sec.-trés., village St-Jovite, comté de Terrebonne, jusqu'à 6 heures p.m., jeudi le 28 février 1952, pour l'achat de $52,500 d'obligations du village de St-Jovite, comté de Terrebonne, datées du 1er janvier 1952 et remboursables par séries du 1er janvier 1953 au 1er janvier 1967 inclusivement avec intérêt à un taux n'exc. pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $152,500.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1953	$ 3,000.00

November 1st, 1955.....	5,000.00
November 1st, 1956.....	5,500.00
November 1st, 1957.....	5,500.00
November 1st, 1958.....	5,500.00
November 1st, 1959.....	5,000.00
November 1st, 1960.....	5,000.00
November 1st, 1961.....	6,000.00
November 1st, 1962.....	6,500.00
November 1st, 1963.....	7,500.00
November 1st, 1964.....	7,500.00
November 1st, 1965.....	7,000.00
November 1st, 1966.....	7,000.00
November 1st, 1967.....	7,500.00
November 1st, 1968.....	7,500.00
November 1st, 1969.....	8,000.00
November 1st, 1970.....	8,000.00
November 1st, 1971.....	5,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure in Montreal, Quebec or Town of LaSalle or at any other place which might be determined by resolution of the Council.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certificate cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 29th day of the month of February 1952, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, 13 Strathyre Avenue, Town of LaSalle.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Town of LaSalle (County of Jacques-Cartier), this 25th of January, 1952.

ALBERT GRAVEL,
Secretary-Treasurer

Town Hall, 13 Strathyre Avenue,
Town of LaSalle, (Jacques-Cartier), Que.

32000-o

Province of Quebec

—

VILLAGE OF ST-JOVITE
(COUNTY OF TERREBONNE)

—

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Henri Gauthier, Secretary-Treasurer, Village of St-Jovite, county of Terrebonne, up to 6 o'clock in the evening, Thursday, the 28th day of February 1952, for the purchase of an issue of $152,500 of bonds of the Village of St-Jovite, county of Terrebonne, dated the 1st of January, 1952, and redeemable serially from the 1st of January, 1952, to the 1st of January, 1967, inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually, the 1st of July and 1st of January of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — $152,500.00 — 15 years

Year	*Capital*
1st January 1953.....	$ 3,000.00

1er janvier 1954	3,000.00
1er janvier 1955	3,000.00
1er janvier 1956	3,500.00
1er janvier 1957	3,500.00
1er janvier 1958	3,500.00
1er janvier 1959	3,500.00
1er janvier 1960	3,500.00
1er janvier 1961	4,000.00
1er janvier 1962	4,000.00
1er janvier 1963	4,000.00
1er janvier 1964	4,500.00
1er janvier 1965	4,500.00
1er janvier 1966	4,500.00
1er janvier 1967	100,500.00

Un solde de $95,500.00 devra être renouvelé pour un terme additionnel de 15 ans.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Jovite.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance qui sera tenue jeudi, le 28 février 1952, à 6 heures p.m., à la salle du collège du village de St-Jovite, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jovite (Comté de Terrebonne), ce 7ième jour de février 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI GAUTHIER,
St-Jovite,
32044-o (Terrebonne).

1st January 1954	3,000.00
1st January 1955	3,000.00
1st January 1956	3,500.00
1st January 1957	3,500.00
1st January 1958	3,500.00
1st January 1959	3,500.00
1st January 1960	3,500.00
1st January 1961	4,000.00
1st January 1962	4,000.00
1st January 1963	4,000.00
1st January 1964	4,500.00
1st January 1965	4,500.00
1st January 1966	4,500.00
1st January 1967	100,500.00

A balance of $95,500.00 to be renewed for an additional term of 15 years.

Capital and interest will be payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, or at St-Jovite.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting to be held on Thursday, the 28th day of February, 1952, at 6 o'clock in the evening, in the College Hall of the Village of St-Jovite, county of Terrebonne.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

St-Jovite (County of Terrebonne), this 7th day of February, 1952.

HENRI GAUTHIER,
Secretary-Treasurer,
St-Jovite,
32044 (Terrebonne).

Province de Québec

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE
(Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, F. Beaumier, greffier, Hôtel de Ville, Cap-de-la-Madeleine, Cté Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 26 février 1952, pour l'achat de $600,000.00 d'obligations de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, datées du 1er mars 1952 et remboursables par séries du 1er mars 1953 au 1er mars 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$600,000.00—15 ans

Année	*Capital*
1er mars 1953	$13,500.00
1er mars 1954	14,000.00
1er mars 1955	14,500.00
1er mars 1956	15,500.00
1er mars 1957	16,500.00
1er mars 1958	17,000.00

Province of Quebec

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE
(County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, F. Beaumier, clerk, City Hall, Cap-de-la-Madeleine, Co. Champlain, up to eight o'clock in the evening, Tuesday, February 26, 1952, for the purchase of $600,000.00 of bonds of the city of Cap-de-la-Madeleine dated March 1st, 1952, and redeemable serially from the 1st of March, 1953, to the 1st of March, 1967, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually the 1st of March and the 1st of September of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—$600,000.00—15 years

Year	*Capital*
March 1st, 1953	$13,500.00
March 1st, 1954	14,000.00
March 1st, 1955	14,500.00
March 1st, 1956	15,500.00
March 1st, 1957	16,500.00
March 1st, 1958	17,000.00

1er mars 1959	17,500.00
1er mars 1960	19,000.00
1er mars 1961	19,500.00
1er mars 1962	20,500.00
1er mars 1963	21,500.00
1er mars 1964	22,500.00
1er mars 1965	23,500.00
1er mars 1966	24,500.00
1er mars 1967	340,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec, Trois-Rivières ou au Cap-de-la-Madeleine.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance qui sera tenue le mardi, 26 février 1952, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de la Cité du Cap-de-la-Madeleine.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine (Comté de Champlain), ce 4ième jour de février 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
FORTUNAT BEAUMIER,
Greffier.

Hôtel-de-Ville,
Cap-de-la-Madeleine, (Champlain) 32042-o

March 1st, 1959	17,500.00
March 1st, 1960	19,000.00
March 1st, 1961	19,500.00
March 1st, 1962	20,500.00
March 1st, 1963	21,500.00
March 1st, 1964	22,500.00
March 1st, 1965	23,500.00
March 1st, 1966	24,500.00
March 1st, 1967	340,500.00

Capital and interest are payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Trois-Rivières or at Cap-de-la-Madeleine.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting to be held on Tuesday, February 26, 1952, at eight o'clock in the evening, in the City Hall of Cap-de-la-Madeleine.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine (County of Champlain), this 4th day of February, 1952.

FORTUNAT BEAUMIER, clerk,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
Cap-de-la-Madeleine, (Champlain). 32042

Province de Québec

Commission scolaire de la cité de Hull (comté de Hull)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumisssion pour obligations" seront reçues par le soussigné, Lucien Laverdure, secrétaire-trésorier, 99, rue Hôtel de Ville, Hull, comté de Hull, jusqu'à 7½ heures p.m., lundi, le 25 février 1952, pour l'achat de $525,000 d'obligations de la commission scolaire de la cité de Hull, comté de Hull, datées du 1er novembre 1951 et remboursables par séries du 1er novembre 1952 au 1er novembre 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $525,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1952	x$35,500.00
1er novembre 1953	x 37,000.00
1er novembre 1954	x 38,000.00
1er novembre 1955	x 40,000.00
1er novembre 1956	x 29,000.00
1er novembre 1957	x 30,500.00
1re novembre 1958	x 31,500.00
1er novembre 1959	x 32,500.00
1er novembre 1960	x 34,000.00
1er novembre 1961	x 35,500.00
1er novembre 1962	15,000.00
1er novembre 1963	15,500.00

Province of Quebec

School Commission of the City of Hull (County of Hull

Public notice is heerby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Lucien Laverdure, secretary-reasurer, 99 Hôtel de Ville street, Hull, county of Hull, up to 7.30 o'clock in the evening, Monday, the 25th day of February, 1952, for the purchase of $525,000 of bonds of the School Commission of the City of Hull, county of Hull, dated the 1st November, 1951, and redeemable serially from the 1st of November 1952 to the 1st of November 1971, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The Table of redemption is as follows:

Table of Redemption — $525,000 — 20 years

Year	*Capital*
1st November 1952	x$35,500.00
1st November 1953	x 37,000.00
1st November 1954	x 38,000.00
1st November 1955	x 40,000.00
1st November 1956	x 29,000.00
1st November 1957	x 30,500.00
1st November 1958	x 31,500.00
1st November 1959	x 32,500.00
1st November 1960	x 34,000.00
1st November 1961	x 35,500.00
1st November 1962	15,000.00
1st November 1963	15,500.00

1er novembre 1964.....	16,500.00
1er novembre 1965.....	17,000.00
1er novembre 1966.....	17,500.00
1er novembre 1967.....	18,500.00
1er novembre 1968.....	19,000.00
1er novembre 1969.....	20,000.00
1er novembre 1970.....	21,000.00
1er novembre 1971.....	21,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $265,644.75, accordé par le Secrétaire dd la province et payable en un versement de $33,921.75, trois versements de $33,921.00 chacun et six autres versements de $21,660.00 chacun, de 1952 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Hull.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté étal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lund , le 25 février 1952, à 7½ heures p.m., au bureau de ladite commission, 99 rue Hôtel de Ville, à Hull.

Les commissaires se réservent le droit, de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (Comté de Hull), ce 5ème jour de février 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN LAVERDURE,
99, rue Hôtel de Ville,
Hull, Qué.

32043-o

1st November 1964.....	16,500.00
1st November 1965.....	17,000.00
1st November 1966.....	17,500.00
1st November 1967.....	18,500.00
1st November 1968.....	19,000.00
1st November 1969.....	20,000.00
1st November 1970.....	21,000.00
1st November 1971.....	21,600.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of $265,644.75 granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment of $33,921.75, three instalments of $33,921.00 each and six other instalments of $21,660.00 each, from 1952 to 1961 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Hull.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offereed includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, the 25th of February, 1952, at 7.30 o'clock in the evening, in the office of the said Commission, 99 Hôtel de Ville street, Hull.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Hull, (County of Hull), this 5th day of February, 1952.

LUCIEN LAVERDURE,
Secretary-Treasurer,
99 Hôtel de Ville street,
Hull, Qué.

32043

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1951 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi le cinquième jour de mars 1952, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 11 janvier 1952.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes et Bagages,
J. E. TWEEDY.

31854-3-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the First day of March, 1951, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Railway Company", will be sold by public auction to the highest bidder, by Messrs. Fraser Bros., auctionneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, March 5th, 1952, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 11th, 1952.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Per: J. E. TWEEDY,
Manager, Mail and Baggage Traffic.

31854-3-6-o

Ventes pour taxes

CORRECTION

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE PONTIAC

Dans l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de*

Sales for Taxes

CORRECTION

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF PONTIAC

In the notice of sale taxes of the above municipality published in the *Quebec Official Gazette*

Québec à la page 70 du 12 janvier 1952 et à la page 231 du 26 janvier 1952, version anglaise seulement, dans le 1er paragraphe, veuillez lire: "THIRTEENTH day of MARCH" au lieu de "THIRTIETH day of MARCH".
21998-x-o

on page 70 of the 12th of January, 1952, and on page 231 of the 26th of January, 1952, English version only, in the first paragraph, pleased read: "THIRTEENTH day of MARCH" instead of "THIRTIETH day of MARCH".
2098-x-o

CORRECTION

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE

Dand l'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec* à la page 148 du 19 janvier 1952 et à la page 268 du 26 janvier 1952, concernant la Corporation municiaple d'Evain, au nom de David DeMontigny, veuillez lire: "rang 8" au lieu de "rang 7".
32020-o

CORRECTION

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF TEMISCAMINGUE

In the notice of Sale for taxes of the said municipality published in the *Quebec Official Gazette* on page 148 of January 19, 1952, and on page 268 of January 26, 1952, concerning the municipal corporation of Evain, in the name of David DeMontigny, please read "range 8" instead of "range 7".
32020

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec,
District de Montmagny, Montmagny, à savoir:
Cour Supérieure, N° 6.283 { LA COMPAGNIE D'HABITATION de MONTMAGNY, LIMITÉE, demanderesse, vs LE CLUB DE COURSES DE MONTMAGNY, INC., défendeur.

Saisis comme appartenant audit intimé les immeubles ci-après désignés, savoir:

1. Une écurie pouvant loger huit chevaux, construite sur une partie du lot N° 12, du cadastre officiel pour le Village de Montmagny, maintenant Ville de Montmagny;
2. Une écurie pouvant loger deux chevaux et construite sur le même terrain;
3. Une écurie pouvant loger trois chevaux et construite sur le même terrain;
4. Un bâtiment servant au pari mutuel du défendeur et construit sur le susdit terrain;
5. Une grande estrade construite sur le susdit terrain;
6. Une petite estrade servant aux juges des courses et construite sur le même terrain;
7. Un système d'éclairage électrique installé sur le rond de courses du défendeur, ledit rond de courses étant sur une partie du lot N° 12 du cadastre officiel pour le Village de Montmagny, maintenant Ville de Montmagny, et comprenant 48 poteaux, avec les haubans et poteaux de haubans.

Pour être vendus au bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Montmagny, P.Q., le MARDI, ONZE MARS, 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Montmagny, P.Q., J. AD. BERNIER.
le 6 février, 1952. 32047-6-2-o

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec,
District of Montmagny, Montmagny, to wit:
Superior Court, No. 6.283 { LA COMPAGNIE D'HABITATION DE MONTMAGNY, LIMITÉE, plaintiff vs LE CLUB DE COURSES DE MONTMAGNY, defendant.

Seized as belonging to the said respondent, the immoveables hereinafter described, to wit:

1. A stable capable of housing eight horses built on a part of lot No. 12 of the official cadastre for the village of Montmagny, now the town of Montmagny,
2. A stable capable of housing two horses and built on the same lot of land;
3. A stable capable of housing three horses and built on the same lot of land;
4. A building used as a betting booth (pari mutuel) for the defendant and built on the same lot;
5. A large stand built on the said lot of land;
6. A small stand used by the judges of the races and built on the same lot of land;
7. An electric lighting system installed on the defendant's race-track, the said race-track being on a part of lot No. 12 of the official cadastre for the village of Montmagny, now the town of Montmagny, and comprising 48 poles with bracing-wires and guy-posts.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in Montmagny, P.Q., on TUESDAY, MARCH ELEVENTH, at TWO o'clock in the afternoon.

J. AD. BERNIER,
Montmagny, P.Q., Sheriff.
February 6, 1952. 32047-6-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
C.S., District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 307687. { DAME LILLIAN HERMINE SANTFLEBEN, veuve de feu ARTHUR HASSERT, demanderesse, vs Mademoiselle MARY B. LAWLOR, défenderesse.

"Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Hillcrest, Ville St-Pierre, district de Montréal, connu comme étant la subdivision numéro trois cent vingt-quatre du lot officiel numéro cent trente et un (131-324), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds de largeur et soixante-dix pieds de profondeur et contenant une superficie de mille six cent quatre-vingt pieds, mesure anglaise, plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 132 et 134 de la susdite avenue Hillcrest, dont les murs sur les deux côtés sont mitoyens aux lieux adjacents".

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIÈME jour de mars 1952, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 6 février 1952. 32048-6-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
S. C., District of Montreal

Montreal, to wit: No. 307,687. { DAME LILLIAN HERMINE SANTFLEBEN, widow of the late ARTHUR EDWARD HASSERT, plaintiff vs Miss MARY B. LAWLOR, defendant.

That certain emplacement fronting on Hillcrest Avenue in Ville St. Pierre, District of Montreal, known as subdivision number three hundred and twenty-four of the official lot number one hundred and thirty-one (131-324) on the Official Plan and Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal, measuring twenty-four feet in width and seventy feet in death, and containing a superficial area of one thousand six hundred and eighty feet, English measure, more or loss, with the buildings thereon erected, bearing Civic Nos. 132 and 134 on Hillcrest Avenue aforesaid, whereof the walls on both sides are mitoyen with the adjoining premises."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of March 1952, at ten o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 6th, 1952. 32048-6-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour de Magistrat,

Québec, à savoir: N 150-436 { LA CORPORATION MUNICIPALE VILLAGE SAINT-JEAN de BOISCHATEL, corporation légalement constituée, ayant son siège social et place d'affaires à Boischatel, comté de Montmorency, P.Q., contre ADRIEN VÉZINA, domicilié à 5,835, avenue Royale, Boischatel, comté de Montmorency, P.Q., à savoir:

1. Partie du lot N° 201 (deux cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, étant un emplacement de forme irrégulière situé sur le côté nord du chemin public du premier rang, maintenant en la paroisse de Boischatel, mesurant 105 pieds dans la ligne sud, 101 pieds dans la ligne nord, 156 pieds dans la ligne est et 119 pieds dans la ligne ouest, plus ou moins, mesure anglaise, borné en front au sud par le chemin public, au nord et à l'ouest par la terre de Robert Laberge et à l'est Adrien Vézina, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot N° 201 (deux cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, étant un emplacement situé sur le côté nord du chemin public du premier rang, maintenant en la paroisse de Boischatel, mesurant 29 pieds de largeur au sud, le long du chemin public, sur la profondeur de 108 pieds, la profondeur actuelle étant de 109 pieds où la largeur est de 32 pieds, mesure anglaise, tel que le tout est borné et clôturé par bornage entre W. Trudelle et Ed. Vézina, devant J. D. Tessier, A.G., et L. J. E. Giroux, le 22 août 1917; bornée au sud au chemin public, au nord-est à Théophile Vézina, au sud-ouest à Adrien Vézina et au nord à Robert Laberge, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues au bureau d'enregistrement, à Château-Richer, comté de Montmorency, le

QUEBEC

Fieri Facias
Magistrate's Court,

Quebec, to wit: No. 150-436 { THE MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE OF SAINT-JEAN DE BOISCHATEL, a body politic and corporate, having its head office and place of business at Boischatel, county of Montmorency, P.Q., against ADRIEN VÉZINA, domiciled at 5835 avenue Royale, Boischatel, county of Montmorency, P.Q., to wit:

1. Part of lot No. 201 (two hundred and one) of the official cadastre for the parish of l'Ange-Gardien, county of Montmorency, being an emplacement of irregular figure situate on the north side of the public road of the first range, now in the parish of Boischatel, measuring 105 feet in the south line, 101 feet in the north line, 156 feet in the east line and 119 feet in the west line, more or less, English measure, bounded in front, on the south, by the public road, on the north and west by the land of Robert Laberge and on the east by Adrien Vézina — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 201 (two hundred and one) of the official cadastre for the parish of l'Ange-Gardien, county of Montmorency, being an emplacement situate on the north side of the public road of the first range, now in the parish of Boischatel, measuring 29 feet in width on the south, along the public road, by the depth of 108 feet, the actual depth being 109 feet where the width is 32 feet, English measure, as the whole is bounded and fenced by "bornage" between W. Trudelle and Ed. Vézina before J. D. Tessier, L.S., and L. J. E. Giroux, on the 22nd of August, 1917; bounded on the south by the public road, on the northeast by Théophile Vézina, on the southwest by Adrien Vézina and on the north by Robert Laberge — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office, at Château-Richer, county of Montmorency, on the FOUR-

QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.

Québec, 6 février 1952. 32049-6-2-o
[Première insertion: 9 février 1952]
[Deuxième insertion: 23 février 1952]

TEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.

Quebec, February 6, 1952. 32049-6-2
[First insertion: February 9, 1952]
[Second insertion: February 23, 1952]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, province de Québec, district de Roberval

Cour Supérieure, N° 12410 { JOSEPH LAVOIE, forgeron, de St-Jérôme, demandeur, vs WILLIAM DESBIENS, de l'Ascension, défendeur.

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Tous les droits que le défendeur a ou peut avoir sur le lot de terre désigné sous le N° trente-six (36) de l'arpentage primitif du rang trois (3) du canton Garnier lequel porte le numéro trente-six-1 et trente-six-2 (36-1 & 36-2) du nouveau cadastre du rang trois (3) du canton Garnier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Ascension, comté Lac St-Jean, district de Roberval, province de Québec, le MARDI, DIX-NEUF (19) FÉVRIER mil neuf cent cinquante-deux (1952) à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTOINE TREMBLAY.
Palais de Justice,
Roberval, ce 15 janvier 1952. 31881-3-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, District of Roberval

Superior Court, No. 12410 { JOSEPH LAVOIE, blacksmith of St-Jérôme, plaintiff, vs WILLIAM DESBIENS, of L'Ascension, defendant.

Public notice is hereby given that the lands and tenements below-mentioned have been seized and shall be sold at the respective time and place, as hereinafter mentioned.

All the rights that the defendant has or may have on the lot of land designated under No. thirty-six (36) of the primitive survey of Range three (3) of the township of Garnier, bearing numbers thirty-six-1 and thirty-six-2 (36-1 & 36-2) of the new cadastre of range three (3) of the township of Garnier, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of l'Ascension, county of Lake St-John, district of Roberval, province de Quebec, on TUESDAY, the NINETEENTH of FEBRUARY, nineteen hundred and fifty-two (1952) at TWO (2) o'clock in the afternoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff' Office, Court House, Sheriff.
Roberval, this fifteenth day of January, 1952.
31881-3-2

TERREBONNE

PROCÉDURE SOMMAIRE

Canada, province de Quebec,
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 10490. { LA CORPORATION DE LA VILLE DE LACHUTE, Corps politique et incorporé suivant la loi ayant sa principale place d'affaire dans la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demanderesse, vs LES HÉRITIERS DE FEU JOHN ALEXANDER BLOW, dans son vivant résident et domicilié dans la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeurs.

Une certaine partie de terre située dans la Ville de Lachute connue et désignée au plan et livre de renvois officiels de la Paroisse St-Jérusalem d'Argenteuil et faisant partie des lots 729 et 731 avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique de Ste-Anastasie de Lachute le VINGTIÈME jour de FÉVRIER 1952 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 10 janvier 1952 31855-3-2-o

TERREBONNE

SUMMARY PROCEEDINGS

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 10490. { THE CORPORATION OF THE TOWN OF LACHUTE, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its principal place of business in the town of Lachute County of Argenteuil, District of Terrebonne, plaintiff, vs THE HEIRS OF LATE JOHN ALEXANDER BLOW, in his lifetime residing and domiciled in the town of Lachute, County of Argenteuil, District of Terrebonne, defendant,

A certain parcel of land situated in the town of Lachute, known and designated on the Official plan and in the Book of Reference of the Parish of St-Jerusalem d'Argenteuil, as forming part of lots 729 and 731." with buildings thereon erected.

To be sold at the Catholic Church door of Ste-Anastasie of Lachute the TWENTIETH day of FEBRUARY 1952 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jerome, January 10, 1952. 31855-3-2-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 71

Québec, le 31 janvier 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

Concernant des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1951, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 amendé par les arrêtés numéros 277, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G et 1784-A des 4 et 30 mars, 19 et 27 mai, 29 septembre, 23 et 29 décembre 1948, 883-C du 11 août 1949, 108-B du 25 janvier 1950 et 120-A du 1er février 1951 dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie de la Boîte de Carton dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 décembre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "*a*", "*b*", "*c*", "*d*", et "*e*" de l'article III sont remplacés par les suivants:

"III. *Salaires minima:* Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des gardiens et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines, est le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-après:

a) Salariées: *Département des boîtes rigides:*	*Taux horaires minima*
Contremaîtresse	$0.78
Travailleuse à la main, classe "A"	0.72
Travailleuse à la main, classe "B"	0.64
Travailleuse posant étiquettes à la main	0.62
Mécanicienne de machine à couvrir	0.64
Mécanicienne de machine à renforts	0.64
Mécanicienne de machine Stoke & Smith	0.64
Mécanicienne de machine à poser les dessus	0.64
Mécanicienne de machine à poser les étiquettes	0.64
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	0.62
Préposée à l'emballage et ficelage	0.62
Fileuse de machine à coller à 4 coins	0.62
Méeanicienne sur machines non-classifiées plus haut	0.62
Département des boîtes pliantes:	
Contremaîtresse	0.78
Mécanicienne de machine à piquer	0.64
Eplucheuse	0.62
Plieuse	0.62

Orders in Council

ORDER IN COUCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 71

Quebec, January 31, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1884 of November 12, 1947, as amended by Orders in Council 277, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G and 1784-A of March 4 and 30, May 19 27, September 29, December 23 and 29, 1948, 883-C of August 11, 1949, 108-B of January 25, 1950 and 120-A of February 1, 1951, relating to the paper box industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of December 15, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1884, be amended as follows:

1° Subsections "a", "b", "c", "d" and "e" of section III are replaced by the following:

"III. *Minimum wage rates:* The minimum wage rates of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler fireman, stationary enginemen, watchmen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

a) Female employees: *Set-up Department*	*Minimum hourly Rates*
Forelady	$0.78
Hand worker, class "A"	0.72
Hand worker, class "B"	0.64
Hand labeller	0.62
Covering machine operator	0.64
Staying machine operator	0.64
Stoke & Smith machine operator	0.64
Top piece machine operator	0.64
Labelling machine operator	0.64
Hand-fed table machine gummer operator	0.62
Packer & tier	0.62
Four-corner machine feeder	0.62
Ope rators on machines not classified above	0.62
Folding Department:	
Forelady	0.78
Stitcher operator	0.64
Stripper	0.62
Folder	0.62

Préposée à l'emballage et ficelage	0.62	Packer and tier	0.62
Fileuse de machine Brightwood	0.62	Brightwood machine feeder	0.62
Fileuse de machine automatique à coller	0.62	Auto Glueing machine feeder	0.62
Mécanicienne sur machine non-classifiées plus haut	0.62	Operator on machines not classified above	0.62

b) Echelle de base:
Salariées:

L'échelle de base des salariées est la suivante:

Premier trois (3) mois	0.45	First three (3) months	0.45
Deuxième trois (3) mois	0.50	Second three (3) months	0.50
Troisième trois (3) mois	0.55	Third three (3) months	0.55

Le temps de service acquis par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

b) Basic wage scale —
Female:

The basic wage scale of female employees shall be as follows:

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determined her wage rate in accordance with the above wage scale.

c) Apprentissage — Salariées:

Premier semestre: 20% de moins que le minimum.

Deuxième semestre: 10% de moins que le minimum.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

c) Apprenticeship — Female employees:

First six (6) months: 20% less than minimum rate.

Second six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present section, no female apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which she is normally entitled. The basic wage rates shall prevail at all times.

d) Salariés: *Département des boîtes rigides:*	*Taux horaires minima*	*d) Male employees:* *Set-up Department*	*Minimum hourly rates*
Contremaître	$1.36	Foreman	$1.36
Assistant cuntremaître	1.20	Ass't foreman	1.20
Mécanicien "creaser"	1.08	Creasing operator	1.08
Mécnnicien de marqueuse mitrailleuse	1.08	Scorer	1.08
Mécanicien de guillotine, 1ère classe	1.08	Cutter on knife 1st class	1.08
Mécanicien de guillotine, 2e classe	0.97	Cutter on knife, 2nd class	0.97
Mécanicien de monteuse simple	0.96	End piece operator, single	0.96
Mécanicien de monteuse double	0.99	End piece operator, double	0.99
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins	1.04	Four-corner stayer operator	1.04
Fileur machine à coller à 4 coins	0.88	Fedder, 4-corner stayer	0.88
Mécanicien de machine emporte-pièce	0.88	Puch operator	0.88
Préposé à la mise en train Stoke & Smith	1.03	Wrapper makeready man	1.03
Préposé a la scie circulaire	0.89	Circular saw operator	0.89
Bobineur	0.91	Slitter operator	0.91
Presseur de rebuts	0.87	Bale press operator	0.87
Mécanicien sur machines non-classifiées plus haut	0.86	Operator on machines not classified above	0.86
Département des boîtes pliantes:		*Folding department:*	
Contremaître	$1.36	Foreman	1.36
Assistant contremaître	1.20	Ass't foreman	1.20
Faiseur de matrice	1.21	Die maker	1.21
Assistant faiseur de matrice	0.89	Ass't Die maker	0.89
Préposé à la mise en train machine automatique à coller	1.13	Auto glueing machine makeready man	1.13
Préposé à la mise en train machine Brightwood	1.04	Brightwood machine makeready man	1.04
Fileur machine Brightwood	0.88	Feeder Brightwood machine	0.88
Préposé à la mise en train machine Indman	1.04	Indman machine makeready man	1.04
Préposé à la mise en train machine à cirer	0.86	Waxing machine makeready man	0.86
Préposé à la mise en train machine automatique cellophane	1.13	Auto cellophane machine makeready man	1.13
Fileur, machine automatique cellophane	0.88	Feeder, auto cellephane machine	0.88
Mécanicien de guillotine, 1ère classe	1.08	Cutter on knife, 1st class	1.08
Mécanicien de guillotine, 2ème classe	0.97	Cutter on knife, 2nd class	0.97
Mécanicien de machine à transporter et empiler motorisée	0.91	Power stacker-lift truck operator	0.91
Pressier, presse cylindre à découper	1.08	Cylinder box pressman	1.08
Fileur, presse cylindre à découper	0.88	Feeder, cylinder box press	0.88
Pressier, presse plateau à découper	1.00	Platen die cutting pressman	1.00
Fileur, presse plateau à découper	0.88	Feeder, platen die cutting press	0.88

Éplucheur	0.84	Stripper	0.84
Presseur de rebuts	0.87	Bale press operator	0.87
Préposé à l'emballage et ficelage	0.80	Packer and tier	0.80
Mécanicien sur machines non classifiées plus haut	0.86	Operators on machines not classified above	0.86
Général:		*General:*	
Électricien	1.08	Electrician	1.08
Machiniste, 1ère classe	1.08	Machinist, 1st class	1.08
Préposé à l'entretien et réparation	0.93	Maintenance and repair man	0.93
Expéditeur	1.03	Shipper	1.03
Assistant expéditeur	0.86	Ass't shipper	0.86
Chauffeur de camion	0.93	Truck driver	0.93
Surveillant	0.80	Watchman	0.80
Chauffeur de bouilloires	0.83	Boiler fireman	0.83
Chef-mécanicien:	*par semaine*	Chief-engineman:	*per week*
2e classe	$49.59	2nd class	$49.59
3e classe	42.46	3rd class	42.46
	par heure		*hour*
Mécanicien de machines fixes	$0.89	Stationary engineman	$8.89

e) Echelle de base — Salariés:

1) L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de 18 ans et plus:

Premier trois (3) mois	0.60
Deuxième trois (3) mois	0.65
Troisième trois (3) mois	0.70
Quatrième trois (3) mois	0.75

2) L'échelle de base des salariés de moins de 18 ans est la suivante:

Premier trois (3) mois	$0.50
Deuxième trois (3) mois	0.55
Troisième trois (3) mois	0.60

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3) Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

2° Le paragraphe "*c*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"*c*) Le Premier de l'An, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail et le Jour de Noël sont payés en plus d'être chômés lorsque ces jours de fêtes tombent ou sont observés un jour régulier de travail

Les établissements qui n'observent pas la St-Jean-Baptiste, peuvent substituer cette fête payée par la Confédération.

Chaque salarié doit être rémunéré pour ces jours de fêtes au taux des heures régulières de travail pour le nombre d'heures de travail qu'il aurait normalement fait ce jour-là.

Pour avoir droit à cette rémunération, le salarié doit travailler ou être prêt à travailler la journée ouvrable qui précède et celle qui suit le jour où la fête sera observée.

Cependant, tout employeur accordant cinq (5) fêtes légales payées ou plus par année à ses salariés, n'est pas sujet aux dispositions des alinéas précédents."

(Document "A" annexé à l'arrêté.)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

32031-o

e) Basic wage scale: — Male employees:

1. The basic wage scale of male employees of 18 years of age and over shall be as follows:

First three (3) months	$0.60
Second three (3) months	0.65
Third three (3) months	0.70
Fourth three (3) months	0.75

2. The basic wage scale of male employees under 18 years of age shall be as follows:

First three (3) months	$0.50
Second three (3) months	0.55
Third three (3) months	0.60

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total number of the employees at work.

Notwithstanding provisions of the above paragraphs, any male employee under 18 years of age working at a classified operation shall receive not less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

3. The period of service of employees at the date of the coming into force of the present decree shall be taken in consideration to determine their wages in relation to the above basic scale.

2. Subsection "*e*" of section V is replaced by the following:

"*c*) New Year's Day, St. John the Baptist Day, Labour Day and Christmas Day shall be paid in addition to being observed, provided these holidays fall or are observed on a regular working day.

Establishments not observing the St. John the Baptist Day may substitute this paid holiday for the Confederation Day.

Each employee shall be paid for these holidays at straight time rates for the number of hours that would normally have been worked.

To qualify for such holiday pay as aforesaid, an employee must work or stand ready to work the regular work day preceding and following the day on which the holiday is kept.

However, an employer who grants five (5) or more legal holidays with pay per year to his employees is not subject to the foregoing paragraphs."

(Document "A" annexed to the order)

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

32031-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 71

Québec, le 31 janvier 1952.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 491 du 10 février 1945, amendé par les arrêtés numéros 803 du 10 mars 1945, 1333 et 2300 des 18 avril et 12 juin 1946, 406-A du 8 mars 1947, 245-B, 867-F et 1763-E des 26 février, 9 juin et 23 décembre 1948, 207-A du 24 février 1949, 406-A du 12 avril 1950 et 229-B du 7 mars 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 décembre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 491, soit modifié comme suit:

CHAPITRE 1

Juridiction

1° Au paragraphe "*b*" de l'article I (*Juridiction territoriale*), les mots "Roxton Falls" sont ajoutés avant les mots "Saint-Pie", dans la description de la zone II.

CHAPITRE 2

Définition

2° A l'article V (*Salariés du sexe masculin*), l'alinéa suivant est ajouté au paragraphe 1:

"Le terme "Sacristain-ou-bedeau-qualifié" désigne tout salarié qui, de temps à autre, est appelé à faire des travaux de métier mais dont la majeure partie du travail habituel consiste en travaux relevant du sacristain ou bedeau."

CHAPITRE 3

Dispositions relatives aux salaires

3° A l'article VII (*Employés réguliers du sexe masculin*), les paragraphes 1 à 15 inclusivement, sont remplacés par les suivants:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 71

Quebec, January 31, 1952
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to religious institutions, hospitals, educational establishments in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 491 of February 10, 1945, as amended by Orders 803 of March 10, 1945, 1333 and 2300 of April 18 and June 12, 1946, 406-A of March 8, 1947, 245-B, 867-F and 1763-E of February 26, June 9 and December 23, 1948, 207-A of February 24, 1949, 406-A of April 12, 1950 and 229-B of March 7, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 15, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 491, be amended as follows:

CHAPTER 1

Jurisdiction

1. In subsection "*b*" of section I (*Territorial urisdiction*), the words "Roxton Falls" are added before the words "St. Pie" in the description of zone II.

CHAPTER 2

Definitions

2. In section V (*Male employees*), the following paragraph is added to subsection 1:

"The words "qualified sexton or verger" mean any employee who, from time to time, is called upon to do trade work but whose regular and habitual occupation is that of a sexton or verger."

CHAPTER 3

Provisions concerning wages

3. In section VII (*Regular male employees*), subsections 1 to 15 inclusive are replaced by the following:

	Salaires Wages par semaine per week
"1. Sacristain ou bedeau — Sexton or verger:	
Pour la zone I — For zone I:	
Dans toutes les paroisses — In all parishes	$40.00
Sacristain ou bedeau qualifié — Qualified sexton or verger	43.00
Pour la zone II — For zone II:	
Dans toutes les paroisses — In all parishes	35.00
Sacristain ou bedeau qualifié — Qualified sexton or verger	38.00

Pour la zone III — For zone III:

Dans les paroisses à population supérieure à 1,500 âmes — In parishes of more than 1,500 souls	27.00
ou par heure — or per hour	0.55
Dans les paroisses à population variant entre 1,000 et 1,500 âmes — In parishes of from 1,000 to 1,500 souls	25.00
ou par heure — or per hour	0.50
Dans les paroisses à population inférieure à 1,000 âmes — In parishes of less than 1,000 souls	24.00
ou par heure — or per hour	0.50

Note: Le mot "paroisse" doit s'entendre de la paroisse au sens religieux et non au sens de municipalité. La population de ces paroisses est celle qui apparaît dans *Le Canada Ecclésiastique* de l'année courante.

Note: The word "parish" shall mean a parish in the religious sense and not a municipality. The population of these parishes is that which appears in *Le Canada Ecclésiastique* for the current year.

	Zones I	II	III
2. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:			
a) Chef — Chief:	*par semaine — per week*		
1ère classe — 1st class	$68.00	$68.00	$68.00
2e classe — 2nd class	57.00	55.00	55.00
3e classe — 3rd class	51.00	49.00	49.00
b) Mécanicien de classe — Certified engineman:	*par heure — per hour*		
2e classe — 2nd class	1.05	1.02	1.02
3e classe — 3rd class	1.00	0.92	0.92
4e classe — 4th class	0.95	0.87	0.87
3. Employé en charge d'un département ou d'un service — Employee in charge of a department or service	*par semaine — per week* 39.00	38.00	38.00
4. Chauffeur — Fireman	*par heure — per hour* 0.87	0.82	0.82
5. Cuisinier — Cook:	*par semaine — per week*		
a) Chef — Chief	46.00	44.00	42.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief:			
1ère année — 1st year	41.00	39.00	37.00
2e année — 2nd year	43.00	41.00	39.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	40.00
c) Cuisinier — Cook	39.50	38.00	38.00
6. Boulanger — Baker:			
a) Chef — Chief	46.00	44.00	42.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief:			
1ère année — 1st year	41.00	39.00	37.00
2e année — 2nd year	43.00	41.00	39.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	40.00
c) Boulanger — Baker	39.50	38.00	38.00
7. Boucher — Butcher:			
a) Chef — Chief	46.00	44.00	42.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief:			
1ère année — 1st year	41.00	39.00	37.00
2e année — 2nd year	43.00	41.00	39.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	40.00
c) Boucher — Butcher	39.50	38.00	38.00
8. Buandier — Launderer:			
a) Chef — Chief	46.00	44.00	42.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief:			
1ère année — 1st year	41.00	39.00	37.00
2e année — 2nd year	43.00	41.00	39.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	40.00
c) Buandier — Launderer	39.50	38.00	38.00
9. Conducteur de véhicule automobile — Automobile driver:			
1ère année — 1st year	40.00	37.00	35.00
2e année — 2nd year	43.00	40.00	38.00
3e année — 3rd year	45.00	42.00	39.00
10. Infirmier — Orderly:			
1ère année — 1st year	36.00	36.00	36.00
Après un an — After one year	38.00	38.00	38.00
Après deux ans — After 2 years	40.00	40.00	40.00
Après quatre ans — After 4 years	46.00	46.00	46.00
Infirmier diplômé — Orderly with diploma	48.00	48.00	48.00
11. Préposé à l'entretien qualifié — Qualified maintenance man:			
Classe A-1 — Class A-1	48.00	44.00	38.00
Classe A-2 — Class A-2	45.00	41.00	36.00
12. Homme de service — Service man:			
1ère année — 1st year	36.00	33.00	32.00
Après un an — After one year	42.00	38.00	35.00
13. Salariés non compris dans les catégories précédentes — Employees not included in the preceding categories	36.00	34.00	32.00

14. Cordonnier — Shoemaker:			
1ère année — 1st year	37.00	35.00	33.00
2e année — 2nd year	40.00	38.00	36.00
3e année — 3rd year	43.00	41.00	39.00
15. Employé junior — Junior employee:			
1er semestre — 1st six months	24.00	23.00	22.00
Après six (6) mois — After six months	26.00	25.00	24.00"

4° A l'article VIII (*Employées régulières du sexe féminin*), les paragraphes 2 à 6 inclusivement sont remplacés par les suivants:

4. In section VIII (*Regular female employees*), subsections 2 to 6 inclusive will be replaced by the following:

	Zones I	II	III
	par semaine — per week		
"2. Surveillante en charge d'un département ou d'un service — Supervisor in charge of a department or service:			
1ère année — 1st year	$24.00	$24.00	$24.00
Après un (1) an — After one year	28.00	28.00	28.00
3. Institutrice, employée de bureau, employée spécialisée, cuisinière — Teacher, office employee, specialized employee, cook:			
1ère année — 1st year	19.00	18.00	17.00
Après un (1) an — After one (1) year	22.50	21.50	20.50
Après deux (2) ans — After two (2) years	24.00	23.00	22.00
4. Couturière:			
1ère année — 1st year	23.00	22.00	22.00
Après un (1) an — After one (1) year	25.00	23.00	23.00
5. Employée junior — Junior employee	16.00	16.00	16.00
6. Salariées non comprises dans les catégories précédentes — Employers not included in the foregoing categories:			
1ère année — 1st year	19.00	18.00	17.00
Après un (1) an — After one (1) year	21.00	20.00	19.00
Après deux (2) ans — After two (2) years	22.00	21.00	20.00"

5° A l'article IX (*Employés surnuméraires du sexe masculin*), les paragraphes 1 à 13 inclusivement sont remplacés par les suivants:

5. In section IX (*Male supernumerary employees*), subsection 1 to 13 inclusive will be replaced by the following:

	par heure — per hour
"1. Sacristain ou bedeau — Sexton or verger:	
Pour la zone I — Zone I	$ 0.75
Pour la zone II — Zone II	0.70
Pour la zone III: Le même salaire horaire que celui établi au paragraphe 1 de l'article VII, pour la zone correspondante — Zone III: The same hourly rate as the one stipulated in subsection 1 of section VII for the corresponding zone.	
2. Mécanicien de machines fixes: le même salaire horaire que celui établi au paragraphe 2 de l'article VII, pour la zone correspondante — Stationary engineman: the same hourly wage rate as the one established in subsection 2 of section VII for the corresding zone.	

	Zones I	II	III
	par jour — per day		
3. Employé en charge d'un département ou d'un service — Employee in charge of a department or service	$ 7.50	$ 7.00	$ 7.00
	par heure — per hour		
4. Chauffeur — Fireman	0.87	0.82	0.82
5. Cuisinier — Cook:	*par jour — per day*		
a) Chef — Chief	9.00	8.50	8.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief	8.50	8.00	7.50
c) Cuisinier — Cook	7.50	7.00	6.50
6. Boulanger — Baker:			
a) Chef — Chief	9.00	8.50	8.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief	8.50	8.00	7.50
c) Boulanger — Baker	7.50	7.00	6.50
7. Boucher — Butcher:			
a) Chef — Chief	9.00	8.50	8.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief	8.50	8.00	7.50
c) Boucher — Butcher	7.50	7.00	6.50
8. Buandier — Launderer:			
a) Chef — Chief	9.00	8.50	8.00
b) Assistant-chef — Assistant-chief	8.50	8.00	7.50
c) Buandier — Launderer	7.50	7.00	6.50
	par heure — per hour		
9. Conducteur de véhicule automobile — Automobile driver	0.80	0.75	0.70
10. Infirmier — Orderly	7.00	7.00	7.00
11. Homme de métier de la construction (là seulement où il n'existe pas de décret régissant ces métiers — Construction trades man (only where no decree exists to govern such trades):			
a) Qualifié — Skilled	0.85	0.80	0.75
b) Non qualifié — Not qualified	0.80	0.75	0.70

12. Homme de service — Service man	0.80	0.75	0.70
13. Salariés non compris dans les catégories précédentes — Employees not included in the foregoing categories	0.75	0.70	0.65"

6° A l'article X (*Employées surnuméraires du sexe féminin*), les paragraphes 2 à 5 inclusivement sont remplacés par les suivants:

6. In section X (*Female supernumerary employees*), subsections 2 to 5 inclusive are replaced by the following:

	Zones I	II	III
"2. Surveillante en charge d'un département ou d'un service — Supervisor in charge of a department or service	*par jour — per day* $ 5.00	$ 5.00	$ 5.00
3. Couturière — Seamstress	5.00	4.50	4.50
4. Employée de bureau, employée spécialisée, cuisinière — Office employee, specialized employee, cook	*par heure — per hour* 0.50	0.45	0.44
5. Salariée non comprise dans les catégories précédentes — Employee not included in the foregoing categories	0.44	0.42	0.40"

7° A l'article XI (*Salaire pour temps supplémentaire*), les paragraphes 1 et 2 sont remplacés par les suivants:

7. In section XI (*Wages for overtime*), subsections 1 and 2 are replaced by the following:

	Zones I	II	III
"1. Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman:	*par heure — per hour*		
a) 2e classe — 2nd class	$1.57½	$1.53	$1.53
b) 3e classe — 3rd class	1.50	1.38	1.38
c) 4e classe — 4th class	1.42½	1.30½	1.30½
2. Chauffeur — Fireman	1.30½	1.23	1.23 "

8° A l'article XV, le paragraphe "*a*" est remplacé par le suivant:

"*a*) Dans les zones I et II, le sacristain ou bedeau est employé à temps complet et doit recevoir le salaire hebdomadaire fixé à l'article VII, sauf dans des cas spéciaux qui doivent être soumis au Comité paritaire et approuvés par ledit Comité et alors il est rémunéré au taux de $0.75 dans la zone I et au taux de $0.70 dans la zone II et selon le nombre d'heures de travail qu'il accomplit habituellement par semaine."

8. In section XV, subsection "*a*" is replaced by the following:

"*a*) In zones I and II, the sexton or the verger shall be employed on a full-time basis and shall receive the weekly wages established in section VII, except for special cases which shall be submitted to the Parity Committee and approved by the said Committee; then, he shall be remunerated on an hourly basis of $0.75 in zone I or $0.70 in zone II and according to the number of hours worked, habitually, per week."

9° Les articles XVI et XVII sont remplacés par les suivants:

"XVI. Le salarié pour lequel un salaire hebdomadaire est ci-haut fixé, a droit à ce salaire hebdomadaire, pourvu qu'il ait été requis de travailler quarante (40) heures durant la semaine et celà même s'il n'a pas travaillé chaque jour. Cependant, si ce salarié chôme volontairement, son travail est rémunéré en la manière établie à l'article XVII."

"XVII. Le salarié pour lequel un salaire hebdomadaire est ci-haut fixé, s'il n'a pas été requis de travailler durant quarante (40) heures en une semaine, pour chaque jour de travail, a droit à un sixième (1/6) du salaire hebdomadaire ci-haut fixé et, pour chaque heure, au prorata horaire du même salaire."

9. Sections XVI and XVII are replaced by the following:

"XVI. Employees for whom weekly wages are determined hereinabove, are entitled to such weekly wages, provided they have been required to work forty (40) hours during the week, even if they have not worked every day. However, if such employees wilfully abstain from work, their work shall be remunerated in the manner established in section XVII."

"XVII. The employees for whom weekly wages are stipulated hereinabove, if they have not been required to work during forty (40) hours in the course of a week, are entitled, per working day, to one-sixth (1/6) of the weekly wages stipulated hereinabove, and per hour, to the hourly prorata of the same wages."

Chapitre 4

Dispositions relatives aux heures de travail

10° A l'article XXIV (*Employés réguliers*), les paragraphes 2, 4 et 5 sont remplacés par les suivants:

"2. de cinquante (50) heures pour les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs. Toutefois, les heures supplémentaires de travail, jusqu'à concurrence de six (6) heures par semaine, ne sont pas considérées comme temps supplémentaire et sont payables aux taux réguliers prévus à l'article VII";

"4. de cinquante (50) heures, réparties en six (6) jours, pour les infirmiers."

"5. de cinquante (50) heures pour les autres salariés, des deux sexes, assujettis au décret."

Chapter 4

Provisions relating to hours of work

10. In section XXIV (*Regular employees*), subsection 2, 4 and 5 are replaced by the following:

"2. made up of fifty (50) hours for stationary enginemen and firemen. However, overtime hours, to the extent of six (6) per week, are not considered as overtime and are paid for at the regular rate determined in section VII";

"4. made up of fifty (50) hours, divided into six (6) days, for orderlies;"

"5. made up of fifty (50) hours for the other male and female employees governed by the decree."

CHAPITRE 5

Dispositions relatives aux congés, aux jours chômés et aux vacances

11° A l'article XXX (*Vavances payées*), les paragraphes suivants sont ajoutés:

"6. *Période de service continue donnant droit au congé.* Pour chaque congé annuel payé, la période de service continu pour un employeur donnant droit à un tel congé, s'établit du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année subséquente.

7. *Indemnité en cas de renvoi ou départ.* Tout salarié congédié ou qui quitte son emploi a droit, à son départ à une indemnité équivalente à une demi-journée de travail, par mois de calendrier de service depuis le 1er mai précédant la date de son départ."

(Document "B" annexé à l'arrêté.)

A. MORISSET,
32031-o Greffier du Conseil Exécutif.

CHAPTER 5

Provisions respecting days off, observed holidays and vacations

11. In section XXX (*Vacation with pay*), the following subsections are added:

"6. *Period of continuous service which entitles to a vacation:* For each annual vacation with pay, the period of continuous service for an employer which entitles to the vacation extends from May 1st of one year to April 30th of the following year.

7. *Compensation in the event of discharge or departure:* Every employee who is discharged or who leaves his employer is entitled, upon leaving, to an indemnity equivalent to one half-day of work per calendar month of service since May 1st preceding the date of departure."

(Document "B" annexed to the order)

A. MORISSET,
32031-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 71

Québec, le 31 janvier 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

ATTENDU QUE, cunformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne a présenté au Ministère du Travail une requête à l'effet d'amender le décret numéro 657 du 13 mai 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 971-E du 30 juin 1948, 623-A et 1085-B des 15 juin et 28 septembre 1949, 225-B, 915-D, 973-A et 1177-B des 22 février, 9 et 30 août et 26 octobre 1950, 926-H et 1228-E des 22 août et 31 octobre 1951, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 décembre 1951;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 657, soit modifié comme suit:

1° A l'article III:

i) Les dispositions suivantes sont ajoutées dans l'échelle de salaires:

	Salaire horaire
"Poseurs de blocs de ciment	$1.15
Peintre, compagnon junior	1.00
Tireurs de joints de pierre	1.37
Tireurs de joints planche murale	1.12"

ii) Les dispositions suivantes sont ajoutées après l'échelle de salaires:

"*Dispositions particulières concernant le comté de Labelle seulement:* Nonobstant l'échelle de salaires précédente, dans le comté de Labelle, le taux horaire minimum du charpentier-menuisier est de $1.15 et celui du journalier est de $0.80. Le

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 71

Quebec, January 31, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 657 of May 13, 1948, as amended by Orders 971-E of June 30, 1948, 623-A and 1085-B of June 15 and September 28, 1949, 225-B, 915-D, 973-A and 1177-B of February 22, August 9 and 30, and October 26, 1950, 926-H and 1228-E of August 22 and October 31, 1951, relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 22, 1951;

WHEREAS the objections made have been considered as required by the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 657, be amended as follows:

1. In section III:

i) The following provisions are added in the wage scale:

	Hourly rates
"Cement bloc layer	$1.15
Painter, junior journeyman	1.00
Joint pointer (stone)	1.37
Joint pointer (wallboard)	1.12"

ii) The following provisions are added after the wage scale:

"*Special provisions concerning the county of Labelle only:* Notwithstanding the foregoing wage scale, the minimum hourly rate, in the county of Labelle, for a carpenter-joiner is $1.15 and the rate for a labourer is $0.80. The weekly wages of

salaire hebdomadaire du gardien sur chantier (nuit et jour) est de $25.00."

2° Les paragraphes "*a*", "*b*" et "*d*" de l'article IV sont radiés et remplacés par les suivants:

"IV. *Durée du travail: a*) La durée maximum hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures, sauf pour les journaliers qui peuvent faire cinquante-quatre (54) heures (neuf (9) heures par jour). Ces heures de travail sont distribuées de la façon indiquée aux paragraphes suivants:

b) *Dans le comté de Terrebonne:*

1. Si la durée du travail est de six (6) jours par semaine, la journée régulière de travail est de huit (8) heures, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m.

2. Il est loisible aux employeurs de faire la semaine de quarante-huit (48) heures en cinq (5) jours; dans ce cas, les heures de travail sont distribuées entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.

3. Cependant, pour le village de Shawbridge et cette partie de la juridiction territoriale située au sud dudit village, la durée du travail est de neuf (9) heures par jour réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., du lundi au vendredi inclusivement formant un maximum de quarante-cinq (45) heures par semaine. Il n'y a pas de travail le samedi.

c) *Dans le comté de Labelle:* Toutefois, pour le comté de Labelle, les heures de travail sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., du lundi au samedi inclusivement, formant un total de quarante-huit (48) heures par semaine."

3° A l'article IV, le paragraphe "*c*" actuel devient le nouveau paragraphe "*d*" du même article.

4° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Travail supplémentaire: a*) Tout travail exécuté au-delà de la semaine normale indiquée ou en dehors des limites horaires déterminées à l'article IV est considéré comme du travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier. Toutefois, le travail supplémentaire exécuté après 10.00 p.m. doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au salaire régulier.

c) L'employeur doit aviser le Comité paritaire par écrit de la distribution des heures de travail par jour et par semaine et de la durée précise du travail supplémentaire à être exécuté pour les mêmes périodes."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
32031-o Greffier du Conseil Exécutif.

the job watchman (night and day) is $25.00".

2. Subsection "*a*", "*b*" and "*d*" of section IV are deleted and the following substituted therefor:

"IV. *Duration of work:* a) The maximum weekly duration of work consists of forty-eight (48) hours, except for labourers who may work fifty-four (54) hours (nine (9) hours per day). These working hours are distributed as follows:

b) *In the county of Terrebonne:*

1. If the duration of work is divided into six (6) days per week, the standard work day consists of eight (8) hours distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m.

2. Employers may work forty-eight (48) hours in five (5) days; in such cases, the hours of work are distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.

3. However, for the village of Shawbridge and that part of the territorial lying south of the said village, the duration of work is nine (9) hours by day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., from Monday to Friday inclusive, making a maximum of forty-five (45) hours per week. There shall be no work on Saturday.

c) *In the county of Labelle:* However, the hours of work in the county of Labelle are distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive, making a total of forty-eight (48) hours per week."

3. In section IV, the present subsection "*c*" becomes the new subsection "*d*" of the same section.

4. Section V is repiaced by the following:

"V. *Overtime: a*) All time worked in excess of the standard week as indicated herein or outside the hours determined in section IV is considered as overtime.

b) All overtime shall be remunerated at the rate of time and a half based on the repular rate of pay. However, overtime worked after 10.00 p.m. shall be paid double time based on the regular rate of pay.

c) The employer shall inform the Parity Committee, in writing, of the daily and weekly distribution of working hours and of the exact duration of overtime worked in the same periods."

(Document "C" annexed to the order)

A. MORISSET,
32031-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Numéro 70

Québec, le 31 janvier 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 70

Quebec, January 31, 1952.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec, rendered obligatory by the decree number 3365 of September 1,

3365 du 1er septembre 1944, amendé par les arrêtés numéros 371 et 2201 des 31 janvier et 8 juin 1945, 1329 et 4946 des 18 avril et 5 décembre 1946, 759-B du 16 mai 1947, 970 et 1288-C des 30 juin et 29 septembre 1948, 206-B et 787-D des 24 février et 20 juillet 1949, 82-A, 554-B, 737-A, 737-D, 1316-E, 1368-B des 18 janvier, 17 mai, 21 juin, 30 novembre et 14 décembre 1950 et 640-C du 20 juin 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 novembre 1951;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3365, soit modifié comme suit:

1° A l'article IV les paragraphes "*a*" et "*b*-2" sont abrogés et remplacés par les suivants:

"*a*) Dans la zone I, le salaire minimum d'un employé régulier est de $33.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de $43.00 par semaine.

b-2) Dans la zone III, le salaire minimum d'un employé régulier est de $25.00 par semaine, plus 50% des recettes de son travail au-delà de $34.00 par semaine."

2° Au paragraphe "*a*" de l'article V, le sous-paragraphe intitulé "zone III" est remplacé par le suivant:

"*Zone III:* Cinquante-trois (53) heures réparties de la façon suivante:

Le Lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m."

3° Les prix minima déterminés à l'article XII, pour les services ci-après mentionnés dans les zones I, II et III sont respectivement remplacés par les suivants:

DANS LES SALONS DE BARBIER

"*Zone* I:	
Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	$0.65
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.70
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.45
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.55
Coupe de la barbe	0.40

DANS LES SALONS DE COIFFURE POUR DAMES

Coupe de cheveux:	
Adultes	0.65
Fillettes de moins de 14 ans	0.45
Ondulation permanente avec ou sans fils, avec ou sans shampooing ou, avec ou sans ondulation à l'eau (mise en plis)	3.50
Ondulation permanente "à froid" avec ou sans coupe de cheveux, shampooing ou ondulation à l'eau (mise en plis)	$10.00
Ondulation permanente "chimique" avec ou sans shampooing ou, avec ou sans ondulation à l'eau (mise en plis)	5.00

1944, as amended by Orders 371 and 2201 of January 31 and June 8, 1945, 1329 and 4946 of April 18 and December 5, 1946, 759-B of May 16, 1947, 970 and 1288-C of June 30 and September 29, 1948, 206-B and 787-D. of February 24 and July 20, 1949, 82-A, 554-B, 737-A, 737-D, 1316-E, 1368-B of January 18, May 17, June 21, November 30 and December 14, 1950 and 640-C of June 20, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of November 17, 1951;

WHEREAS the objections made have been considered as required by the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3365, be amended as follows:

1. In section IV, subsections "*a*" and "*b*-2" are deleted and the following substituted therefor:

"*a*) In zone I, the minimum wage rate of a regular employee is $33.00 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding $43.00 per week.

b-2) In zone III, the minimum wage rate of a regular employee is $25.00 per week, plus 50% of the receipts of his work exceeding $34.00 per week."

2. In subsection "*a*" of section V, the paragraph headed "Zone III" is replaced by the following:

"Zone III: Fifty-three (53) hours distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.'"

3. The minimum prices established in section XII for the services hereafter mentioned, in zones I, II and III, are respectively replaced by the following:

IN BARBER SHOPS

"*Zone I:*	
Haircut, adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	$0.65
Friday, Saturday and holiday eves	0.70
Haircut, children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.45
Friday, Saturday and holiday eves	0.55
Shave	0.40

IN LADIES' HAIRDRESSING PARLORS

Haircut:	
Adults	0.65
Girls under 14 years of age	0.45
Permanent wave, electric or not, with or without shampoo, or with or without wager wave	3.50
Cold wave with or without haircut, shampoo or water wave	10.00
Permanent wave (chemical) with or without shampoo or with or without water wave	5.00

Décoloration	5.00
Retouche de la décoloration	3.00
Ondulation à l'eau	1.00
Repeignage des cheveux	0.50
Zone II:	
Coupe de cheveux pour adultes des deux deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.50
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.60
Zone III:	
Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes y compris la demi-coupe:	
Tous les jours	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.40
Vendredi et samedi	0.55
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.50
Vendredi et samedi	0.60
Coupe de la barbe	0.40
Shampooing, dans les salons de barbier	0.75
Massage, dans les salons de barbier	0.75
Lotion	0.25
Aiguisage de rasoir	0.50
Manicure	0.75
Décoloration	5.00
Ondulation Komol et au papier	1.00
Ondulation à l'eau ou Marcel	0.75
Rinçage	0.50"

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

32031-o

Bleaching	5.00
Retouching above	3.00
Water wave	1.00
Recombing of the hair	0.50
Zone II:	
Haircut, adults — male and female:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday, Saturday and holiday eves	0.60
Zone III:	
Haircut, adults — male and female, including half-cut:	
Every day	0.65
Haircut, children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.40
Friday and Saturday	0.55
Brushcut, children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50
Friday and Saturday	0.60
Shave	0.40
Shampoo, in barber shops	0.75
Massage, in barber shops	0.75
Lotion	0.25
Razor setting	0.50
Manicure	0.75
Bleaching	5.00
Komol and paper wave	1.00
Water or Marcel wave	0.75
Rinse	0.50

(Document "D" annexed to the order)

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

32031-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 6

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Balsellie vs Lahaise 427
Giguère vs Roy 426
Musicant vs Ginsberg 427
Proulx vs Lefebvre 427
Turgel vs Selbst 426

ARRÊTÉS EN CONSEIL:
Industrie ou métiers de:

70, section "D" — Barbier, coiffeur et coiffeuse, région de Québec 473
71, section "A" — Boîte de Carton, région de Montréal 465
71, section "B" — Institutions religieuses, hôpitaux et enseignement, région de St-Hyacinthe 468
71, section "C" — Construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle .. 472

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 403

AVIS DIVERS:

Atlas Hoist & Body Inc. (Directeurs) .. 431
Atlas Press Limited (Directeurs) 431
Centre des Patrons chrétiens (Nom changé) 429
Club Automobile St-Pierre & Ste-Anne (Fondation) 428
Compagnie Vanier Limitée (Distribu-

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Balsellie vs Lahaise 427
Giguère vs Roy 426
Musicant vs Ginsberg 427
Proulx vs Lefebvre 427
Turgel vs Selbst 426

ORDERS IN COUNCIL:
Industry or trades of:

70, Part "D" — Barber and hairdressing, district of Quebec 473
71, Part "A" — Paper Box, district of Montreal 465
71, Part "B" — Religious institutions hospitals and educationnal, district of St-Hyacinthe 468
71, Part "C" — Construction in the counties of Terrebonne and Labelle .. 472

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 403

MISCELLANEOUS NOTICES:

Atlas Hoist & Body Inc. (Directors) ... 431
Atlas Press Limited (Directors) 431
Centre des Patrons Chrétiens (Name changed) 429
Club Automobile St-Pierre & Ste-Anne (Foundation) 428
Compagnie Vanier Limitée (Distribu-

tion de l'actif). 429
Gaspé Aréna Coopérative — La Coopérative de l'Aréna de Gaspé (Fondation) 430
J. B. Deschamps, Incorporée (Directeurs) 427
J. B. Harper (Limitée) — J. B. Harper Limited (Directeurs) 427
La Caisse Populaire de Sault-au-Mouton (Fondation). 429
La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal (Règlement). 428
L'Association des Employés de Sorel Clothing et Master Craft Uniform Co. Ltd (Fondation) 428
Laurentian Investment Company (Distribution de l'actif). 430
Le Centre Médico-Social pour Enfants Inc. (Règlements). 428
Les Services Médicaux et Hospitaliers de Montréal (Fondation) 430
Les Services Médicaux et Hospitaliers des comtés de St-Maurice et de la Laviolette (Fondation) 430
Les Services Médicaux et Hospitaliers des Trois-Rivières (Fondation) 431
Perma-Knit Limited (Directeurs) 430
The Megantic People's Telephone Company (Distribution de l'actif). 428

CHARTES — ABANDON DE:

Christie Mining Syndicate Inc. 431
Laurentien Investment Company 432
South American Agencies Limited. 432
The Megantic People's Telephone Company 432
U. S., Canadian & Cuba Co. Ltd. 432

COMPAGNIES DISSOUTES:

Immeubles Vendôme Limitée — Vendôme Realties Limited. 432
La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc. 433
Lanthier & Sons Limited 433
Leduc & Prieur, Limitée. 433
Teen-O-Miss Inc. 433
Whalen Cartage Co. 433

DEPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Thetford-Mines, annexion à la cité de. . 434

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans les comtés de Maskinongé, Missisquoi, Richmond, Rimouski, Roberval et Shefford 434

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo 453

Municipalité scolaire de:

Hauterive. 436
Inverness 436
New-Liverpool 436
Petite-Rivière 435
St-Narcisse-de-Beaurivage 437
Sainte-Elisabeth 436

tion of the assets). 429
Gaspé Aréna Coopérative — La Coopérative de l'Aréna de Gaspé (Foundation) 430
J. B. Deschamps, Incorporée (Directors) 427
J. B. Harper (Limitée) — J. B. Harper Limited (Directors) 427
La Caisse Populaire de Sault-au-Mouton (Foundation). 429
La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal (By-law). 428
L'Association des Employés de Sorel Clothing et Master Craft Uniform Co. Ltd (Foundation) 428
Laurentian Investment Company (Distribution of the assets) 430
Le Centre Médico-Social pour Enfants Inc. (By-laws). 428
Les Services Médicaux et Hospitaliers de Montréal (Foundation). 430
Les Services Médicaux et Hospitaliers des comtés de St-Maurice et de la Laviolette (Fondation). 430
Les Services Médicaux et Hospitaliers des Trois-Rivières (Foundation) 431
Perma-Knit Limited (Directors) 430
The Megantic People's Telephone Company (Distribution of the assets). . . . 428

CHARTERS — SURRENDER OF:

Christie Mining Syndicate Inc. 431
Laurentian Investment Company. 432
South American Agencies Limited. 432
The Megantic People's Telephone Company 432
U. S., Canadian & Cuba Co. Ltd. 432

COMPANIES DISSOLVED:

Immeubles Vendôme Limitée — Vendôme Realties Limited. 432
La Manécanterie des Petits Chanteurs à la Croix de Bois de Québec, Inc. . . . 433
Lanthier & Sons Limited 433
Leduc & Prieur, Limitée. 433
Teen-O-Miss Inc. 433
Whalen Cartage Co. 433

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Thetford-Mines, annexion to the city of 434

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the counties of Maskinongé, Missisquoi, Richmond, Rimouski, Roberval et Shefford 434

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Société St-Jean-Baptiste Permanente de Waterloo 453

EDUCATION:
School Municipality of:

Hauterive. 436
Inverness 436
New-Liverpool 436
Petite-Rivière 435
St-Narcisse-de-Beaurivage 437
Sainte-Elisabeth 436

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Napierville, village. 437
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse. 437
Ste-Agathe-des-Monts, paroisse. 437

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbiers-coiffeurs de Montréal (Prélèvement) 451
Camionnage de Québec (Prélèvement) 444
Chapeau en toile et casquettes pour hommes et garçons (Prélèvement). . . 442
Chaussure (Prélèvement) 447
Confection pour hommes et garçons (Modification). 453
Construction du district de Hull (Modification) 451
Gants de travail (Prélèvement). 441
Gants fins (Prélèvement) 445
Sacoche de la province de Québec, (Approbation). 450
Sacoche de la province de Québec, (Prélèvement). 448
Verre, district de Québec, (Prélèvement) 439

LETTRES PATENTES:

A Garber Fur Company 404
Atlas Enterprises Corporation 405
Carmen Fleuriste (Ltée) 405
Ceebee Investments Ltd. 405
Cie Ideal Import Co. Ltd. 406
Commission Diocésaine d'Aide ux Paroisses d'Amos. 454
Corporation des Chemins d'Hiver d'Abitibi-Ouest. 406
Davie Brothers Ltd. 406
Eastern Canada Veneer Corporation . . 407
Eskimo Fur Co. Limited. 407
Fédération des Amicales Maristes Canadiennes. 407
Goodcraft Clothing Company Limited. 408
Hochelaga Auto Electric Ltée 408
Ijay Investment Corporation. 408
Investment Services Inc.. 409
J. E. Paré Limitée 409
J. Novack Fur Company 409
Jones Industries Ltd.. 410
Jos. Latulippe Ltée-Ltd.. 410
Kill-Odor Products Inc.. 410
La Compagnie Immobilière Ste-Cécile Ltée. 411
La Compagnie Jude Tétreault Limitée. 411
L'Association des Propriétaires de Courville Inc.. 411
Le Marché Jules Limitée. 412
Les Magasins Yollande Limitée. 412
Les Placements Baillar Ltée — Baillar Investments Ltd. 412
Markirk Holdings, Ltd.. 413
Mayfed Jewellers Ltd.. 413
Mercerie Sherbrooke Ltée- 413
Monde Sportif Inc. 414
Morin & Frères Incorporée. 414
Parkway Electric, Ltd. 414
Raoul Chênevert Limitée 415
Ridgewood Court Inc.. 415
Service d'Assurances Belec Insurance Service Inc. 415
Service Social de l'Abord-à-Plouffe Inc. — L'Abord-à-Plouffe Social Service Inc.. 416
Spécialités Royal Specialties Inc. 416
Spectator Sportswear Co. Inc.. 416

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Napierville, village. 437
St-Antoine-de-Longueuil, parish 437
Ste-Agathe-des-Monts, parish 437

LABOUR:
Industry or trades of:

Barbers of Montreal (Levy). 451
Camionnage de Québec (Levy) 444
Men's and Boys' Hat and Cap (Levy). . 442
Shoe (Levy). 447
Men's and Boys' Clothing (Amendment) 453
Building of the district of Hull (Amendment) 451
Working Gloves (Levy). 441
Fine Gloves (Levy) 445
Handbag of the Province of Quebec (Approval). 450
Handbag of the Province of Quebec, (Levy) 448
Glass, district of Quebec (Levy). 439

LETTERS PATENT:

A Garber Fur Company 404
Atlas Enterprises Corporation 405
Carmen Fleuriste (Ltée) 405
Ceebee Investments Ltd. 405
Cie Ideal Import Co. Ltd. - 406
Commission Diocésaine d'Aide aux Paroisses d'Amos. 454
Corporation des Chemins d'Hiver d'Abitibi-Ouest. 406
Davie Brothers Ltd. 406
Eastern Canada Veneer Corporation . . 407
Eskimo Fur Co. Limited. 407
Fédération des Amicales Maristes Canadiennes. 407
Goodcraft Clothing Company Limited. 408
Hochelaga Auto Electric Ltée 408
Ijay Investment Corporatiun. 408
Investment Services Inc.. 409
J- E. Paré Limitée 409
J. Novack Fur Company 409
Jones Industries Ltd.. 410
Jos. Latulippe Ltée-Ltd.. 410
Kill-Odor Products Inc.. 410
La Compapnie Immobilière Ste-Cécile Ltée. 411
La Compapnie Jude Tétreault Limitée. 411
L'Association des Propriétaires de Courville Inc.. 411
Le Marché Jules Limitée. 412
Les Magasins Yollande Limitée. 412
Les Placements Baillar Ltée — Baillar Investments Ltd. 412
Markirk Holdings, Ltd.. 413
Mayfed Jewellers Ltd.. 413
Mercerie Sherbrooke Ltée. 413
Monde Sportif Inc. 414
Morin & Frères Inorporée. 414
Parkway Electric, Ltd. 414
Raoul Chênevert Limitée 415
Ridgewood Court Inc.. 415
Servici d'Assurances Belec Insurance Service Inc. 415
Service Social de l'Abord-à-Plouffe Inc. — L'Abord-à-Plouffe Social Service Inc.. 416
Spécialités Royal Specialties Inc. 416
Spectator Sportswear Co. Inc.. 416

Star Electric Inc. 417
Trinity Bay Products Limited. 417
Two Mountains Equipment Co. Ltd.. . 417
United Agency Inc. 418
Westwood Realties Ltd. 418

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

St-Eustache Boating Club, Limited.... 454

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Cadillac Restaurant Limited 419
Canadian Corporations, Limited. 419
Chibaugamau Explorers Ltd.. 419
Citadel Brick Ltd.— Brique Citadelle Ltée 419
City Spunging Incorporated. 420
Club Lac Bouchette de Roberval, Inc. 420
Georges Painchaud Limitée 420
Henderson, Barwick Co., Limited. 421
Independant Refrigeration Limited.... 421
John Millen Quebec Limitée 421
La Cie Gagnon, Limitée 421
Leboeuf & Grenier, Limitée. 422
Leduc Electrical Limited 422
Maçonnerie du St-Laurent Ltée 422
Modern Appliances Limited. 422
Nu-Way Food Products Incorporated . 423
Peter Pan Dress Inc.. 423
Pharmacies Modernes Inc. 423
Ross-Smith Compnny Limited. 423
Rudolf Van Der Walde (Canada) Limited 424
Ruwaca Pulp & Paper Limited. 424
Service Ouellet Ltée. 424
Silbro Textile Co. Limited 424
Silbro Textile Co. Limited 425
Spino Construction Limited. 425
Sutherland Construction Compnny. ... 425
The Mackay Realty Incorp'd 425
The Morris Finance & Mortgage Corporation 426
W. J. Keating & Sons Ltd. 426

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Caisse Populaire Desjardins de Deslandes. 454
La Pourvoyeuse de Victoriaville 455
Société St-Jean-Baptiste Permanent de Waterloo 455

SIÈGES SOCIAUX:

Investment Services Inc.. 455
J. L. Guay & Frère Limitée. 455
Paul-Émile Lachance Ltée 456
Matane Construction Limited 456

SOUMISSIONS:

Cap-de-la-Madeleine, cité. 459
Granby, Com. scol. cath. 456
Hull, Com. scol. 460
LaSalle, Ville. 457
St-Jovite, village. 458

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company... 461

VENTES POUR TAXES:

Pontiac, mun. comté (Correction). 461
Témiscamingue, mun. comté (Correction) 462

Star Electric Inc. 417
Trinity Bay Products Limited. 417
Two Mountains Equipment Co. Ltd.. . 417
United Agency Inc- 418
Westwood Realties Ltd. 418

LETTERS PATENT ANNULLED:

St-Eustache Boating Club, Limited.... 454

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Cadillac Restaurant Limited 419
Canadian Corporations, Limited. 419
Chibaugamnu Explorers Ltd.. 419
Citadel Brick Ltd.— Brique Citadelle Ltée 419
City Spunging Incorporated. 420
Club Lac Bouchette de Roberval, Inc. 420
Georges Painchaud Limitée 420
Henderson, Barwick Co., Limited. 421
Independant Refrigeration Limited.... 421
John Millen Quebec Limitée 421
La Cie Gagnon, Limitée 421
Leboeuf & Grenier, Limitée. 422
Leduc Electrical Limited 422
Maçonnerie du St-Laurent Ltée 422
Modern Appliances Limited. 422
Nu-Way Food Products Incorporated . 423
Peter Pan Dress Inc.. 423
Pharmacies Modernes Inc. 423
Ross-Smith Company Limited. 423
Rudolf Van Der Walde (Canada) Limited 424
Ruwaca Pulp & Paper Limited. 424
Service Ouellet Ltée. 424
Silbro Textile Co. Limited 424
Silbro Textile Co. Limited 425
Spino Construction Limited. 425
Sutherland Construction Company. ... 425
The Mackay Realty Incorp'd 425
The Morris Finance & Mortgage Corporation 426
W. J. Keating & Sons Ltd. 426

WINDING UP NOTICES:

La Caisse Populaire Desjardins de Deslandes. 454
La Pourvoyeuse de Victoriaville 455
Société St-Jean-Baptiste Permanent de Waterloo 455

HEAD OFFICES:

Investment Services Inc.. 455
J. L. Guay & Frère Limitée. 455
Paul-Émile Lachance Ltée 456
Matane Construction Limited 456

TENDERS:

Cap-de-la-Madeleine, city. 459
Granby, Cath. School Comm. 456
Hull, School Comm.. 460
LaSalle, Town. 457
St-Jovite, village. 458

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company... 461

SALES FOR TAXES:

Pontiac, Mun. County (Correction) ... 461
Témiscamingue, Mun. County (Correction) 462

VENTES PAR SHÉRIFS:

MONTMAGNY:

La Compagnie d'Habitation de Montmagny, Limitée vs Le Club de Courses de Montmagny, Inc. 462

MONTRÉAL:

Santfleben vs Lawlor. 463

QUÉBEC:

Corp. municipale village de Saint-Jean de Boischatel vs Vézina. 463

ROBERVAL:

Lavoie vs Desbiens..... 464

TERREBONNE:

Ville de Lachute vs Héritiers John Alexander Blow..... 464

31998-o

SHERIFFS' SALES:

MONTMAGNY:

La Compagnie d'Habitation de Montmagny, Limitée vs Le Club de Courses de Montmagny, Inc. 462

MONTREAL:

Santfleben vs Lawlor. 463

QUEBEC:

Corp. municipale village de Saint-Jean de Boischatel vs Vézina..... 463

ROBERVAL:

Lavoie vs Desbiens..... 464

TERREBONNE:

Alexander Blow..... 464

31998-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS Queen's Printer.

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LUNDI 11 février 1952.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, MONDAY, February 11TH, 1952.

PROCLAMATIONS

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

PROCLAMATION par Son Honneur l'honorable Gaspard Fauteux, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner — SALUT.

Le Premier Ministre et Procureur-Général, M. L. DUPLESSIS.

ATTENDU qu'il a plu à Dieu dans sa miséricorde de rappeler à Lui Notre bien-aimé Souverain le Roi George VI, de glorieuse mémoire, et que, par suite de ce décès, la Couronne de Grande-

PROCLAMATIONS

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

PROCLAMATION of His Honour the Honourable GASPARD FAUTEUX, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern — GREETING.

M. L. DUPLESSIS, *Prime Minister and Attorney-General.*

WHEREAS it hath pleased God in His Mercy to call to Himself Our beloved Sovereign King George VI, of glorious memory, by whose decease the Crown of Great Britain, Ireland and

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

Bretagne, d'Irlande et toutes les possessions de feu Sa Majesté est dévolue légalement à la Haute et Puissante Princesse Elizabeth Alexandra Mary, je, Gaspard Fauteux, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, dans le Canada, de l'avis et avec le loyal concours du Conseil Exécutif de cette Province, proclame, par les présentes, que par le décès de Notre bien-aimé Roi, Son Altesse Royale Elizabeth Alexandra Mary est maintenant, par la Grâce de Dieu, sous le nom de Elizabeth Deux, Notre seule et légitime Souveraine, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, Dame lige suprême du Canada, et que Nous lui devons foi et obéissance, ainsi que Notre humble et sincère affection, et je requiers et ordonne en conséquence à toute personne dans cette Province de reconnaître son autorité et de s'y soumettre.

Je prie Dieu, qui régit les rois et les peuples, de bénir Sa Majesté Elizabeth Deux, Notre souveraine, et de lui accorder de longues et heureuses années de règne.

DONNÉ sous mon seing et le Sceau de mes armes à Québec, ce HUITIÈME jour de FÉVRIER, en l'année mil neuf cent cinquante-deux, et du règne de Sa Majesté la première.

(signé) GASPARD FAUTEUX,
Lieutenant-Gouverneur.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH II, par la grâce de Dieu Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, Dame lige suprême du Canada.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,

SALUT.

Le Premier ministre et Procureur général, M.-L. DUPLESSIS,

ATENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 10), il est décrété qu'il n'est pas nécessaire de renouveler, au décès du Souverain, les commissions ou nominations en vertu desquelles les fonctionnaires ou les employés publics de la province remplissaient leurs charges ou exerçaient leurs professions respectives sous le règne précédent;

ATTENDU QU'en vertu du même article, il est aussi décrété qu'une proclamation est émise par le Lieutenant-Gouverneur, autorisant tous ces fonctionnaires ou employés à continuer l'exercice de leurs fonctions ou professions.

A CES CAUSES et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous autorisons par la présente proclamation tous les fonctionnaires et

all the other of His Late Majesty's Dominions is lawfully come to the High and Mighty Princess Elizabeth Alexandra Mary, I, Gaspard Fauteux, Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, in Canada, by the advice and with the loyal conurrence of the Executive Council of this Province, do hereby proclaim that by the death of Our well beloved King, Her Royal Highness Elizabeth Alexandra Mary is now, by the grace of God, under the name of Elizabeth the Second, Our sole and lawful Sovereign, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith, Supreme Liege Lady in and over Canada, to whom we owe faith and obedience with hearty and humble affection. And I do hereby require and command all persons whomsoever in the Province to acknowledge her authority and submit thereto.

I beseech God who governs Kings and peoples to bless Her Majesty Elizabeth the Second, Our Sovereign, with long and happy years to reign over us.

Given under my hand and seal at arms at Quebec, this EIGHTH day of FEBRUARY, in the year one thousand nine hundred and fifty-two and in the first year of Her Majesty's reign.

(Signed) GASPARD FAUTEUX,
Lieutenant-Governor.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH II, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith, Supreme Liege Lady in and over Canada.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

M. L. DUPLESSIS, *Prime Minister and Attorney-General.*

WHEREAS by section 7 of the Public Officers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 10), it is enacted that upon the demise of the Sovereign it is not necessary to renew any commission or appointment by virtue whereof any public officer or employee of the Province held his office or exercised his profession during the preceding reign;

WHEREAS in virtue of the same section, it is also enacted that a proclamation is issued by the Lieutenant-Governor, authorizing every such officer or employee to continue in the exercise of his functions or profession.

NOW THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of Our Province, We do by the present proclamation authorize all public

employés publics qui, au moment du décès de Notre Souverain, George VI, de glorieuse mémoire, remplissaient ou exerçaient, dûment et légalement, des charges, fonctions ou professions dans Notre dite province de Québec, à continuer l'exercice de telles charges, fonctions ou professions, la présente proclamation devant être pour eux un titre suffisant à cette fin.

Nous demandons et commandons à tous nos fidèles sujets d'aider et favoriser tous tels fonctionnaires ou employés de la province dans l'accomplissement et dans l'exécution de leurs devoirs respectifs.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LLD., D.D.L., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de février en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

officers or employees who duly and lawfully held offices or exercised professions in Our said Province of Quebec, at the moment of the death of Our Sovereign, George VI of glorious memory, to severally continue in the due exercise of their respective functions for which the present proclamation shall be sufficient warrant.

We do hereby require and command all Our loving subjects to be aiding, helping and assisting all such officers or employees of the Province in the performance and execution of their respective duties.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL. D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighth day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH II, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, Dame lige suprême du Canada.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Le Premier ministre et Procureur général, M. L. DUPLESSIS.

ATTENDU QUE le vendredi, quinzième jour du mois de février, 1952, a été fixé pour les funérailles de Sa Très Excellente Majesté le Roi George VI, de glorieuse mémoire. Et sachant que notre deuil profond est partagé par tous nos fidèles sujets, Nous désirons leur offrir l'occasion de le manifester et de témoigner publiquement leur sympathie dans la grande affliction qui Nous frappe, et avec Nous, le peuple entier de cette province.

A CES CAUSES, Nous avons jugé à propos, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, de fixer et réserver, et par les présentes, Nous fixons et réservons le vendredi, quinzième jour du mois de février, 1952, comme un jour de deuil général qui sera observé par toutes les personnes de Notre province de Québec.

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH II, by the grace of God of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, defender of the Faith, Supreme Liege Lady in and over Canada.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

M. L. DUPLESSIS, *Prime Minister and Attorney-General.*

WHEREAS Friday, the fifteenth day of the month of February, 1952, has been fixed for the obsequies of His Most Excellent Majesty King George VI, of glorious memory. And knowing that Our deep grief is shared by all Our loving subjects, We are desirous to afford them the opportunity of testifying their sorrow and publicly manifesting their sympathy in the grievous affliction which has befallen Us, and with Us, the entire population of this Province;

THEREFORE, We have thought fit, by and with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, to appoint and set apart, and We do hereby appoint and set apart Friday, the fifteenth day of the month of February, 1952, as a day of General Mourning to be observed by all persons throughout Our Province of Quebec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de février en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL. D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor Of Our Province of Quebec.

At Our Governement House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighth day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.